



n ú m e r o

194

z e n b a k i a

2ª DE MARZO DE 2006

2006ko MARTXOA 2.a

Boletín Quincenal de  
Información Europea

Europari Buruzko  
Hamabostekaria



EUROPA  
EUSKADI

*Entrevista: Dña. Margot  
Wallström, Comisaria  
Europea*

Pag. 3

*Opinión: "La industria  
audiovisual europea  
necesita mayor apoyo  
comunitario", Dña.  
Verónica Sánchez,  
Directora de Media Antena  
Euskal Herria*

Pag. 5

*Establecido el marco  
europeo de cualificaciones  
profesionales*

Pag. 11

*Instituto Europeo de la  
Igualdad de Género*

Pag. 21

*Modificaciones al  
Reglamento del Permiso de  
Residencia*

Pag. 27

## Noticias

# Índice

Entrevista .....	3
Opinión .....	5
Actos .....	7

### Integración Europea e Instituciones / Europar Integrazioa eta Erakundeak

Reunión UE-Consejo de Europa .....	8
EURATOM-AIEA .....	8

### Política Social y Cultura / Gizarte Politika eta Kultura

Consejo de Empleo y Política Social I .....	9
Consejo de Empleo y Política Social II .....	10
Reunión Informal de Educación I .....	11
Reunión Informal de Educación II .....	12
Campaña contra la prostitución en el Mundial de Fútbol .....	13

### Economía / Ekonomia

Consejo de Medio Ambiente I .....	14
Consejo de Medio Ambiente II .....	15
Consejo de Competitividad .....	16
Consejo de Transportes, Telecomunicaciones y Energía .....	17
Consejo de Agricultura y Pesca I .....	18
Consejo de Agricultura y Pesca II .....	19
Britainia Handiko behikien enbargoa kendu diote .....	20
Instituto Europeo de la Igualdad de Género .....	21
Perspectivas económicas del Centro y Este de Europa .....	22
Turquía: economía emergente .....	23
Portu-Zerbitzuen arteztaraua atzera bota da .....	24
Programa conjunto AEMA-Ramsar .....	25

### UEM; Presupuesto y Fiscalidad / BEM; Aurrekontua eta Zergak

Consejo ECOFIN .....	26
----------------------	----

### Asuntos de Justicia e Interior / Justizia eta Barne Gaiak

Modificaciones al Reglamento de permiso de residencia .....	27
---	----

### Relaciones Exteriores / Kanpo Harremanak

Kanpo Gaietarako Ministroen bilera informala .....	28
Consejo de Asuntos Generales y Relaciones Exteriores I .....	29
Consejo de Asuntos Generales y Relaciones Exteriores II .....	30
Aprobado Instrumento de Respuesta Rápida .....	31

## Cuaderno de Referencias

Legislación .....	32
Licitaciones .....	39
Documentos oficiales .....	46
Conferencias, Cursos y seminarios .....	50

El formato pdf de esta publicación  
puede consultarse en

<http://www.revie.org>

*Entrevista a Dña. Margot Wallström, Comisaria Europea*

**"NOUS SOUHAITONS  
QUE LE PLAN D  
CONTRIBUE À  
SOLUTIONNER  
LA CRISE QUE  
TRAVERSE L'UNION  
EUROPÉENNE"**



*Margot Wallström*

A travers l'interview accordée à " Europa-Euskadi ", la Commissaire Européenne Margot Wallström nous introduit au Plan D.

Le Plan D (Démocratie, Dialogue et Débat) veut impulser un débat sur le future de l'Europe entre les citoyens européens et les institutions européennes.

**1 - Vous êtes chargée d'un grand défi: approcher l'Europe à la citoyenneté. Pourquoi nous nous avons besoin " de vendre " l'Europe et l'Union Européenne ?**

Je pense que l'erreur que les dirigeants européens ont commise est d'avoir été trop confiants dans leur projet. Que construire l'Europe pour assurer la paix et la prospérité soit une bonne idée paraissait aller de soi, et la construction européenne s'est faite sur un modèle " de haut en bas", d'un " Bruxelles " impersonnel vers les citoyens. La communication n'a pas été développée à temps : il s'agissait d'un monologue dans une langue étrange, " l'eurojargon " !

Alors qu'aujourd'hui les citoyens européens sont de plus en plus impliqués et informés sur l'Europe, paradoxalement les bénéfices de l'Union européenne ne leur paraissent plus aussi évidents. Il est donc de notre devoir de prendre en compte cette demande de dialogue et de débat, et de prouver point par point la légitimité d'une action européenne.

Mais je tiens à souligner que nous ne vendons pas l'Europe, nous essayons de développer de meilleurs

moyens de dialoguer avec les européens, pour prendre en compte leurs idées et expliquer les nôtres. Lorsqu'une idée est bonne, pas besoin de propagande, une bonne discussion suffit !

**2 - Quels sont les objectifs du Plan D ? Quel est le rôle des régions dans cette initiative ?**

En proposant le Plan D, la Commission a voulu donner l'impulsion nécessaire pour lancer un large débat sur les relations entre citoyens européens et institutions européennes.

Nous souhaitons que le Plan D contribue à solutionner la crise que traverse l'Union européenne actuellement en mettant en place des mécanismes sur le long terme qui contribuent à créer un nouveau consensus sur le projet européen répondant aux attentes des citoyens, et à le faire évoluer par la suite. Cette crise doit être vue comme le point de départ d'une nouvelle façon de penser l'Europe et la démocratie européenne. Le Plan D y contribue.

Dans ce cadre, la Commission européenne a eu un rôle d'initiateur et de meneur. Mais notre action n'est rien sans la coopération des autres acteurs de l'Union européenne : les autres institutions européennes, les gouvernements nationaux, les autorités locales et les citoyens.

Les régions occupent une place toute particulière dans le Plan D, en tant que relais avec les citoyens. Elles ont un rôle primordial à jouer de par leur dimension humaine mais avec un poids suffisamment important pour que leur action ait un large impact.

### 3 - Quels sont les points divergents entre la citoyenneté européenne et les dirigeants politiques européens, qui ont provoqué le rejet en France et en Hollande du Traité par lequel il s'établit une Constitution pour l'Europe ?

Je ne crois pas qu'il y ait de divergences majeures entre les dirigeants européens et les citoyens sur le fond de l'idée européenne. Je pense que la grande majorité des européens adhèrent à des principes tels que la démocratie, la diversité culturelle, le modèle social européen, l'économie de marché, la promotion de la paix et de la prospérité.

Je crois que malheureusement la Constitution a fait les frais de deux phénomènes : le blame-game, sport favori des dirigeants européens ; et un "ras-le-bol" des citoyens français et néerlandais dont le sentiment de ne pas être entendus, tant au niveau national qu'européen, a entraîné le rejet en bloc de toute initiative européenne, indépendamment d'un texte quel qu'il soit. Alors qu'en Espagne, le débat portait véritablement sur le texte lui-même et a abouti au soutien massif de la population espagnole.

C'est de ce constat qu'est venue l'idée du Plan D : prenons tous nos responsabilités et repartons sur des bases saines, à travers le dialogue. L'Union européenne est une réalisation trop importante pour nous tous pour ne pas nous donner la chance d'en relancer la construction.

Les régions occupent une place toute particulière dans le Plan D, en tant que relais avec les citoyens

### 4 - Quelle réponse donne l'Union Européenne à des questions comme : perte de la compétitivité, globalisation, crise du modèle social européen, les frontières de l'Europe, immigration, qui inquiètent tant la citoyenneté européenne ?

On est plus forts ensemble! Je pense que c'est le message principal de l'Union européenne.

En ce qui concerne la crainte d'une perte de compétitivité, la Commission a répondu par la relance de sa stratégie pour la Croissance et l'emploi récemment, en tenant compte des obstacles rencontrés et des observations reçues. La stratégie de Lisbonne a été adoptée en mars 2000. Elle vise à faire de l'UE l'économie la plus dynamique et la plus compétitive à l'horizon 2010. Cette stratégie implique toute une série de domaines politiques, recherche, éducation, environnement, emploi... dans ce cadre la Commission donne l'impulsion nécessaire aux réformes des politiques économiques nationales et communautaires pour s'adapter aux nouveaux défis que nous

rencontrons. Les mesures des États membres et de l'Union européenne doivent se compléter, pour initier la croissance et l'emploi.

La globalisation est notre cadre de vie aujourd'hui. Face à cette modification récente et majeure à l'échelle mondiale, l'UE nous apporte plus de poids dans le monde face à des "géants" tels que les États-Unis, le Brésil, la Russie, la Chine ou l'Inde, par exemple lorsque nous négocions dans le cadre de l'OMC. Et pour répondre aux inquiétudes légitimes des citoyens quant aux effets négatifs de la mondialisation, la Commission vient de lancer l'idée d'un fonds d'indemnisation pour les personnes touchées par les conséquences de la globalisation.

Cette dernière action relève d'ailleurs d'une conception toute européenne du modèle social, où performance économique et sociale doivent aller de paire. L'Europe doit aujourd'hui réformer et moderniser ses politiques pour préserver ses valeurs.

La Commission joue son rôle en invitant au renforcement de politiques actives de l'emploi et à la promotion du vieillissement actif et en incitant à inventer de nouvelles sécurités, à travers la formation et la protection sociale, qui permettront de renforcer la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises.

A propos de l'immigration, les États membres de l'Union européenne se sont mis d'accord pour développer une politique de l'immigration au niveau européen. A ce sujet l'intérêt de travailler ensemble au niveau européen est d'avoir une approche coordonnée prenant en compte la situation économique et démographique de l'UE.

La question des futures frontières de l'Union européenne est une question importante et elle devrait faire partie de notre réflexion sur la finalité politique de l'Union. Toutefois le point de départ devrait être que les frontières de l'Union peuvent être définies politiquement, c'est à dire qu'il s'agit de valeurs communes et d'une volonté d'appartenir à un projet commun.

L'Union n'est plus un projet économique, c'est un projet politique et démocratique, et ceux qui partagent les mêmes valeurs : démocratie, respect des droits de l'homme et des droits civiques, économie sociale de marché et développement durable devraient avoir la chance d'y participer.

### 5 - Un autre grand rendez-vous pour l'Union Européenne sera l'année 2014, où on attend une modification du budget, et adhésion probable de la Turquie. Quelles sont vos perspectives sur ces projets pour l'Union Européenne ?

J'espère une Union qui communique sur les vrais préoccupations des gens : l'emploi, l'environnement humain et social, le développement durable. Ce devrait être rendu plus facile avec les nouvelles Perspectives Financières, bien que nous ne connaissions pas encore leur forme finale. J'espère aussi que l'Union deviendra plus démocratique, et sachant prendre le pouls de la société - plus sensible aux aspirations des citoyens. Je pense qu'il est aussi probable qu'il s'agira d'une Union plus efficace, avec des nouvelles responsabilités dans la politique mondiale, une Union avec son propre Traité Constitutionnel.

# LA INDUSTRIA AUDIOVISUAL EUROPEA NECESITA MAYOR APOYO COMUNITARIO



*Verónica Sánchez*

El sector audiovisual europeo tiene un papel primordial en la formación de una ciudadanía europea, puesto que en la actualidad constituye uno de los principales vectores de transmisión de valores culturales entre los europeos, y especialmente entre los jóvenes. El apoyo comunitario tiene por objeto ayudar al sector audiovisual europeo a desempeñar su papel de aglutinante de la nuestra ciudadanía.

La excesiva fragmentación de este sector ha generado una industria culturalmente diversa y muy independiente cuya cuota de alcance de mercado es inferior en comparación con las importaciones no europeas, tanto dentro de la Unión como a escala mundial. Es un hecho: la industria audiovisual europea lucha por adaptarse a la gran competitividad de su equivalente americana. Para este sector, el papel de las políticas públicas es fundamental, de ahí la necesidad de la acción comunitaria como principio de subsidiaridad con las políticas públicas de cada Estado miembro.

Las medidas de apoyo comunitarias al sector audiovisual tienen nombre y apellidos: MEDIA Plus y MEDIA Formación vigentes desde el 1 de enero de 2001 hasta el 31 de diciembre de 2006. El Programa ha tenido desde 1991, un impacto muy positivo en todos los países de la

Unión, y ha sido especialmente eficaz en los países y regiones con escasa capacidad de producción actuando como un factor esencial para el desarrollo de la industria.

## **2006, año de transición para MEDIA**

La aceptación de la propuesta para el futuro programa de apoyo a la industria audiovisual MEDIA 2007 se perfila todavía como la gran cuestión en materia de política audiovisual europea para los próximos meses. Si volvemos la vista hacia atrás recordaremos que fue en julio de 2004 cuando la Comisión Europea puso encima de la mesa un plan de acción ambicioso con un presupuesto de 1.055 M €. Este presupuesto, en principio puede parecer desmesurado, pero sin embargo es modesto, en relación con el enorme desafío derivado de la necesidad de apoyar la adaptación del sector a las nuevas tecnologías digitales y el acceso de las PYMES a las fuentes de financiación bancaria, sin perder de vista que después de 2007 y en paralelo a la política de ampliación de la UE, la familia MEDIA contará con la presencia de nuevos estados (Rumania y los Balcanes).

En el fondo, todos están de acuerdo: ministros de Cultura y del Audiovisual llegaron a un

acuerdo político "parcial" en Bruselas el pasado mes de noviembre sobre el contenido del próximo programa de ayudas, sin embargo, las cuestiones presupuestarias no se abordaron. Fue durante el Consejo de diciembre, que los jefes de Estado y de los respectivos gobiernos se pusieron de acuerdo sobre un presupuesto global de 862,3 M€ para el periodo 2007-2013, lo que corresponde al 1,045% del producto interior bruto europeo teniendo como principal víctima de esta austeridad presupuestaria los gastos destinados a la ciudadanía: cultura, juventud, audiovisual, sanidad, protección de los consumidores. Lo que significa un aumento de a penas un 1% con respecto al 2006, pero sobre todo, una reducción de más del 50% con respecto a las propuestas iniciales.

¿Podrá el Consejo encontrar un terreno de entendimiento con el Parlamento, que a su vez, desea aumentar los presupuestos de la UE en algunos sectores que considera vitales para el futuro de Europa como son la cultura, la

educación y la investigación?. El acuerdo parece complicado para las presidencias austriaca y finlandesa... ¿cómo poner en funcionamiento a tiempo el nuevo programa?, ¿vamos hacia una reconducción idéntica del programa actual en 2007, la única solución para evitar el conflicto?

El 2006 va a ser un año importante y un año decisivo también para los profesionales que se movilizan en toda Europa al más alto nivel. En un comunicado común, los directores de 25 agencias europeas encargadas del cine y del audiovisual llaman

la atención de los gobiernos y de los parlamentarios europeos sobre la necesidad, en el contexto de la negociación del presupuesto global de la UE para 2007-2013, de tener en cuenta la importancia del Programa MEDIA, de poner en práctica las nuevas medidas a partir de 2007 y, en consecuencia, de dotar al programa con los fondos apropiados. Esperemos todos que así sea.



VERÓNICA SÁNCHEZ  
DIRECTORA DE MEDIA ANTENA EUSKAL HERRIA  
OFICINA EUROPEA DE INFORMACIÓN DEL PROGRAMA MEDIA DE LA UE

BILBAO 11-12 DE ABRIL 2006

## "EUROPA EN EL SIGLO XXI: VALORES, FRONTERAS Y CIUDADANÍA EUROPEA"



Unas jornadas de debate sobre el futuro de Europa se van a celebrar en Bilbao con la presencia del Lehendakari, así como distintas personalidades.

Tras los resultados negativos de los referenda sobre la Constitución Europea en Francia y en Holanda, se está iniciando un periodo de reflexión y de trabajo activo a todos los niveles entre los distintos actores implicados en el futuro de la Unión Europea: administraciones públicas, organizaciones de la sociedad civil, sector privado, medios de comunicación, universidades y centros de formación, entre otros.

El Plan "D" (Democracia, Diálogo y Debate), iniciativa de la Comisión Europea, pretende ser un marco para impulsar ese profundo debate sobre el futuro de Europa. El objetivo es claro: lograr un nuevo consenso político sobre las políticas necesarias para que Europa responda a los desafíos del siglo XXI, y que igualmente sean eficaces y acorde a las necesidades de las poblaciones.

Los debates del Plan D deben centrar la atención de los ciudadanos sobre el futuro de Europa, examinando sus expectativas y discutiendo el valor añadido y los beneficios concretos de la acción comunitaria. Los resultados de estos debates deben ayudar a las instituciones europeas, y en especial a la Comisión, a definir mejor sus prioridades. Se trata de un doble proceso, en el que se informe a los ciudadanos sobre el papel de Europa a través de realizaciones y proyectos concretos, y se escuchen sus expectativas para el futuro.

En la formulación de un marco común, la Comisión reconoce absolutamente que cada debate tiene sus propias características locales, regionales y nacionales. Los temas serán diferenciados, y la implicación de la Unión Europea será distinta según países y contenidos.

Euskadi, con su larga trayectoria de participación desde los inicios de la construcción europea, siempre ha trabajado por aportar y reflexionar a ese "ideal" europeo. En estos momentos considera oportuno seguir contribuyendo al impulso del proceso de integración euro-

pea. El proyecto de aportación vasca a este proceso de reflexión sobre el futuro de Europa comprende 3 acciones principales:

1. Organización de unas jornadas sobre Europa en Bilbao.
2. Organización de una campaña de comunicación interna en Euskadi dirigida a la ciudadanía vasca.
3. Traslado de las conclusiones de las jornadas al conjunto de agentes involucrados en el Plan D a nivel de la Unión Europea.

En este contexto, la Secretaría General de Acción Exterior, a través de la Dirección de Asuntos Europeos y la Delegación de Euskadi en Bruselas, organiza las jornadas EUROPA EN EL SIGLO XXI: VALORES, FRONTERAS Y CIUDADANÍA EUROPEA: Una contribución desde Euskadi al Plan "D" (Democracia, Diálogo y Debate)", que tendrán lugar el 11 y 12 de abril de 2006 en el Auditorio del Museo Guggenheim en Bilbao.

Estas jornadas se desarrollarán durante día y medio, y su temática girará en torno a la construcción del marco político, económico y social de la Unión Europea, considerando el punto de vista de las regiones como motores de ese proceso de construcción europea y de la participación de los ciudadanos en el mismo. Los temas a tratar serán los siguientes:

- Europa en el siglo XXI: sus valores, modelo social y económico.  
La dimensión territorial: el proceso de ampliación y las fronteras de Europa.
- Cómo lograr una mayor participación ciudadana en el proceso de construcción europea.
- El futuro de la Constitución europea.
- El futuro de la construcción europea.

Estas jornadas contarán con la participación de destacados representantes del ámbito institucional, académico, empresarial y social.

Para obtener información completa y el programa actualizado de estas Jornadas, dirigirse a [www.euskadi20europa.com](http://www.euskadi20europa.com)



Integración Europea  
e Instituciones

### REUNIÓN UE-CONSEJO DE EUROPA

**Europako Kontseiluak eta Europar Batasunak haien arteko lankidetasuna eta elkartzea indartuko duen Ulermenerako Memoranduma negoziatzea erabaki dute**

El 15 de marzo los representantes de la Unión Europea y el Consejo de Europa (formado por 46 Estados, entre ellos los Veinticinco), celebraron en Estrasburgo su Reunión Cuatripartita semestral y decidieron reforzar su cooperación para construir una Europa democrática y segura. Los medios para lograrlo deberán concretarse cuanto antes en un Memorándum de Entendimiento.

Los representantes de la UE (Consejo y Comisión Europea) y del Consejo de Europa (Comité de Ministros y Secretaría General) se comprometieron a establecer un nuevo marco de cooperación y asociación reforzadas entre las dos organizaciones, concluyendo cuanto antes la negociación de un Memorándum de Acuerdo que lo concrete. Dicha negociación contará con la visión política - solicitada por ambas instituciones - de Jean-Claude Juncker, Primer Ministro luxemburgués, sobre las relaciones entre el Consejo de Europa y la UE. El Memorándum podría desarrollarse mediante iniciativas y programas específicos en ámbitos de competencia de los dos organismos, referidos a la dimensión humana de la integración europea y que afectan directamente a los ciudadanos europeos: derechos humanos, democracia, Estado de Derecho, juventud, educación y cultura. La cooperación en cuanto a Política Europea de Vecindad y países cubiertos por el Proceso de Estabilización y Asociación deberá incluirse en el Memorándum.

Las acciones conjuntas fueron alabadas por su valor añadido y potencial para el logro de objetivos comunes, mereciendo

especial mención las iniciativas dirigidas a modernizar los sistemas judiciales y penales, luchar contra la corrupción y el blanqueo de dinero, y formar profesionales para la aplicación de las normas europeas pertinentes. Se insistió en la importancia de la cooperación regional y transfronteriza y, en referencia a la cooperación con la Federación Rusa, se acordó examinar la posibilidad de nuevos proyectos.

La UE agradeció al Consejo de Europa sus contribuciones para la creación de la Agencia Europea de los Derechos Fundamentales. Una persona independiente nombrada por el Consejo participará en la Agencia para evitar solapamientos. La Comisión Europea reiteró su disponibilidad para trabajar con el Consejo de Europa sobre el acuerdo de cooperación bilateral para la protección de los derechos humanos y las libertades fundamentales.

Respecto a diversas políticas de actualidad, los reunidos mostraron su preocupación por las irregularidades en el proceso preelectoral bielorruso, exigiendo un escrutinio libre y equitativo; instaron a Serbia-Montenegro a cooperar plenamente con el TPIY; saludaron la aprobación de la ley sobre el referéndum en Montenegro, reclamando una actuación responsable de las fuerzas políticas de Serbia y Montenegro antes y después del referéndum; y remarcaron la importancia de las próximas elecciones legislativas en Ucrania para su proceso democrático de reforma.

### INTEGRACIÓN DE EURATOM EN AIEA

#### EURATOM-AIEA

**Europako Batzordeak baimena eskatu dio Kontseiluari EURATOM AIEAko eskubide osoko kide izan dadin ahabidetuko duten elkarrizketak hasteko**

Según la Comunicación dada a conocer por la Comisión el pasado 16 de marzo, la pretensión final es la de reforzar el estatus de EURATOM mediante su integración en la Agencia Internacional de la Energía Atómica (AIEA) en calidad de miembro de pleno derecho.

El Tratado constitutivo de la Comunidad Europea de la Energía Atómica (EURATOM) vio la luz con el objetivo de coordinar los programas de investigación de los Estados con vistas a una utilización pacífica de la energía nuclear. Posteriormente ha ido asumiendo otras responsabilidades, y en la actualidad se encarga también de establecer las normas básicas relativas a la protección de la población y de los trabajadores (la Comisión pretende que esa labor se extienda a la gestión de los residuos radioactivos y de la seguridad nuclear en general). Tiene además derecho de opción sobre minerales y materiales radioactivos producidos en territorio de la Unión y derecho a contratar su adquisición con terceros países, y, en el marco del sistema de garantías aplicado por la OIEA, asume el control de la seguridad de materiales e instalaciones mediante acuerdos firmados con los Estados miembros y con la Comunidad.

La OIEA, organismo autónomo de la ONU, por su parte, es el principal foro intergubernamental para la cooperación científica y técnica en materia de utilización de la energía nuclear

con fines pacíficos y se encarga de animar el intercambio de información y de conocimientos en la comunidad científica, de inspeccionar la aplicación de salvaguardias nucleares y medidas de verificación de los programas nucleares para usos civiles, de formular normas básicas de seguridad y de publicar reglamentos y códigos de prácticas (para el transporte, la manipulación, etc.).

La idea es que EURATOM, en lo que le compete, pueda expresarse y tomar posición en los órganos de decisión de la OIEA y votar en nombre de los Estados miembros de la UE. ¿Por qué? Según se expresa en la Comunicación de la Comisión, "porque la experiencia demuestra que en la OIEA están más dispuestos a hacer caso a los argumentos de la Comunidad cuando éstos son presentados por la Comisión en vez de por los Estados".

La Comisión tiene razón cuando hace ver la incongruencia de que EURATOM - en la actualidad es simple observador en el Organismo - no puede votar en asuntos cuya competencia le han cedido los Estados. La pega viene dada porque la nueva situación supondría variaciones en los estatutos de la OIEA y ello exigiría negociaciones previas de duración imprevisible. "Es una empresa compleja", dice la Comisión, que quiere empezar a negociar cuanto antes.



Integración Europea  
e Instituciones



CREADO EL INSTITUTO EUROPEO DE LA IGUALDAD DE GÉNERO

## CONSEJO DE EMPLEO Y POLÍTICA SOCIAL I



**Gizon eta emakumeen arteko ezberdintasunak gainditzeko bidatz-orri bat ezarri zuen Kontseiluak, era berean, Genero Berdintasunerako Europar Institutua eratuz.**

El Consejo de Ministros de Empleo y Política Social, reunido en Bruselas el pasado 10 de marzo, dedicó una parte importante de sus trabajos al análisis del documento de la Comisión "Informe anual sobre la igualdad entre hombres y mujeres 2006" y al debate sobre otro documento, también de la Comisión, que bajo el nombre "Hoja de ruta para la igualdad entre las mujeres y los hombres 2006-2010" reúne una veintena de medidas y acciones específicas para conseguir el objetivo que enuncia desde el título.

El **Informe anual sobre la desigualdad entre hombres y mujeres 2006**, que ha de ser presentado al Consejo Europeo de 23 y 24 de marzo, traza, en primer lugar, un panorama bien definido, conocido pero sangrante, sobre la desigualdad entre hombres y mujeres. El informe, además, se muestra pesimista a la hora de adelantar un calendario en el camino de la igualdad efectiva.

De entrada, según el informe, muchas mujeres no salen al mercado laboral por la dificultad que encuentran en conciliar sus vidas familiar y laboral; de hecho, el índice de empleo femenino está una media de 15 puntos por debajo del masculino en el conjunto de la UE. Es cierto, por otra parte, que las mujeres trabajadoras se concentran mayoritariamente en ciertos sectores de actividad: el 40% de las mujeres, por ejemplo, frente al 20% de los hombres trabaja en la educación, la salud o las administraciones públicas.

Las mujeres ganan, por término medio, un 15% menos que los hombres porque se concentran en las profesiones peor remuneradas y trabajan más a tiempo parcial: el 32% de las mujeres que trabajan lo hace con esa fórmula, contra el 7% de los hombres. En general, el informe demanda en todas sus páginas la solución al problema de la conciliación entre lo familiar y lo laboral, especialmente para ellas.

Esa dificultad, combinada con una serie de estereotipos muy arraigados y unos modelos retributivos basados en prejuicios de género, frena irremediablemente el progreso de las mujeres en el mercado laboral. Por ejemplo, sólo el 32% de los responsables de área de las empresas son mujeres, sólo el 10% de los miembros de los consejos de administración lo son, sólo el 3% de los presidentes de las grandes empresas europeas. Y la cuestión, aunque sea por un motivo menos noble (el de la eficacia), precisa una solución urgente: la Europa de los grandes retos, la del crecimiento y la innovación, no puede permitirse malgastar el caudal de conocimientos y de energía de la mitad de la sociedad. Lo dijo Vladimir Spidla, Comisario de Igualdad de Oportunidades: "No es una simple cuestión de equidad, es un planteamiento elemental si queremos realizar los objetivos fijados en la Estrategia de Lisboa".

El informe plantea la creación de guarderías, proponer condiciones de trabajos innovadores, tender a la equiparación de

salarios, etc., y otras medidas que hagan posible la conciliación que una y otra vez exige. Un dato positivo: el 75% de los nuevos trabajos creados en la UE en los últimos cinco años ha sido ocupados por mujeres.

La **Hoja de ruta para la igualdad entre las mujeres y los hombres 2006-2010** selecciona seis ámbitos de actuación prioritaria para ese período: independencia económica del mismo nivel entre las mujeres y los hombres; conciliación de la vida profesional, familiar y privada; representación paritaria ante la toma de decisiones; erradicación de toda violencia de género; eliminación de los estereotipos sociales basados en el género; y la promoción de la igualdad entre los sexos fuera de la UE.

A este respecto, Spidla, que había viajado recientemente a Turquía para discutir cuestiones relacionadas con este tema, fue bien claro: "Probablemente debemos promover la igualdad entre los hombres y las mujeres fuera de la UE, pero queda mucho por hacer dentro de la Unión".

Cada uno de los seis ámbitos de actuación señalados en la Hoja de ruta viene acompañado de una serie de acciones clave para facilitar su consecución. Por ejemplo, se recomienda vivamente la promoción de los valores de igualdad entre mujeres y hombres en las escuelas; se insiste en el impulso del espíritu de empresa entre las mujeres; en la creación a escala de la UE de una red de mujeres con puestos de responsabilidad en los ámbitos de la empresa o la política; en la elaboración y publicación de un estudio exhaustivo sobre las diferencias de remuneración entre las mujeres y los hombres; y en la puesta en evidencia de estos problemas especialmente durante 2007, Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades.

Pese a que lleva más de un año decidido, la Hoja de ruta saca a relucir la creación del Instituto Europeo de la Igualdad de Género, que debería ser operativo el 1 de enero de 2007 y convertirse en el centro de referencia para las cuestiones relativas a la igualdad entre hombres y mujeres, recabando información, analizándola y divulgando los conocimientos sobre el tema. Con un presupuesto de 52,2 millones de euros hasta 2013, el Instituto se haría cargo de los trabajos de sensibilización social y de desarrollar nuevas herramientas y modelos laborales para la conciliación.

La Comisión cree que estas medidas forman parte inseparable del proceso puesto en marcha por la UE para crecer y crear más empleo y de mejor calidad y, por consiguiente, muchas de ellas han de financiarse con los Fondos Estructurales y otros procedimientos financieros similares. Por ello las integra en el "Programa comunitario de fomento del empleo y la solidaridad social: PROGRESS" para el período 2007-2013.



## CONSEJO DE EMPLEO Y POLÍTICA SOCIAL II

**Kontseiluak hazkunde eta enplegua lortzea ahalmenduko duen politika baten aldeko aukera egin du, hura bezain garrantzitsu den gizarte politika batekin batera.**

El Consejo de Ministros de Empleo y Política Social, celebrado el pasado 10 de marzo en Bruselas, centró sus trabajos en la revisión de una serie de informes que se presentarán en la Cumbre de primavera a finales de marzo, además de en dar forma a los mensajes clave que transmitirán a los Jefes de Estado y de Gobierno en esa Cumbre.

Los Ministros aprobaron dos informes conjuntos, uno sobre **el empleo** y otro sobre **la inclusión y la protección social**. Este último reúne las previsiones para 2006, sobre la base de los planes elaborados por los Estados en 2005, a propósito de la inserción social, las jubilaciones, la asistencia sanitaria y los cuidados de larga duración.

El Consejo conoció un **informe conjunto de los Comités de protección social y de empleo** sobre la aplicación a las políticas de protección y de inclusión social del método abierto de coordinación. También se analizó el informe anual de progreso sobre los **programas nacionales de reforma** en el marco de la estrategia revisada de Lisboa, elaborado por la Comisión, destacando cuatro áreas de interés para 2006 y 2007 que han de atenderse especialmente: invertir en conocimiento e innovación; mayor competitividad y acceso al mercado, especialmente para las PYME; más y mejores empleos en el contexto de un mundo globalizado y del cambio demográfico que se avecina; y atención al sector energético.

Se preparó la aportación del Consejo a la **Cumbre Social Tripartita**, reunión previa a la de Jefes de Estado y de Gobierno, con miembros de la Presidencia del Consejo, de la Comisión y de los agentes sociales (sindicatos y patronal), acordándose la inclusión activa de los agentes sociales en las acciones propuestas y en todos los programas de acción derivados del reto europeo de convertir a Europa en líder en crecimiento, empleo, innovación y protección social.

La Comisión presentó el estado de la cuestión en lo relativo a las **medidas transitorias restrictivas a la movilidad de los trabajadores** que, incluidas en los Tratados de Adhesión de 2003, afectan a los diez nuevos Estados miembros y sobre cuya continuidad han de pronunciarse los 12 antiguos que las incluyeron. Se sabe que Finlandia, España y Portugal renunciarán desde el primero de mayo al mantenimiento de esas restricciones; Alemania y Austria las mantendrán; Bélgica, Holanda, Grecia y Dinamarca, en distintos niveles, tienden hacia medidas más flexibles; Francia no ha decidido aún.

También se debatió sobre la **reforma del Reglamento de la seguridad social**, una cuestión para la que la Presidencia austriaca no ve problemas de cara a su futura presentación en el Consejo tras la primera lectura del Parlamento Europeo. El Consejo conoció asimismo la propuesta de la Comisión de crear un **Fondo Europeo de ajuste a la Globalización**, en los mismos términos en que se hizo público a primeros de

marzo. El Fondo, dotado con un máximo de 500 millones de euros anuales, sería suficiente para dar cobertura anualmente a un mínimo de 50.000 trabajadores perjudicados por situaciones de crisis en empresas afectadas por el fenómeno de la deslocalización derivado de la globalización del comercio y de la apertura de las economías a la competencia mundial.

La aprobación de los **mensajes clave** con destino a la Cumbre de Primavera fue el punto fundamental de esta parte del Consejo. La inclusión y la protección social siguen estando en el centro de los objetivos perseguidos por la UE y por los Estados miembros. Según la declaración final, no es el momento de vacilaciones ni de la búsqueda de objetivos alternativos o suplementarios, sino de la puesta en marcha de los objetivos tantas veces enunciados, concretados en acciones específicas.

Las prioridades son varias: lucha sin cuartel contra la pobreza, con especial atención a la que afecta a niños y jóvenes; búsqueda de modelos laborales que den pie a una conciliación real entre la vida laboral y la profesional; o la permanencia de las estructuras sociales y su modernización (durabilidad), en particular la adaptación de los sistemas de pensiones a las realidades económicas y sociales, cuestión relacionada con la flexibilidad en la edad de jubilación, dando pie a que las personas mayores sigan formándose y trabajando.

Varios Estados insistieron en la inclusión del nuevo concepto de "flexiguridad", contracción de los principios "flexibilidad" y "seguridad" que deben guiar el nuevo modelo de mercado de trabajo que se desea implantar, a medio camino entre la seguridad que garantiza el modelo social europeo y la flexibilidad inherente al mundo globalizado en que vivimos.

La Estrategia Europea de Empleo, basada en una triple línea de acción (ocupar más y mejor a los ciudadanos en edad de trabajar modernizando los sistemas de protección social, mejorar la adaptabilidad de trabajadores y empresas, e invertir en capital humano) debe orientar sus esfuerzos hacia colectivos señalados: los jóvenes, las mujeres, los trabajadores mayores ("envejecer activamente"), las personas discapacitadas y los emigrantes.

El documento destinado a la Cumbre pone el acento sobre el papel de los interlocutores sociales: cómo hacerles participar en los objetivos de la Estrategia de Lisboa, en qué niveles y asuntos es especialmente deseable su intervención y cuáles son las experiencias de los Estados en este ámbito. Estas son las cuestiones a responder para alcanzar el éxito, en palabras de la Ministra austriaca de Seguridad Social, Ursula Haubner. No hubo acuerdo, en cambio, en cuanto al acceso a la asistencia sanitaria. Como señalaba al final Martin Bartenstein, Ministro austriaco de Trabajo, "se han confirmado los objetivos, ahora se trata de ponerlos en marcha."

ESTABLECIDO EL MARCO EUROPEO  
DE CUALIFICACIONES PROFESIONALES

## REUNIÓN INFORMAL DE EDUCACIÓN I

**“Lanbide Kualifikazioen Europar Esparruak” edozein Estatu Kideetan lorturiko kualifikazioak beste Estatuetan arrezagutuak izan daitezen ahalbidetuko du.**

La reunión informal del Consejo de Ministros de Educación de la UE celebrada en Viena los pasados 16 y 17 de marzo sirvió para alcanzar un amplio acuerdo entre los Ministros sobre la conveniencia de establecer un **Marco Europeo de Cualificaciones Profesionales (MECP)** que permita a los profesionales europeos emigrantes dentro del territorio de la UE hacer valer sus cualificaciones en cualquier Estado miembro. La Ministra austríaca Isabel Gehrler, Presidenta del Consejo informal, aseguró que se trata de “el nuevo valor común de la educación en Europa”. Es, dijo, un progreso sin precedentes y una “etapa decisiva hacia una mayor movilidad”.

La Presidencia austríaca logró sacar adelante su propuesta de crear un comité de expertos que pongan en marcha los trabajos para diseñar el MECP. Ese grupo de trabajo, esencialmente técnico, recogerá las exigencias de los distintos Estados miembros e iniciará los trabajos de armonización de todas ellas para poder presentar una propuesta de Marco. “El grupo de trabajo que acabamos de crear tiene el objetivo de hacer el sistema educativo europeo más transparente y facilitar el aprendizaje durante toda la vida”, explico la Sra. Gehrler, para después asegurar que el MECP logrará “que evitemos infinidad de trámites administrativos superfluos”.

El MECP, en definitiva, se traducirá en una especie de ficha individual que contabilice las cualificaciones y los títulos de una persona conforme a unos criterios y baremos acordados y aceptados por la totalidad de los Estados. El MECP será, por tanto, una referencia común y cubrirá a la vez la formación profesional y la formación secundaria y superior. Se pretende establecer un rango de ocho niveles que cubran las cualificaciones correspondientes a todas las escalas laborales. Su uso será voluntario y no conllevará obligaciones ni derechos legales nuevos.

Estos niveles de referencia serán la base del MECP, pero también se incluirán en él otras herramientas como un dispositivo de transferencia y acumulación de créditos para la formación permanente a nivel europeo, el expediente Europass y la incorporación a la base de datos PLOTEUS, el portal sobre oportunidades de aprendizaje en todo el espacio europeo. Una vez que se adopte un MECP, las certificaciones individuales concedidas en el plano nacional o sectorial deberían mencionar el Marco de referencia de manera que, se use o no, informen al ciudadano de la equivalencia de su cualificación en la clasificación europea.

Esta puesta en relación de los distintos marcos de cualificaciones nacionales y sectoriales tiene como función esencial el refuerzo de la confianza mutua entre los Estados (se basa en ella y la refuerza) y la cooperación entre los distintos protagonistas implicados en la formación permanente. La instauración del MECP permitirá, además, la movilidad de los estudiantes y la movilidad del mercado laboral transfronterizo.

En cuanto a su necesidad, nadie tiene dudas. En esta Europa caracterizada por el envejecimiento de su población y por una cascada de cambios sociales, tecnológicos y económicos que se suceden rápida y constantemente, es más que nunca necesario actualizar los conocimientos y flexibilizar los procedimientos de validación de las cualificaciones para hacer frente a esos retos. Ahora mismo las cualificaciones profesionales carecen de transparencia, no hay demasiada disposición en los Estados a reconocer las certificaciones extranjeras y no existen dispositivos para que los individuos puedan saltar esas barreras con facilidad y sin quebrantos de tiempo y dinero.

La Comisión había iniciado el verano pasado un procedimiento de consulta entre 32 Estados (UE, EEE y candidatos), que se cerró a finales de 2005, y es el momento de poner a trabajar al grupo de expertos aprobado en el Consejo informal. Los Ministros, en todo caso, tienen mucho interés en explicar que este proyecto es más amplio que el Marco de Certificaciones del Espacio Europeo de la Enseñanza Superior (EEES), acordado en Bergen (2005) dentro del llamado proceso de Bolonia, e incluso compatible con él al referirse a un ámbito que excede al de la enseñanza superior.

La reunión informal de Viena sirvió además para que la Presidencia austríaca obtuviera un amplio consenso sobre el **“Pacto con los Balcanes para la educación”**, un plan para estrechar los contactos científicos y la cooperación en el terreno de la educación y la formación con los países de los Balcanes occidentales. Desde 2007, por ejemplo, podrán participar en los programas de movilidad.

La Ministra Gehrler lo calificó de “gran éxito para Austria”, tradicional amigo, además de vecino, de los países balcánicos occidentales y su principal valedor de cara a sus relaciones con las instituciones europeas. Austria cree, con razón, que la estabilidad de estos países incrementa la estabilidad de la zona y la mejor manera de conseguirla es proporcionar ayuda e instrumentos para consolidar las instituciones y la organización del Estado en todos los ámbitos, incluidos los de la educación y la formación. Muchas de las iniciativas europeas en la región llevan el sello de Austria: “Las instituciones austríacas están implicadas actualmente en el 28% de los proyectos europeos a favor de la enseñanza superior en la región de los Balcanes occidentales”, explicó la Ministra Gehrler. Fundamentalmente, mediante el programa TEMPUS, un programa transeuropeo de cooperación en materia de enseñanza superior destinado fundamentalmente a países de Europa Central y Oriental. La seguridad en la región, la seguridad en Europa en último extremo, se consigue también por la aportación de los responsables de la educación europea y, tal como precisa Gehrler, por la colaboración más intensa de los responsables austríacos.

## ERASMUS E INSTITUTO EUROPEO DE TECNOLOGÍA



Educación

## REUNIÓN INFORMAL DE EDUCACIÓN II

**Goi Mailako Hezkuntza, ikerketa eta berrikuntza hobetu dadin Teknologiarako Europar Institutua eratzeko garaia heldu dela erabaki dute Hezkuntza Ministroek. ERASMUS programaren emaitzak ere aztertu ziren.**

Los Ministros de educación de los 25 creen que es la hora de crear el **Instituto Europeo de Tecnología (IET)** y así se lo han planteado a los Jefes de Estado y de Gobierno reunidos en la Cumbre de los días 23 y 24 de marzo. La Ministra austríaca de Educación, Isabel Gehrler, y el Comisario Jean Fiegel estuvieron de acuerdo al asegurar que se trata de un proyecto "clave para el futuro de Europa" puesto que permitirá "reunir a los mejores cerebros para preparar la Europa del mañana".

La Comisión, por su parte, ya había mostrado sus intenciones hace un mes, en el momento de la presentación del proyecto: para alcanzar la excelencia se necesitan proyectos emblemáticos, decían, y Europa debe disponer de un sólido IET que reúna a los mejores talentos y empresas y que difunda los resultados en toda Europa. En su comparecencia Fiegel afirmó que la competitividad de Europa pasa por reforzar los vínculos entre educación, investigación e innovación, cuestión que en Europa no parece funcionar óptimamente a la vista de que los resultados obtenidos en I+D siguen sin traducirse en oportunidades comerciales o nuevos puestos de trabajo.

El IET ha de funcionar a dos niveles: uno, con funciones directivas y de administración, trabajando desde una sede central, y otro "virtual", constituido por un grupo de comunidades científicas repartidas por toda Europa, organizadas en torno a una serie de ámbitos estratégicos multidisciplinares. "El nuevo IET permitirá poner en red en toda Europa las mejores instalaciones de investigación y cooperar más estrechamente con la industria", según la Ministra Gehrler. La integración de la industria y, en general, de la inversión privada es otra de las prioridades, con el objetivo de ayudar a paliar ese déficit tantas veces detectado de la desconexión con la industria y la comercialización.

El Instituto pretende atraer a los mejores estudiantes, investigadores y profesionales. Se piensa que la integración de esos equipos multiprofesionales proporcionará al IET ventajas sobre las universidades y centros de investigación convencionales. Que los cerebros circulen, que no se fuguen, tal como reza el lema de la campaña que impulsa la creación del Instituto. Y es que no se trata de crear un nuevo centro o universidad, sino una entidad jurídica con diversos emplazamientos que reúna y haga trabajar coordinadamente a los mejores equipos de Europa en los ámbitos estratégicos que se determinen. Europa necesita concentrar sus recursos humanos, financieros y materiales en estos ámbitos de la enseñanza superior y de la investigación.

La Ministra austríaca, de momento, ha presentado la candidatura de su país para que el nuevo Instituto para la Excelencia de Klosterneuburg (Austria) forme parte del IET y sea su sede. "Ya presentamos nuestra candidatura por escrito", dijo. La Comisión ha lanzado esta propuesta que ahora

validan los Ministros tras un período de consulta que ha generado más de 700 aportaciones.

## Análisis del programa ERASMUS

Siendo 2006 el Año Europeo de la Movilidad de los Trabajadores, casi 20 años después de la puesta en marcha del programa **ERASMUS** de intercambio de estudiantes europeo (se creó en 1987, aunque desde 10 años antes los intercambios entre estudiantes europeos eran una práctica casi oficial), los Ministros de educación consideraron la oportunidad de analizar el programa desde la perspectiva de la movilidad y como herramienta de integración Europea.

Más de un millón y medio de estudiantes se han beneficiado del programa ERASMUS desde sus inicios y se pretende alcanzar la cifra de 3 millones de aquí al 2010. La idea puede no llevarse a cabo en su totalidad porque las Perspectivas Financieras para el período 2007-2013 (pendientes de aprobación) prevén un recorte del 40% sobre el presupuesto previsto para lograr esa meta. Los 135 millones de euros apartados inicialmente para proporcionar una beca de 150 euros mensuales a 3 millones de estudiantes pueden verse reducidos a casi la mitad. Entre tanto, el Parlamento Europeo y la Comisión recuerdan siempre que pueden que la educación y la ciudadanía deben ser prioridades presupuestarias.

Analizando la participación durante el curso académico 2004-2005, se detecta que el número bruto de estudiantes participantes creció un 6%, mientras el de profesores se incrementó en un 13%. El incremento fue espectacular en los nuevos Estados miembros (36% para los estudiantes y 77% para los profesores), teniendo en cuenta que se trataba de su primer año lectivo como miembros de la UE y que, hasta entonces, sus posibilidades de participación habían sido limitadas. "Estas cifras son reveladoras y demuestran cómo los nuevos Estados miembros sacan pleno provecho de las ventajas que les confiere la adhesión a la Unión Europea", explicó Fiegel.

Más de 144.000 estudiantes europeos pertenecientes a 31 países participaron durante el pasado curso. El primer país receptor de estudiantes fue España, con más de 25.000 universitarios. Para los profesores la primera elección fue Alemania con 2.623 docentes acogidos. Turquía formó parte por primera vez del programa, aunque de forma incompleta: 1.142 estudiantes pudieron estudiar en universidades europeas, mientras 342 estudiantes de otros países recalieron en las suyas.

Carreras comerciales, filología y ciencias sociales, por ese orden, ocupan los primeros puestos en cuanto a estudios cursados por los "estudiantes ERASMUS". Los profesores, en cambio, se han desplazado para estudiar filología, ingenierías y carreras técnicas y estudios comerciales. Todos los estudiantes universitarios (excepto los que están en primer año de carrera) tienen la facultad de efectuar estancias de entre 3 y 12 meses en un centro de enseñanza superior de un país participante.

APOYA LA CAMPAÑA LA COMISIÓN EUROPEA

## CAMPAÑA CONTRA LA PROSTITUCIÓN EN EL MUNDIAL DE FÚTBOL



**2006ko ekaina eta uztailean ospatuko den Munduko Futbol Txapelketa dela eta, Europako Batzordea bertan egingo den behartutako prostituzioaren aurkako kanpainara atxiki da.**

Con motivo de la celebración de Día Internacional de la Mujer el pasado 8 de marzo, la Eurodiputada alemana Hiltrud Breyer organizó en Bruselas un **seminario** titulado **“Tarjeta roja a la prostitución forzosa”**, con el deseo de iniciar una campaña de concienciación a propósito de esta moderna forma de esclavitud.

El título de la campaña tiene que ver con el acontecimiento futbolístico que durante varias semanas del próximo verano tendrá lugar en Alemania y la previsible llegada masiva de prostitutas, siguiendo las pautas que se observan en los grandes acontecimientos deportivos mundiales. Cuatro Comisarios apoyaron con su presencia el encuentro de Bruselas y Franco Frattini, responsable de justicia, libertad y seguridad, adelantó algunas de las medidas que piensa proponer al Consejo de finales de abril.

Los datos sobre el tráfico de mujeres y su explotación sexual son bien explícitos: una mujer sometida a explotación sexual forzada genera unos “beneficios” anuales de 60.000 euros; del total de 600.000 a 800.000 víctimas anuales del tráfico de seres humanos en el mundo, el 80% son mujeres y jóvenes (la mitad, menores); en la UE la cifra supera las 100.000 mujeres al año, siendo muchas de ellas niñas vendidas a las redes de prostitución desde temprana edad; las mujeres menores iniciadas en la prostitución lo hacen a la edad de 14 años por término medio. El número de prostitutas que operan en Alemania se eleva a 400.000 y se estima que el próximo Campeonato Mundial incrementará la demanda en un 30% aproximadamente, con lo que es previsible la entrada de otras 100.000.

En el marco del seminario celebrado en Bruselas, Frattini propuso la posibilidad de reinstaurar con carácter temporal la obligatoriedad del visado a los nacionales de una serie de países (se habla de una lista inicial de 33), fundamentalmente situados en Europa del Este, América Latina, África subsahariana y ciertas zonas de Asia. “lo estudiaremos con mucho cuidado durante la reunión de Ministros de Interior”, dijo. También explico que se trata de una “medida piloto” en cuanto que servirá para establecer (o no) una relación entre el número de mujeres que pide visado y el incremento de la prostitución forzosa.

También habló de encargar un estudio sobre el impacto de la prostitución legal en el fenómeno del tráfico ilegal y del negocio del crimen organizado. “Si hay oferta es porque hay demanda”, explicó, dando a entender que reduciendo la demanda disminuirá la delincuencia organizada asociada a esta lacra social.

Se refirió al establecimiento de una línea telefónica con intérpretes que atenderían en distintas lenguas para responder de forma inmediata y, en general, lanzó la idea de enviar una cir-

cular a todos los Estados instándoles a reforzar los controles de las fronteras exteriores y a intensificar el control en la emisión de visados.

La Eurodiputada Breyer insistió, por su parte, en la campaña a nivel de calle. “Es importante concienciar a los hombres de que puede que las prostitutas con las que están sean esclavas sexuales. No pueden mirar a otra parte. Muchos ni siquiera tienen conciencia de que están cometiendo un crimen”.

El pleno del Parlamento Europeo reunido en Bruselas durante los días 13 a 16 de marzo aprobó igualmente una resolución demandando a la Comisión y a los Estados la puesta en marcha de esa campaña de sensibilización. Sin embargo, algunos grupos parlamentarios ya han elevado la voz contra las medidas sugeridas por Frattini: el grupo socialista ha explicado que la propuesta de exigir el visado a ciudadanos de ciertos países se traducirá en restricciones para las mujeres (sea cual sea su intención al viajar hacia Europa en esa época) y eso es simplemente “una discriminación flagrante contra todas ellas”, según indican en su comunicado. Mejor sería, proponen, crear unidades especiales de policía dedicadas a luchar contra los traficantes de mujeres y ampliar los presupuestos de Europol para que sea más eficaz.

El Consejo de Europa, por medio de René van der Linden, Presidente de la Asamblea Parlamentaria, se sumó a estas iniciativas y advirtió a todos los Estados sobre su responsabilidad: “Además de sacar la tarjeta roja a la prostitución forzada, evitemos tener que sacar la amarilla a los Estados por no haber tomado todas las medidas para impedir el tráfico de seres humanos en general y la prostitución forzosa en particular”. El tráfico de seres humanos es la tercera actividad delictiva atendiendo a su productividad económica, tras los de drogas y armas, y es sabido que está íntimamente ligado a la prostitución obligada, sobre todo en Europa.

En todo caso, unos y otros vieron la oportunidad de reclamar una cuestión urgente y, de paso, sacar a la luz una incongruencia: es buen momento para sumarse a la Convención del Consejo de Europa contra el tráfico de seres humanos, un documento puesto a la firma de los 46 Estados miembros del Consejo de Europa en mayo de 2005. Sólo 25 lo han firmado y ninguno lo ha ratificado. Van der Linden animó a Alemania (país organizador del Mundial de fútbol) a ponerse a la cabeza y dar ejemplo ratificando la Convención.

Thomas Bodström, Ministro sueco de Justicia, ha preguntado formalmente a los alemanes qué piensan hacer para luchar contra las mafias y ello ha desatado el debate entre abolicionistas y reguladores (en Suecia comete delito quien va a un prostíbulo, no la mujer que trabaja en él), aunque todos coinciden en que la llegada de prostitutas extranjeras tiene que ver con la situación de miseria que viven en sus países.

## CONTAMINACIÓN Y CAMBIO CLIMÁTICO

Medio  
Ambiente

## CONSEJO DE MEDIO AMBIENTE I

**Kutsadura eta aldaketa klimatikoa izan ziren joan den Martxoaren 9an gertaturiko Ingurumen Kontseiluan eztabaidatutako gai nagusiak**

**Estrategia temática sobre la contaminación del aire.** A pesar de las mejoras en la calidad del aire en Europa, el Consejo recalcó que su contaminación continúa teniendo serios efectos sobre la salud humana y el medio ambiente.

En septiembre de 2005 la Comisión presentó una Estrategia temática sobre la polución del aire y una propuesta de Directiva para reducirla, en el marco del programa Aire Limpio para Europa (CAFE). La Estrategia es parte del VI Programa de Acción Medioambiental y pretende conseguir al menos 42 millones de euros anuales en beneficios en el campo de la salud, con un coste de unos 7,1 billones de euros anuales (el 0,05% del PIB comunitario en 2020). La aplicación de la Estrategia implicará el desarrollo de tecnologías más limpias y nuevas tecnologías medioambientales en línea con los objetivos de Lisboa.

Los Ministros acogieron con agrado la Comunicación de la Comisión sobre la Estrategia y reconocieron la contribución de las investigaciones realizadas, insistiendo en la necesidad de medidas apropiadas para reducir los niveles de polución. Destacaron las mejoras realizadas desde 1990 en la calidad del aire, tomaron nota de los problemas de los Estados miembros para aplicar la legislación correspondiente y señalaron la necesidad de una mayor flexibilidad. Según el Consejo, tras la implementación efectiva de las políticas actuales, en 2020 persistirán ciertos impactos adversos sobre la salud humana y el medio ambiente, por lo que será necesaria una acción adicional para combatir la polución del aire en la UE. En este sentido, urgió a la Comisión a avanzar con las propuestas sobre las emisiones de vehículos pesados y de fuentes de combustión estacionarias, así como a continuar esforzándose para reducir las emisiones de la navegación y la agricultura.

**Emisiones de los vehículos de motor.** Aún pendiente de la opinión del Parlamento Europeo, el Consejo mantuvo un debate sobre la "propuesta de Reglamento sobre la homologación de tipo de los vehículos de motor por lo que se refiere a las emisiones y sobre el acceso a la información relativa a la reparación de los vehículos". El objetivo de dicha propuesta es establecer normas armonizadas sobre la construcción de vehículos de motor con el fin de garantizar el funcionamiento del mercado interior y proporcionar un alto nivel de protección medioambiental estableciendo valores límite a las emisiones atmosféricas de los motores de vehículos. Se definen además normas sobre la duración en uso de los productos antipolución, los sistemas de diagnóstico a bordo, la medición del consumo de combustible, la accesibilidad a la información sobre reparaciones, etc.

El Debate se centró en una cuestión planteada por la Presidencia: si el nuevo Reglamento debería proporcionar una perspectiva a largo plazo e incluir un segundo nivel de límites de emisión significativamente más bajos, en particular referentes al NOx. La mayoría de los Ministros preferiría incluir en la propuesta límites a largo plazo y la Comisión

señaló que límites mayores deberían ser tecnológica y económicamente factibles.

**Cambio climático.** Los Ministros debatieron sobre el trabajo posterior a la XI Conferencia de las Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático (UNFCCC) y la primera Conferencia de las Partes del Protocolo de Kyoto (Montreal, noviembre-diciembre de 2005). Reafirmando su compromiso de diciembre de 2005 para avanzar ante el problema del cambio climático, se congratularon por el Plan de Acción de Montreal y se mostraron particularmente agradados por la decisión de establecer mayores compromisos para el período posterior a 2012 y de entablar un diálogo sobre la acción a largo plazo para abordar el cambio climático. Asimismo, subrayaron los compromisos comunitarios y de los Estados miembros con los objetivos de Kyoto, reconociendo los progresos logrados, y mostraron su esperanza en un mayor desarrollo e implementación del programa de trabajo de 5 años sobre impactos, vulnerabilidad y adaptación al cambio climático.

Los Ministros recordaron que estabilizar las concentraciones de gases de efecto invernadero es el gran objetivo de la Convención e insistieron en la importancia de un mercado global de carbón y de mecanismos flexibles para cumplir con los recortes de emisiones y estimular el desarrollo, despliegue y transferencia de tecnologías, prácticas y procesos favorables al clima. Indicaron también la necesidad de explotar las sinergias entre la promoción de la seguridad energética, el suministro de energía sostenible, la innovación y la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero para asegurar la coherencia entre ámbitos energéticos y climáticos, tanto dentro de la UE como en sus relaciones exteriores.

**Convención de Estocolmo sobre contaminantes orgánicos persistentes.** Ante la próxima reunión de la segunda Conferencia de las Partes de la Convención de Estocolmo sobre Contaminantes Orgánicos Persistentes (Ginebra, mayo de 2006), los Ministros insistieron en que la UE y los Estados miembros deberán procurar que las decisiones que se tomen permitan la implementación efectiva y el mayor desarrollo de la Convención, y que sean coherentes con los objetivos y legislación de las políticas comunitarias para el medioambiente y el desarrollo. La UE debería además procurar ampliar el número de sustancias cubiertas por Estocolmo, contribuyendo así al objetivo sobre sustancias químicas para 2020 adoptado por la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Sostenible.

La Convención de Estocolmo es un instrumento para la protección de la salud humana y del medio ambiente ante los riesgos de las sustancias químicas y, particularmente, de los contaminantes orgánicos persistentes. Estocolmo proporciona un marco contra la producción, uso, importación y exportación de 12 contaminantes orgánicos persistentes, y para su manipulado seguro y, según el caso, eliminación o reducción.

## PREPARACIÓN DEL CONSEJO EUROPEO Y CONVENIO SOBRE LA DIVERSIDAD BIOLÓGICA

### CONSEJO DE MEDIO AMBIENTE II

Joan den Martxoaren 9an Ingurumen Ministroek eztabaidatutako gai nagusiak Udaberriko Europar Kontseiluaren prestakuntza eta Aniztasun Biologikoari buruzko Hitzarmena izan ziren.



**Convenio sobre Diversidad Biológica.** Los Ministros acordaron continuar avanzando en las negociaciones sobre el Convenio sobre Diversidad Biológica, estancado desde su creación en 1992 y que se dirige a lograr un reparto equitativo de beneficios entre las poblaciones indígenas que explotan recursos genéticos que posteriormente las compañías farmacéuticas tratarán como principios activos para la elaboración de medicamentos. La UE conformará una posición común para la reunión que tratará este tema en Curitiba (Brasil, 20-31 de marzo). Para los Ministros, lograr los tres grandes objetivos de la Convención - conservación de la biodiversidad, uso sostenible de sus componentes y reparto justo y equitativo de los beneficios provenientes del uso de recursos genéticos - es esencial para alcanzar los Objetivos del Milenio para el Desarrollo, por lo que será fundamental integrarlos en las estrategias nacionales de desarrollo sostenible, los presupuestos nacionales, los programas para la cooperación para el desarrollo internacional, etc. El Consejo respaldó la declaración final de la reunión de Granada del pasado febrero, que acordaba revisar el proceso para concluir cuanto antes las negociaciones, instituyendo un programa y un grupo de trabajo.

A pesar del acuerdo, no se tomó ninguna determinación sobre su carácter vinculante para todos los países signatarios, un punto propuesto por España y al que se oponen países con una importante industria farmacéutica como Francia, Alemania y Reino Unido que, en el mejor de los casos, optarían por un régimen "mixto".

El Consejo también llamó la atención sobre las prácticas destructivas contra ecosistemas marítimos vulnerables, y subrayó la necesidad de actividades de comunicación y educación para lograr una mayor concienciación sobre la biodiversidad y para facilitar la implicación de grupos relevantes e instituciones en la aplicación de la Convención.

**Cumbre de Primavera.** Los Ministros debatieron sobre los temas y objetivos en el ámbito medioambiental de cara al próximo Consejo Europeo (primavera). Según resaltaron, la contribución de la política medioambiental al crecimiento y el empleo debe verse correspondida por la contribución de la Estrategia de Lisboa hacia los objetivos del desarrollo sostenible. Los Ministros tomaron nota del Informe Anual de Progreso de la Comisión, prestando especial atención a la eficiencia energética, el ahorro de energía, las energías renovables, las tecnologías medioambientales y la gestión sostenible de los recursos naturales, y mostraron su satisfacción por la consideración de los temas medioambientales y de desarrollo sostenible como prioridades políticas en los Planes Nacionales de Reforma de la mayoría de los Estados miembros. Remarcaron también la importancia de identificar los retos medioambientales y actuar a tiempo para evitar gastos mayores que afectarían al crecimiento económico y dañarían el medio ambiente. Los Ministros invitaron al Consejo Europeo a definir una serie de prioridades de acción, como: la promoción y difusión más rápida de las eco-innovaciones y las tecnologías medioambientales; el desarrollo de una nueva política energética que explote las sinergias entre segu-

ridad, aprovisionamiento sostenible, competitividad, innovación y reducción de gases de efecto invernadero, incluyendo la promoción de la eficiencia energética y las energías renovables; o el estudio de acciones específicas para lograr hábitos de consumo y producción más sostenibles a nivel comunitario e internacional.

**OGM.** En cuanto a la gestión de riesgos y los procedimientos de autorización referidos a los Organismos Genéticamente Modificados, el Consejo abogó por una mayor transparencia en los procedimientos y una más completa y adecuada información a los consumidores. Indicó asimismo la necesidad de coordinación entre todos los organismos correspondientes, en particular la Comisión, la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria y los organismos nacionales. La investigación científica debería intensificarse, prestando mayor atención a los posibles efectos a largo plazo del uso de estos productos.

**Estrategia para el Desarrollo Sostenible.** Los Ministros discutieron sobre la revisión de la Estrategia comunitaria de Desarrollo Sostenible en base al "paquete de revisión" de la Comisión, en general bien acogido por los Ministros, aunque reclamaron una mayor atención sobre temas como los hábitos de consumo y conducta, la educación, la investigación y la biodiversidad.

Ciertas delegaciones insistieron asimismo en la necesidad de una distinción más clara entre la Estrategia de Lisboa y la Estrategia para el Desarrollo Sostenible, así como de un mecanismo de seguimiento efectivo y práctico.

**Inundaciones.** El Consejo tomó nota de un informe de progreso referido a la propuesta de Directiva sobre la valoración y gestión de inundaciones, que menciona aspectos técnicos sobre la coordinación con la Directiva Marco sobre agua, la valoración preliminar, los mapas y los planes de gestión de riesgo de inundación. La propuesta pretende reducir y gestionar el riesgo que las inundaciones suponen para la salud humana, el medio ambiente, las infraestructuras y las propiedades en la UE, proporcionando una flexibilidad considerable a los Estados miembros para determinar el nivel de protección, las medidas y los calendarios de aplicación de los planes de gestión de riesgos.

**Otros temas.** Entre el resto de temas tratados, los Ministros aprobaron una declaración manifestando la disposición de la UE a reforzar su cooperación con América Latina respecto a la salubridad del agua, con vistas a conseguir en 2015 uno de los Objetivos de Desarrollo del Milenio: reducir a la mitad la cantidad de personas que no disponen de agua, incrementar el agua potable y mejorar la sanidad.

Además, valoraron positivamente la estrategia temática sobre prevención y reciclado de residuos y la propuesta de Directiva sobre residuos, y adoptaron una posición común con vistas a la adopción del Reglamento sobre la armonización de requisitos técnicos y procedimientos administrativos en el campo de la aviación civil.



## CONSEJO DE COMPETITIVIDAD

**Enpresa txiki eta ertainen aldeko politika, Ikerketa eta Garapenerako VII Programa eta Kompetitibitate eta Berrikuntzaren aldeko Esparru Programa izan ziren joan den Martxoaren 13an Ministroek eztabaidatutako gai nagusiak**

**PYME.** El Consejo aprobó la nueva política comunitaria de la Comisión a favor de las Pequeñas y Medianas Empresas (PYME). Los Ministros insistieron en su contribución a los objetivos de Lisboa y la necesidad de integrar en las políticas comunitarias el principio propuesto por la Comisión: “think small first” (pensar primero en pequeño). La Comisión pretende además proporcionar un marco reglamentario y un mejor acceso a la financiación y a los mercados. Para las PYME revestirán especial importancia: un mercado interior eficaz, la participación en la elaboración de las políticas nacionales y comunitarias de todos los implicados, y programas comunitarios como el VII Programa Marco de Investigación y Desarrollo o el Programa Marco de Innovación para PYME. Las PYME, por otra parte, son esenciales para la difusión de hábitos de producción y consumo más sostenibles, por lo que será necesaria una mayor inversión en aptitudes basadas en el conocimiento y la competitividad.

La Comisión pretende modificar las normas sobre ayudas estatales y simplificar los procedimientos administrativos que tanto afectan a estas empresas. La mayoría de los Estados apoyaron aumentar las ayudas estatales de minimis que deben notificarse (actualmente 100.000 euros al año) y una más amplia exención por categorías.

**VIIPM.** El Consejo debatió sobre cinco de los siete programas incluidos en el VII Programa Marco de Investigación y Desarrollo 2007-2013 (VIIPM), y tomó nota de un informe de progreso sobre la participación de empresas, centros de investigación y universidades en sus actuaciones. El debate se centró en los programas “cooperación”, “ideas” (Centro de Investigación Europeo- CIE), los dos programas para acciones directas del Centro de Investigación Conjunta, y “EURATOM” (investigación nuclear y actividades de formación), discutiéndose principalmente los principios éticos referidos a la elegibilidad de proyectos a financiar, los principios de gobierno para la gestión e implementación de programas específicos y las cuestiones relativas a la implementación del CIE.

Los Ministros no coincidieron sobre la investigación con células madre. Sus potenciales aplicaciones beneficiosas chocan contra argumentos éticos que frenan su financiación. Así, actividades como la clonación humana destinada a la reproducción, la investigación para modificar el patrimonio genético o la producción de embriones para investigación o suministro de células madre quedan excluidas de la financiación comunitaria, y los proyectos dudosos requerirán un profundo examen ético y científico para aspirar a ella.

**PCI.** Se adoptó el nuevo Programa Marco sobre Competitividad e Innovación (PCI) 2007-2013, sobre la propuesta de la Comisión, aunque se trata de un acuerdo parcial, pendiente de la decisión sobre las perspectivas financieras. Es un programa esencialmente consagrado a las PYME y para el que se contempla un presupuesto de 4.212 millones de euros que se dividen entre tres subprogramas: 2.631 millones para el programa para la innovación y el espíritu de empresa, 801 millones para el programa de apoyo estratégico en favor de

las TIC y 780 millones para la realización del programa Energía Inteligente.

El Consejo destacó tres pretensiones fundamentales del PCI: aclarar su complementariedad y articulación con el VIIPM, dar mayor visibilidad y claridad a las eco-innovaciones y una buena supervisión y evaluación de su implementación.

Los Ministros coincidieron en que los Estados miembros deben invertir más en conocimiento e innovación, garantizar más flexibilidad administrativa a las empresas y facilitar la competitividad de servicios e industrias.

**Consejo Europeo.** El Consejo aprobó una serie de documentos que serán remitidos al Consejo Europeo de Primavera con recomendaciones para mejorar la competitividad. Asimismo, aprobó el Informe de Progreso Anual de la Comisión, que define 4 áreas prioritarias de acción para el crecimiento y el empleo: mayor inversión en conocimiento e innovación, liberar el potencial de negocio, responder a la globalización y el envejecimiento de la población, y avanzar hacia una política energética eficiente e integrada. Otros ámbitos que los Ministros resaltaron son el refuerzo de la competitividad de las empresas y la base industrial, el mejor funcionamiento del mercado interior y la mayor competitividad de los mercados.

**Servicios.** El Consejo consideró la propuesta del Parlamento Europeo de febrero sobre la Directiva Servicios una buena base para el acuerdo. La Directiva (enero, 2004) pretende abrir el sector de los servicios suprimiendo los obstáculos al comercio transfronterizo.

Algunos Estados se opusieron a la supresión del principio del país de origen (los prestatarios de servicios transfronterizos sólo se atienen a la ley del país donde se establecen), que el Parlamento propuso sustituir por la norma sobre “libertad de proporcionar servicios”. Además, los Estados miembros continuarán aplicando sus propias reglas sobre las condiciones de empleo y la Directiva cubrirá servicios de interés económico general (postal, agua, electricidad y tratamiento de residuos) que no están sujetos a la norma de “libertad para proporcionar servicios”.

El Consejo de Primavera proseguirá este debate y la Comisión presentará su propuesta modificada en abril.

**Falsificación y piratería.** Se aprobó el Plan de Acción de lucha contra la falsificación y la piratería de la Comisión (octubre, 2005), que sugiere instaurar una red rápida de intercambio de datos entre servicios aduaneros y propietarios de derechos de propiedad intelectual. La Comisión persigue que las autoridades puedan atacar las falsificaciones no sólo en el momento de su importación sino también en la exportación y el transporte. El Consejo celebró especialmente los siguientes puntos: la mejora del control aduanero y el refuerzo de la cooperación internacional, la construcción y promoción de asociaciones aduana-empresa, y el enfoque propuesto mediante el Plan de Acción para atacar el creciente problema de los bienes falsificados, principalmente los que suponen un riesgo para la salud y la seguridad.



## POLÍTICA ENERGÉTICA EUROPEA

# CONSEJO DE TRANSPORTES, TELECOMUNICACIONES Y ENERGÍA



**Europa mailako energia politika izan zen Garraio, Telekomunikazio eta Energia Kontseiluan aztertu zen gai garrantzizkoena.**

El Consejo de Ministros de la Energía se reunió el pasado 14 de marzo en Bruselas con carácter extraordinario, con la cuestión de la energía como tema único. La reunión fue convocada en enero por el Presidente del Consejo, Martin Bartenstein, Ministro austríaco de Energía y Trabajo, con ocasión de los problemas de suministro de gas habidos en Europa a raíz de la crisis ruso-ucraniana. Las recientes noticias sobre absorciones e intentos de compra entre grandes empresas energéticas europeas han servido para traer nuevamente la cuestión de la energía al primer plano. Bartenstein resumió el objetivo principal: “Europa debe hablar con una sola voz frente a sus socios internacionales” y ese objetivo, asumido por todos, debe ahora concretarse en acuerdos que lo hagan efectivo, lo que resulta más complicado.

Andris Piebalgs, Comisario de la Energía, presentó al Consejo el **Libro verde “Estrategia europea para una energía duradera, competitiva y segura”**, que la Comisión había presentado el 8 de marzo y que recoge la aportación de la Comisión al debate sobre la energía y sobre la necesidad de hacer frente de manera conjunta a los retos energéticos.

El Libro verde, que es asimismo la aportación de la Comisión al gran debate sobre la energía que habrá tenido lugar en la Cumbre de finales marzo, sugiere caminar hacia un mejor rendimiento energético, hacia la promoción de las energías renovables y hacia el desarrollo de tecnologías que favorezcan la producción de energías limpias.

El desarrollo sostenible, la competitividad y la seguridad del suministro son los objetivos básicos que la Comisión propone conseguir desde la acción concertada en seis áreas: concluir el mercado interior del gas y la electricidad, asegurar el suministro y la solidaridad entre los Estados, definir un proyecto de diversificación energética, colaborar en la solución del problema del calentamiento climático, promover la inversión y la investigación en tecnologías de la energía y definir una política exterior de la energía.

El Consejo aprobó el texto **“Una nueva política energética para Europa”**, que contiene sus propias aportaciones a la Cumbre. Según él, la nueva política energética europea ha de sostenerse sobre una serie de principios básicos: contribuirá a asegurar el suministro, al mantenimiento de la competitividad y a la sostenibilidad medioambiental (lo que denomina los tres pilares); además, ha de asegurar la transparencia de los mercados, respetar las normas de la competencia, hacer frente a su responsabilidad como servicio público y respetar en última instancia la soberanía de cada Estado.

A continuación, enumera una serie de **medidas** (inmediatas, a medio y a largo plazo): elaborar una serie de herramientas de análisis (modelos, indicadores, simulaciones) que permitan elaborar una visión ajustada y de conjunto sobre las perspectivas energéticas de la UE; velar por la correcta comercialización de las tecnologías de la energía, haciendo uso, si

fuera necesario, de la ayuda del Banco Europeo de Inversiones y del Fondo Europeo de Inversiones; evaluar cada fuente de energía desde la perspectiva de su contribución al logro de los objetivos señalados como los tres pilares: seguridad del suministro, competitividad y respeto por el medio ambiente.

En lo referente a la **seguridad en el suministro**, se propone la elaboración de planes nacionales para casos de crisis, el incremento de la producción a partir de las fuentes propias y la priorización del concepto de eficiencia energética. Sumándose a la directriz sugerida por el Libro verde de la Comisión, propone definir un enfoque común de la política exterior en el sector energético y la extensión a los países vecinos del Tratado de la Comunidad de la Energía para la Europa del Sureste (Acuerdo de Atenas, que tiene por objeto crear mercados regionales de la electricidad y el gas en el sureste de Europa basados en los principios del mercado interior de la energía).

Insiste asimismo en la importancia de la construcción de infraestructuras, en el diálogo energético con los países suministradores y con los que facilitan el tránsito del combustible desde aquéllos, reanudar las negociaciones para la firma de la Carta Europea de la Energía y, con carácter prioritario, impulsar el diálogo energético con Rusia.

En lo relativo al pilar de la **competitividad**, el Consejo insiste en mejorar el comercio transfronterizo de energía (España, por ejemplo, que depende en un 80% del suministro exterior de energía, sólo importa el 3% de su país vecino, Francia); y relaciona el impulso a las energías renovables con el concepto de eficiencia energética. Nada nuevo, como puede verse, excepto la ratificación de la necesidad de una auténtica política exterior y el análisis del papel de cada una de las fuentes energéticas a la luz de los tres pilares.

Lógicamente, saltó a la mesa la cuestión de la energía nuclear, lo que sirvió para volver a recordar el principio del respeto a la soberanía de los Estados. Francia, Italia, Bulgaria y Rumania (estos últimos como invitados), defendieron su uso, lo mismo que quienes mantienen centrales operativas. Sobre el importante tema de la implantación de un regulador europeo que permita la realización de un mercado interior pleno y garantice el suministro, Alemania, Reino Unido y otros países mostraron su reticencia frente a los partidarios de su puesta en marcha (Bélgica e Irlanda). Bastantes países se reservaron la opinión.

El Consejo aprobó la Directiva sobre Eficiencia Energética, que lleva añadido el compromiso de reducir un 9% del consumo energético durante nueve años y el objetivo final de alcanzar el 20% de ahorro en 2020. Los Estados se comprometen a elaborar tres planes nacionales (en 2007, 2011 y 2014) definiendo medidas a tomar en materia de eficiencia energética.

## SUBVENCIONES A PRODUCTOS AVÍCOLAS



## CONSEJO DE AGRICULTURA Y PESCA I

**Nekazaritza Kontseiluak Komisioari eskakizun bat egin dio legeak aldatu ditzan hegazti ustiapenei laguntzak eman ahal izateko hegazti gripea dala eta.**

El Consejo de Ministros de Agricultura y Pesca celebrado en Bruselas durante los días 20 y 21 de marzo asistió en sus prolegómenos a la negativa reiterada de la Comisaria de Agricultura, Mariann Fischer Boel, a conceder **subvenciones a los productores avícolas** para compensar la caída del consumo provocada por la extensión en Europa del virus de la gripe aviar. Según dijo, la legislación comunitaria no permite subvenciones, “necesitamos un mandato de los Estados miembros”.

Sin embargo, a lo largo de los debates, debido probablemente a la casi unánime petición de los Estados miembros (sólo se oponen Suecia y Dinamarca), la Comisaria reconoció públicamente (por primera vez) la necesidad de modificar las normas existentes para autorizar medidas no contempladas hasta ahora.

Por ejemplo, se sabe que, como consecuencia de un cierto grado de psicosis instalado en algunos sectores de la sociedad, el consumo ha caído significativamente: en Alemania, Francia, Italia y Holanda los excedentes superan las 50.000 toneladas; en España el consumo ha descendido entre un 10% y un 15%.

Las actuales normas de la Organización Común de Mercados (OCM) permiten exclusivamente ayudas en forma de devoluciones por exportación de pollos y explicitan que las ayudas sólo serán posibles en el caso de que determinadas dificultades o impedimentos de tipo sanitario hicieran imposible la libre circulación de mercancías, situación que ahora mismo no se da. La Comisaria también recordó que hay un margen para las ayudas estatales: las ayudas para el salvamento o la reestructuración de empresas en crisis y las ayudas de 3.000 euros en tres años por explotación que no han de comunicarse a la Comisión (regla “de minimis”). Pero admitió que “hay que reconocer que este tipo de medidas no permite luchar contra la caída del consumo y contra la reducción de los precios”.

El debate, que había empezado a instancias de Francia, España, Italia y Grecia, dio paso a un reconocimiento formal de la necesidad de ampliar el ámbito de aplicación de ciertos artículos del Reglamento de la OCM para autorizar medidas especiales de apoyo al mercado en los casos de crisis de precios y de consumo. Fischer Boel adelantó que se podrían adoptar medidas para que la Comisión cofinancie (al 50%) con los Estados las ayudas que éstos determinen. Apuntó también que, dado que las situaciones son diversas de unos países a otros, habrá que imponer un enfoque individualizado y hacerlo siempre a instancias de los gobiernos nacionales.

Ahora se trata de actuar con rapidez, puesto que el ciclo de producción de la carne de pollo es muy corto (42 días) y una producción tan continua genera excedentes de tal magnitud que pueden llegar a colapsar las explotaciones y las instalaciones de almacenaje. Por eso, la Comisaria opina que las nuevas medidas deben orientarse prioritariamente a primar el

descenso de la producción, más que al almacenamiento o la destrucción.

La Comisión prevé presentar su propuesta al Consejo del 25 de abril; también el Parlamento debe emitir su dictamen por el procedimiento de urgencia. Mientras todo eso sucede, los Ministros insisten en la necesidad de redoblar las campañas de comunicación para tranquilizar a los ciudadanos sobre el consumo de carne de aves en Europa y defienden la conveniencia de adoptar ciertas disposiciones sobre el etiquetado de estas carnes de manera que los consumidores conozcan su origen.

**Gripe aviar.** El Comisario responsable de consumo, Markos Kyprianou, presentó a los Ministros un informe de situación a propósito de los avances de la gripe por Europa. A día de hoy, once Estados miembros han detectado el virus H5N1 en aves silvestres (Grecia, Italia, Austria, Alemania, Francia, Hungría, Eslovenia, Eslovaquia, Polonia, Suecia y Dinamarca), de los que sólo dos han visto afectadas en su territorio aves de corral (Francia y Suecia).

Kyprianou explicó que nos encontramos en un momento delicado porque la primavera es el tiempo de la vuelta hacia el norte de las aves que pasan el invierno en África y recordó que corresponde a los Estados la definición de las zonas de riesgo. De hecho, el virus se extiende por África: se han detectado recientemente casos en humanos en Nigeria, Níger, Camerún y Egipto y la Organización Mundial de la Salud sospecha que algunos países de ese continente están ocultando datos sobre la situación real de la epidemia.

También explicó que siguen en pie los debates sobre las medidas más adecuadas para impedir la entrada de productos contaminados, mientras los Estados dan forma al procedimiento por el que obligarán a los viajeros procedentes de terceros países a declarar que no transportan productos sospechosos. El plan francés y holandés de vacunar aves en las explotaciones servirá, según el Comisario, de “proyecto piloto” y, en todos los casos, será una fuente de información valiosa sobre los procedimientos más adecuados para hacer frente a la epidemia.

**Reforma de la Política Agraria Común (PAC).** Francia y otros 11 Estados miembros habían presentado un memorando en el que se defiende la PAC y se proponen medidas para mejorar su operatividad hasta 2013. Otros cuatro países apoyaron con matices el texto, mientras Reino Unido, Dinamarca y Suecia insistieron en la idea ya conocida de la conveniencia de reformar esa política. En el informe se preconiza una simplificación de las normas y de las cargas administrativas necesarias para, por ejemplo, verificar si las explotaciones cumplen los requisitos medioambientales y de seguridad animal. Se propone también la instauración de un sistema voluntario de seguros agrarios para los riesgos del clima o sanitarios.

## ADECUACIÓN Y MEJORA EN LAS NORMAS DE CALIDAD

## CONSEJO DE AGRICULTURA Y PESCA II

Reglamentu berriek kalitatezko nekazal produktuei buruzko arauak hobetu ditu eta Munduko Merkataritza Antolakundearen arauak errespetatzen dituzte.



El Consejo de Ministros de Agricultura de 20 y 21 de marzo celebrado en Bruselas dio el visto bueno a dos Reglamentos que viene a reformar los que regulaban las denominaciones de origen, las indicaciones geográficas y las especialidades tradicionales en el ámbito de los productos agrícolas y los alimentos de calidad. Estas normas no se refieren a los vinos ni a los licores, que tienen su normativa específica

**El Reglamento relativo a la protección de las indicaciones geográficas y de las denominaciones de origen de los productos agrícolas y alimenticios** delimita un sistema voluntario de protección de ciertas denominaciones de origen, dando a los productores interesados la posibilidad de reservar el uso de esas denominaciones a los productos que se produzcan y/o se transformen en los lugares que ellas designen y en las condiciones de producción, transformación y elaboración especificadas en la definición de la denominación.

Se entiende “denominación de origen protegida” (DOP) la determinada para aquellos productos cuya producción, transformación y elaboración se ha realizado en una zona geográfica determinada, mediante unos procedimientos específicos, reconocidos y comprobados.

En la “Indicación Geográfica Protegida” (IGP) el vínculo con el medio geográfico ha de mantenerse en por lo menos una etapa (producción, transformación, elaboración) y tener un cierto grado de reputación.

El **objetivo** de la nueva norma es armonizar los diferentes enfoques de los Estados y establecer un sistema de protección eficaz contra las imitaciones y los usos fraudulentos, aportando credibilidad a los productos que sí cumplen las normas establecidas en las denominaciones de origen e indicaciones geográficas protegidas. Se protege así tanto a los productores como a los consumidores. Desde 1993 se han registrado más de 700 denominaciones de origen: 150 quesos, 160 carnes y productos cárnicos, 150 frutas y verduras, 80 aceites de oliva, etc. (Queso de Idiazabal, Euskal Okela, por ejemplo), de manera que se puede afirmar que la fórmula ha tenido un éxito considerable.

Además, en línea con la Estrategia de Lisboa, y en pleno proceso de reconversión de importantes sectores agrícolas, la producción de calidad se muestra como una de las salidas naturales para dar pie al desarrollo de zonas rurales con necesidades de muy diversa índole: juventud desocupada, sectores en crisis, etc.

El **procedimiento** para el registro de nuevas denominaciones se simplifica delimitando dos etapas: la primera, a nivel nacional, de la mano del gobierno del Estado donde se sitúa geográficamente la denominación solicitada, y la segunda, a nivel comunitario, donde se analiza el cumplimiento del reglamento por parte de los solicitantes y donde se da lugar a un procedimiento de oposición que puede ser interpuesto por cualquier operador.

El objetivo es simplificar la documentación (un único documento que incluya la denominación, el etiquetado, la presentación, los límites territoriales de la denominación, la descripción del proceso de elaboración, las pruebas del vínculo entre el producto y su origen geográfico, etc.) y delimitar las competencias dejando a los Estados la carga mayor de manera que los expedientes lleguen a Bruselas ya muy avanzados.

Las denominaciones de origen extranjeras podrán inscribirse en el territorio de la Unión siempre que lo hayan hecho en su país de origen, y quedan eliminadas todas las cláusulas de reciprocidad y de equivalencia y las relativas a la intervención de los gobiernos de terceros países. Los extranjeros también podrán hacer uso del procedimiento de oposición al registro de determinada denominación, tal como se permite a los operadores de los Estados miembros. Estas medidas tienen que ver con la reclamación presentada por la OMC, a instancias de Australia y Estados Unidos, por la que este organismo declaraba ilegal la exigencia de reciprocidad por parte de la UE para incluir productos de terceros países en su registro de denominaciones de origen.

Finalmente los Veinticinco han eliminado la cuestión de la obligatoriedad del logotipo comunitario asociado a la denominación de origen en el etiquetado de los productos.

**El Reglamento relativo a las especialidades tradicionales garantizadas de los productos agrícolas y alimenticios** permite reconocer y proteger a escala comunitaria los productos que tienen un carácter específico relacionado con su producción o elaboración, no con su origen geográfico. La justificación del Reglamento y su articulado corren paralelos a los del relativo a las denominaciones de origen, aunque es preciso decir que se trata de un ámbito más reducido que aquél. Desde su creación se han registrado bajo esta fórmula 15 productos y la Comisión está pendiente de determinar la idoneidad de otros 18.

**Revisión de la estrategia de desarrollo sostenible de la UE.** Los Ministros mantuvieron un debate sobre los progresos en esta materia. La mayoría sostuvo que la política pesquera común (2002) y la reforma de la PAC pueden ser considerados logros que comparten los objetivos de la Estrategia Europea de Desarrollo Sostenible. A propósito de la cuestión de qué hacer para conseguir resultados más visibles en esta materia, se concluyó que todos los trabajos y proyectos puestos en marcha para conseguir los objetivos expresados en la Estrategia revisada de Lisboa incluyen el factor “desarrollo sostenible” y, por consiguiente, el éxito de Lisboa es el éxito de esta estrategia de desarrollo.

**Aceite.** España e Italia solicitaron la reposición de las subvenciones comunitarias voluntarias al Consejo Oleícola Internacional (COI) para que promueva el consumo de aceite de oliva y abra nuevos mercados teniendo en cuenta el incremento de la producción de aceite y aceitunas registrado en los últimos años. El COI se ha demostrado un eficiente divulgador del consumo de aceite en el mundo.

## BRITAINIA HANDIKO BEHIKIEN ENBARGOA KENDU DIOTE



**EBko Elikadura Katearen Komite Iraunkorrek Batzordearen proposamena onartu du; alegia, Erresuma Batuko behikiaren eta horren deribatuen esportazioari jarritako enbargoa kentzea**

Elikadura Katearen eta Animalia Osasunaren Komite Iraunkorrek, martxoaren 8an, aho batez onartu zuen behi bizien, behikiaren eta horren deribatuen esportazioari 1996ko martxotik jarritako enbargoa kentzea. Behien Entzefalopatia Espongiformeak (BSE) —behi eroen sindromea— garai hartan Erresuma Batuan zuen eragin handiaren ondorio izan zen enbargoa.

Britainiarrek berriro ekin ahal izango diote 1996ko abuztuaren 1a baino geroago jaiotako behien esportazioari

Aurreikuspenen arabera, sei aste inguru igarota onartuko da ofizialki enbargoa kentzea; alegia, Europako Parlamentuak oniritzia ematen dionean. Erabaki horri esker, britainiarrek berriro ekin ahal izango diote 1996ko abuztuaren 1a baino geroago jaiotako behien esportazioari, bai eta 2005eko ekainaren 15a (data horretan egin zuen ikuskapena FVO erakundeak) baino geroago ekoiztutako behikiaren eta horren deribatuen esportazioari ere. Enbargoa kentzeak ez du ekarriko, inola ere, kontsumitzaileen babes-maila murriztea, eta herrialde horretatik datorren okelak beste edozein estatu kideko okelaren adinako segurtasuna izango du.

Batzordeak 2005eko uztailean argitaratutako ibilbide-orian adierazten zenez, gutxieneko bi baldintza bete behar ziren enbargoa kentzea negoziatu aurretik. Batetik, gaixotasunaren eragina miloi animalia heldu/urteko 200 kasutik behera egotea —“neurritzko arriskua” duen herrialdeetat sailkatzeko maila, OIEren arabera (Animalia Osasunerako Munduko Erakundea)—. Bestetik, FVOk (EBren Elikadura eta Albaitaritzza Bulegoa) aldeko ikuskapen-txostena egitea;

alegia, Erresuma Batua gainerako estatu kideetan BSEri buruz indarrean dauden neurriak betetzeko gai dela adieraztea.

2004. urtean, Elikagaien Segurtasunerako Europako Agintaritzak (EFSA) adierazi zuen gaixotasunak Erresuma Batuan zuen eragina milioiko 200 kasutik behera jaitsi zela, eta hori berretsi egin da 2005ean. FVOren txostenak, 2005eko ikuskapenean adierazten zuenez, enbargoa kentzeko beharrezkoak ziren baldintzak bete zituen herrialde horrek; izan ere, BSEren kontrolak behar bezala egin zituen eta dagokion komunitate-legedia bete zuen.

Orain, Erresuma Batuak beste gauza bat egin behar du: behie bizkarrezurra kentzeko derrigortasunaren adina 30 hiletik 24 hilerara jaitsi; alegia, batasuneko gainerako herrialdeetan ezartzen den araudiari egokitu. Hiltegia eramandako 12 hiletik gorako animaliei MER (arriskutsutzat jotako materialak; hau da, burmuina, begiak edota bizkarrezurra, gaixotasuna kutsatzeko gaitasuna duten organoak) materialak kendu beharra derrigorrezko babes-neurria da EBn 2000. urteko urriaren 1etik. Horrez gain, badaude kontsumitzaileak babesteko oinarritzko beste zenbait neurri; besteak beste, hauek: 1996ko abuztuaren 1a baino lehen jaiotako animaliak elikadura-katean sartzeko debekua, eta giza kontsumorako diren 30 hiletik gorako animaliek PrPres proteina baduten jakiteko testa (proteina horrek animaliak BSE gaixotasuna duela adierazten du).

BSE gaixotasuna 1986. urtean hauteman zuten, lehen aldiz, Erresuma Batuan, eta ordutik, 185.000 kasu egiaztatu dira herrialde horretan, horien %95 2000. urtea baino lehen (37.820 1992an, eta 161 bakarrik 2005ean, horietatik gehienak 1996 baino lehen jaiotako animalietan). Guztira, estatu kideetan, 520 kasu egiaztatu dira 2005ean. Erresuma Batuan egiaztatu dira gehien, eta, ondoren, Espainian, Irlandan eta Portugalen.

## APROBADA SU CREACIÓN

# INSTITUTO EUROPEO DE LA IGUALDAD DE GÉNERO



**Instituzioak sexuan oinarritutako diskriminazioen aurka egingo du eta europarrak jabeaziko ditu gizon emakumeen arteko berdintasunari buruz.**

El Parlamento Europeo aprobó el pasado 14 de marzo la creación del Instituto Europeo de Igualdad de Género (362 votos a favor, 263 en contra y 18 abstenciones) modificando parcialmente el texto de propuesta de Reglamento remitido por la Comisión en marzo de 2005.

El Parlamento ha hecho saber con sus enmiendas que propone para el Instituto algo más que la simple función de “recogida y registro” de datos, para dedicarlo también, entre otros menesteres, a la producción de estudios, análisis y evaluaciones. Así pues, el Parlamento amplía los cometidos del Instituto, modifica su estructura y funcionamiento y, como novedad reseñable, propone la creación de una Red de Igualdad de Género.

Los objetivos de la nueva institución son fundamentalmente de asistencia técnica y de concienciación: asistir a las instituciones europeas y nacionales en su lucha contra la discriminación y en sus acciones por la igualdad de género, además de aumentar la conciencia de los ciudadanos en materia de igualdad de género.

La Comisión proponía para el centro la recogida, registro, análisis y difusión de la información generada sobre la cuestión desde cuantas entidades europeas o nacionales (incluso de terceros países), públicas o privadas se dediquen a este campo. El Parlamento añade la colaboración con Eurostat, el fomento de intercambios de información entre y con los investigadores, la recogida de datos sobre

los avances de las mujeres en los diferentes ámbitos de la vida y el desarrollo del diálogo con

ONG, organismos oficiales, centros universitarios, etc.

La propuesta más significativa es la creación de una Red de Igualdad de Género que permitirá al Instituto elaborar una lista de los centros, entidades, organizaciones y personas que se ocupan de la igualdad de género y de la toma en consideración de esa dimensión en todos los órdenes de la vida. El Instituto invitará a los integrantes de esa lista a sumarse a la Red para que se convierta en un vehículo eficaz de intercambio y colaboración.

Los objetivos de la nueva institución son fundamentalmente de asistencia técnica y de concienciación

El Instituto, que ha de entrar en funcionamiento 12 meses después de la aprobación del Reglamento, será dirigido por un consejo de 13 miembros (9 elegidos por el Consejo Europeo, 3 representantes de las ONG y uno de la Comisión) para cuya constitución las autoridades e instituciones velarán por la representación igualitaria entre hombres y mujeres. Contará con un presupuesto discreto (52,5 millones de euros para el período 2007-2013) y, a día de hoy, no tiene una sede decidida. Pese a estas cortapisas y a unos objetivos tan poco ambiciosos, los parlamentarios aprobaron su creación: “Debe decirse sí para evitar todo retraso suplementario”, en palabras de la ponente alemana Lissy Gröner.



## PERSPECTIVAS ECONÓMICAS DEL CENTRO Y ESTE DE EUROPA

**WIIW Institutuak, 2006 eta 2007rako perspektiba ekonomiko baikorrak ezagutarazi ditu Mendebaldeko Balkanetarako.**

Durante el Consejo informal de Asuntos Exteriores del 11 de marzo (Gymnich), los Ministros estudiaron un informe encargado al Instituto Vienés para los Estudios Económicos Internacionales (WIIW). El documento ("**Crecimiento fuerte conducido por las exportaciones en los nuevos Estados miembros y por el consumo en los futuros Estados miembros**") revela las perspectivas económicas para la **Europa central, del Este y Sureste**, analizando la situación económica actual en la región y las perspectivas de desarrollo para 2006 y 2007. Especialmente interesante ante las perspectivas de ampliación, el informe presenta una evolución positiva de la coyuntura económica de los países de los **Balcenes occidentales** durante los últimos años, y unas perspectivas optimistas para el futuro próximo. La región ha experimentado desde el final de las guerras de los 90 un crecimiento económico significativo, debido tanto a la reactivación posterior al conflicto como a la reducción de los riesgos políticos y la mejora del clima comercial e inversor.

El ritmo de crecimiento ha permanecido en general fuerte en toda la zona del sureste europeo estudiada por el informe, aunque ha bajado en Rumanía y Serbia. El consumo creciente ha sido el principal motor de crecimiento del PIB en esta zona, como consecuencia de la solidez del sistema bancario y de las mejores expectativas de crecimiento a corto y medio plazo. En 2006 y 2007 el crecimiento continuará, aunque la inestabilidad es aún significativa y hay medidas políticas a corto plazo que podrían provocar la ralentización de la recuperación. De hecho, aunque este año depara grandes riesgos políticos en la zona como los estatutos finales de Montenegro y Kosovo, las perspectivas a medio plazo siguen siendo buenas. El informe revela que estos países registrarán un crecimiento más rápido de solucionarse dichos retos políticos y los problemas referidos a la seguridad.

La estabilidad macroeconómica - definida en base a la estabilidad de los precios y los tipos de cambio - no se ve seriamente amenazada en la zona, aunque en Serbia y Croacia podría verse alterada por el crecimiento de la deuda exterior. Sólo en Serbia la inflación podría revestir mayor gravedad, particularmente por la inestabilidad de las políticas de cambio. Las exportaciones de bienes y servicios han crecido considerablemente en toda la región, mientras que las importaciones lo han hecho de forma aún más rápida en Rumanía, Bulgaria y Albania. La estabilidad de los precios y el equilibrio fiscal se han mantenido en gran medida, excepto en el caso de Serbia, por la aceleración de su inflación, y Rumanía, donde la desaceleración de la inflación se ha visto interrumpida. Como consecuencia, ha crecido la preocupación por que la expansión del crédito amenace la balanza exterior y la estabilidad de los precios.

El índice de crecimiento en la zona se sitúa en torno al 4-5% anual, y según los expertos todos los países deberían regis-

trar en el futuro índices de crecimiento sostenibles. Las inversiones extranjeras están en alza y deberían ganar en importancia en el futuro, previéndose su traslado hacia la creciente producción industrial, hasta hace poco estancada. Los sectores bancarios y financieros, casi completamente privatizados y readquiridos por inversores extranjeros, deberían favorecer la inversión en cuanto a infraestructuras, industria y servicios.

El paro sigue siendo un problema, pero las elevadas tasas de desempleo se han estabilizado, alcanzando el 13-14% en Croacia, alrededor del 14% en Albania, el 44-46% en Bosnia-Herzegovina, más del 37% en la Antigua República Yugoslava de Macedonia (ARYM), 27-28% en Montenegro y 18-20% en Serbia, donde podría verse aumentada en 2-3 puntos en 2006 y 2007. En Rumanía y Bulgaria la tasa de paro asciende a un 8-7% y un 10-12%, respectivamente.

El informe también hace referencia especial a los **nuevos Estados miembros de la UE**, que en 2005 registraron en general un comportamiento aún mejor que el de 2004, manejándose muy satisfactoriamente en su adhesión a la UE y logrando de forma rápida una capacidad de crecimiento que contrasta con el comportamiento más apático de los antiguos Estados miembros. Las inversiones extranjeras crecieron hasta un nivel récord y las perspectivas económicas son bastante buenas para los dos próximos años, esperándose para 2007 una mayor expansión de la inversión y la continuación de la contribución positiva de la balanza comercial al crecimiento del PIB en 2006-2007; también el crecimiento del consumo privado debería jugar un papel más importante que en 2005. El empleo, así como la industria, creció en 2005 (excepto en Hungría), y la inflación, aunque se reduce muy lentamente, no constituye un problema serio.

Por otra parte, el informe estudia asimismo el caso de **Rusia**, cuyo PIB creció aproximadamente un 6% en 2005, debido principalmente al crecimiento de la demanda doméstica, mientras la contribución de la balanza comercial al crecimiento del PIB volvió a ser negativa. El ritmo de las reformas estructurales también se ha frenado sustancialmente en el país y aumenta la intervención estatal en la economía. Para lograr un crecimiento sostenible a largo plazo se requerirá una inversión mayor y una reestructuración económica. En cuanto a **Ucrania**, el texto destaca la notable desaceleración de su crecimiento económico, una débil demanda de inversión y el deterioro del comercio exterior. El informe hace también referencia a **China**, cuyo PIB creció cerca de un 10% debido a la demanda tanto exterior como doméstica, aunque se prevé una ligera ralentización del crecimiento para 2006-2007 por la reducción prevista de la expansión de la inversión y las limitaciones a la exportaciones de ciertos productos a UE y USA.

## EL PROCESO DE ADHESIÓN BENEFICIA A TURQUÍA

## TURQUÍA: ECONOMÍA EMERGENTE

**Munduko Bankuaren txosten batek dioenez, Turkiako ekonomiari, hedakuntza prozesu argi batean dagoena, 2005ko urrian EBkin hasitako bat egite prozesuak mesede egin dio.**



Economía

Entre el conjunto de países de economía emergente candidatos a la adhesión, Turquía es el más atractivo para los inversores internacionales. En 2005 más de 10.000 millones de dólares de inversión directa fueron a parar a ese país y para 2006 se espera superar esa cifra. Turquía creció un 7,8% en 2002, un 5,9% en 2003, y en 2004, superando al resto de países miembros de la OCDE, alcanzó el récord histórico del 9,9%. Un crecimiento espectacular en un país de 70 millones de habitantes con profundas desigualdades, con amplias capas de subdesarrollo y niveles de vida por debajo del umbral de la pobreza que, en el otro extremo, tiene una masa de población, estimada en 13 millones de ciudadanos, con un poder adquisitivo al nivel del ciudadano medio europeo.

Un reciente informe del Banco Mundial analizando la incidencia del proceso de adhesión a la UE en la economía turca daba conocer ésta y otras claves. Según el informe, el clima de optimismo entre los inversores extranjeros se verá reforzado si se completa el proceso de eliminación de ciertas barreras administrativas a la hora de instalar (y desinstalar) empresas en territorio turco y, sobre todo, si se completa el proceso de reforma de las ayudas estatales. Cuando Turquía entró a formar parte de la Unión Aduanera con la UE en 1996, adquirió un compromiso en este sentido que aún no ha completado.

Según el informe, la mejora del clima inversor repercutirá en la creación de empleo y permitirá mantener el ritmo acelerado de crecimiento. Sin embargo, las reformas estructurales pendientes pueden ralentizarlo en caso de producirse de manera incompleta. El documento lanza unas proyecciones según las cuales, de mantenerse la ortodoxia en la práctica económica, la renta por habitante en Turquía podría pasar del 29,1% de la media de la UE-25 en 2004 al 34,2% de la misma en 2015. Y afirma que ese nivel podría alcanzar el 40 ó el 50% en el supuesto más optimista en cuanto a cumplimiento de las reformas estructurales pendientes.

La economía turca recibe el calificativo de "economía de mercado operativa" pero debe atender a las reformas pendientes y poder así hacer frente a la competencia procedente del mercado interior de la UE, una vez realizada la adhesión plena. La adhesión dará también lugar a la ampliación de la Unión Aduanera al sector agrícola (ahora fuera del acuerdo) y ello repercutirá beneficiosamente en los agricultores y consumidores turcos. La adhesión supondrá asimismo una inyección neta de financiación, vía Fondos Estructurales y ayudas a la agricultura, con repercusión inmediata en la economía turca.

Sin dejar de lado las inversiones y la financiación de infraestructuras, el BEI anunció a mediados de marzo la concesión a Turquía de un préstamo de 400 millones de euros para la realización de un importante proyecto ferroviario en Estambul. Un moderno tren de cercanías (de 76 kms. de recorrido) unirá las riberas europea y asiática de la ciudad, transportando 75.000 viajeros a la hora en cada dirección. Con esta aportación el BEI financia ya en Turquía proyectos por una cuantía de 4.000 millones de euros.

De todas estas cosas ha hablado Abdula Gül, Ministro de Exteriores turco, con sus homólogos europeos en su reciente visita a Viena para entrevistarse con la "troika" de la UE. "El proceso de negociación es el proceso hacia la modernización de Turquía", dijo el Ministro turco, a la vez que expresaba su voluntad de seguir adelante con el proceso y pedía a los europeos paciencia con el plan de reformas que llevan a cabo. Los representantes europeos, que insisten en que las reformas no deben desacelerarse, vinieron a insistir especialmente en la libertad de expresión.

La mejora del clima inversor repercutirá en la creación de empleo y permitirá mantener el ritmo acelerado de crecimiento

Hablando de libertad de expresión, salió a relucir el conflicto de las caricaturas del profeta Mahoma, para el que Gül se había ofrecido como mediador en un primer momento, haciendo referencia al carácter de su país de puente entre las cultural islámica y occidental, un argumento que habitualmente esgrimen los turcos para defender su adhesión a la UE.

Pese a que el Comisario para la ampliación, Olli Rehn, señaló el papel moderado de Turquía en la crisis de las caricaturas, la Presidencia austríaca se negó a conceder a Turquía el papel de "mediador" en el asunto. "No es el término justo", se dijo, porque el protagonismo de este diálogo ha de ser cosa de todos los Estados miembros implicados y de las comunidades musulmanas de esos países.

Austria, que como es sabido protagonizó la mayor oposición al inicio de las negociaciones de adhesión el año pasado, tampoco aceptó la sugerencia turca de invitar a los países europeos a adaptar sus legislaciones para proteger con mayor efectividad la libertad religiosa de los musulmanes que viven en Europa, tal como propuso Gül. "Todos los Estados tienen leyes que protegen la libertad de religión y no es necesario ni urgente añadir nada más", dijo un portavoz de la Presidencia.

La presidencia austríaca sí señaló, en cambio, el papel protagonista que puede cobrar en esta crisis un país como Bosnia, también en la estela de la UE, de amplia tradición musulmana y ejemplo durante siglos de convivencia de las tres religiones monoteístas más importantes de este lado del mundo. Y manda otro mensaje a Turquía cuando, dándole la vuelta al argumento de la poca defensa que Europa hace de la cultura musulmana, le anima a que predique entre sus correligionarios los valores de esta Europa en la que desea integrarse.

# PORTU ZERBITZUEN ARTEZTARAUA ATZERA BOTA DA



**Batzordeak atzera bota du Arzteztarau-proposamena, Europako Parlamentuak gehiengo handiz ez onartzea erabaki eta sektoreko profesionalek protesta handiak egin ondoren**

Batzordeak joan den martxoaren 8an iragarri zuen "portu-zerbitzuak merkatura sartzeari" buruzko Arzteztarau-proposamena atzera botatzeko asmoa duela, Europako Parlamentuak testua ez zuelako onartu (532 boto aurka, 120 alde eta 25 abstentzio) Strasburgon urtarrilaren 18an egindako osoko bilkuran, hiru urte baino gehiago egon ondoren izapideetan. Dena den Garraio Komisarioak, Jacques Barrot jaunak adierazi zuen batzordeak lanekin jarraitzeko asmoa zuela "portuetarako benetako politika europarra egiteko oinarriak jartzeko, esparru juridiko egokia sortu eta inbertitzaileak lasai egon daitezzen".

Izan ere, zenbaiten iritziz, datorren apirillean, Garraio-politikari buruzko liburu zuriaren tarteko berrikuspenean egin behar denean aterako dira portu-politika zertzeko ondorioak eta orduan landuko dira hori lortzeko orientabideak. Portu-politikaren helburua behar luke "Europako portuei laguntzea behar bezala erantzun diezaioten trafikoa handitzeari eta portuen ahalmenak gainezka egitearen arriskuari". Horrela adierazi zuen batzordeak proposamena atzera botatzen zela zioen komunikatuan. Hori guztia eztabaida bidez landu beharko litzateke, horretan sektoreko protagonistek, Europako Parlamentuak eta estatu kideek parte hartzen dutela.

Oraintsu atzera bota den arzteztaraua 2004ko urrian aurkeztu zen eta 2003an parlamentuan atzera bota zen baten "oinordekoa" da ("antz handiegia dute" horren aurka agertu dutenen iritziz). Proposamenaren jatorria Lisboako 2000ko Kontseilu Europarra da; izan ere, kontseilu hartan batzordea eta estatu kideak portu-zerbitzuak liberalizatu zituzten premiatu zituzten. Lisboako Agendak espresuki adierazten du "garraio-sektore guztiak" liberalizatu behar direla, funtsezkoa baita kontsumitzaileek eta enpresek etekin handiena lortzeko.

Eta, izan ere, Arzteztarau-proposamenak portu-zerbitzuak merkatura hobeto sartzeko neurri berriak proposatzen ditu esparru juridiko bat ezarriz. Esparru horri esker, manipulazio-, amarratze- eta gidaritza-zerbitzuak ematea lehia askera zabalduko litzateke, gizarte-eskubideak eta segurtasuna bermatuz, betiere. Horrenbestez, itsas portuetan zerbitzu-askatasuna bermatzea da helburua, muga hauek soilik dituela: instalazioen espazioa eta edukiera, portuen garapen-politika, segurtasun-alorreko betebeharrak, ingurumena babestea eta azpiegitura horien "zerbitzu publikoko" izaera.

Atzera bota den testuak derrigorrezko **ezarpen-eremua** mugatzen du, eta adierazten du indarrean jarriko dela azken hiru urteetan urtean batez beste 1,5 milioi tona kargatik gora edo 200.000 bidaiaririk gora izan duten portuetan; alegia, A kategoriako Europa barneko garraio-sarean sartuta dauden portuetan.

Arzteztarauak zioenez, zerbitzuak ematen dituztenek agintari eskudunaren **baimena** lortu behar dute indarrean sartzen denetik 18 hileko epean. Baimen horiek irizpide objektiboetan —hau da, diskriminaziorik ez dakartenetan— oinarrituta eman behar dira, irizpide zuzen eta publikoetan oinarrituta. Baimenek berezko zenbait betebeharrak dakartzate, "zerbitzu publikoko" izaerak eragindakoak: segurtasuna, erregulartasuna, kalitatea eta prezioa.

Baimenek, gainera, denbora-muga dute, eta zerbitzuak ematen dituenak ezinbestean inbertsioak egin behar dituen ala ez dute baldintza: 8 urte, oro har; 12 urte, ondasun higiezinetan inbertsioak egin direla kreditatzen bada; eta 30 urte, horrez gain makina astun espezifikoko erosten badira.

**Autolaguntza**-irizpideak (irizpide berriena, eta eztabaidatuena ere bai) aukera ematen die enpresei zamalanak eta bidaiariei sartu-irtenei dagozkienak bere langileen bidez egiteko (direla lehorreko langileak, dela itsas ontzietako tripulazioa, itsas garraio-zerbitzu erregular baimenduak ematen dituztenean). Arzteztarauak portu-gidaritzako zerbitzuak ere arautzen ditu, eta aukera ematen die, kasu berezi-berezietan, zerbitzu horretan autolaguntza egiteko, aurretik portu-gidaritzarik behar ez dutela dioen ziurtagiria lortu duten ontziei.

**Finantza-gardentasunari** dagokionez, ekoizpen-zerbitzu horri indarrean dagoen legeria osorik bete beharra ezartzen die arzteztarauak, eta, bereziki, portua kudeatzen duen erakundeak kontu-prozedura gardenak ezarri behar dituela. Enpresei jarduera bakoitzaren kontabilitatea berezita egitea eskatzen die.

Orain atzera bota den arzteztarau-proposamena ontzi-konpainien aspaldi-aspaldiko eskaera da; izan ere, askatu egin nahi zuten haien iritziz monopoliotik —zentzu hertsian— hurbilegi dagoen portu-zerbitzuen sistematik. Horregatik, ezin ziren ezer egin gabe geratu Europar dauden 400 portu baino gehiagotan lan egiten duten profesionalak, zuzenean eragiten baitziren, eta zenbait protesta-ekintza egin dituzte.

Europako Parlamentuaren urtarrilaren 18ko osoko bilkurak gehiengoz bota zuen atzera proposamena, eta hori nahiko arrazoi izan zen proposamena atzera botako zela uste izateko. Talde guzti-guztiak, salbuespenik gabe, testuaren aurka agertu ziren eta bi ideia adierazi zituzten: edukia arbuatu egiten dute (zenbait arrazoiengatik) eta desengainu-moduko bat adierazten dute batzordeak, euren ustez, 2003an atzera botatako testuaren berdina aurkeztu duelako. Haien ustez, Barrot komisarioak ez du aitzakiazat adierazi behar aurreko gobernu-taldetik torritakoa dela proiektua; izan ere, bertsio hau aurkeztean denbora galtzearen errua berea ere bada, haienaren parekoa, gainera.

Europako Parlamentuan askotan gertatzen den moduan, ia aho batez ez onartzeak ez du esan nahi talde politikoei bat egiten dutenik planteamendu politikoetan. Testuko "ustez liberalizatzaileak ziren" neurriak nahikoa iruditzen ez zitzaizkielako eta laguntza publikoak edo inbertsioak aipatzen ez zituztelako edo gutxi zirelako arbuatu zuten testua zenbait parlamentario kontserbadorek. Ezkerrak, berriz, Europako portuen arteko lehia ez aipatzea azpimarratu zuen, eta "guztiz premiagabekotzat" jo zuen testua; izan ere, "portuen egoera ona da". Horrela adierazi zuen Willi Pieczyk sozialdemokrata alemanak.

Georg Jarzembowski kristau-demokratak —alor horretako txostengileak— bilkuran egindako aurkezpenean adierazi zuen batzordearen testuak sektoreko eragile guztien beharrei erantzuten zuela eta itsas garraioan dagoen ziurgabetasun juridikoa desagerarazten zuela; eta parlamentarioei adorea eskatu zien grebak eta manifestazioak (Estrasburgoko kaleetan, egun horretantxe) gogoan ez izateko eta ez jarduteko horien eraginpean. Bozketa egin ondoren, berriro gauza bera adierazi zuen, esan baitzuen emaitza "kaltegarria zela enpresentzat eta langileentzat, ez baitzuten inolako segurtasunik izango datozen urteetan".

ALDE taldeak, berriz, etorkizuneko proposamena egin zuen: batzordeari gonbitea egin zion "interesdun guztiak kontsulta egiteko prozesua jar zezala abian, eta lehenbailehen "portu-jardueri buruzko liburu zuria" aurkez zezala. Eta hori da, gutxi gora-behera, Barrotek martxoaren 8an iragarri zuena.



## COLABORACIÓN SOBRE GESTIÓN DE HUMEDADES

## PROGRAMA CONJUNTO AEMA-RAMSAR



**Europako Ingurugiro Agentziak eta Ramsar Itunak hezetasunaren kudeaketari buruzko programa bateratu bat garatuko dute.**

Representantes de ambos organismos firmaron el pasado 27 de febrero un acuerdo de colaboración mediante el que llevarán a cabo un programa a favor de la gestión de los humedales europeos y, más genéricamente, de la gestión de los recursos hidráulicos. El convenio, firmado por Jacoba Mc Glade, Directora de la Agencia, y Peter Bridgewater, Secretario General del Convenio, toma como punto de partida el Plan de acción estratégico Ramsar (2003-2008), adoptado en Valencia en 2002.

La **Agencia Europea del Medio Ambiente** (AEMA), nacida en 1990 y operativa desde 1994, trabaja con el objetivo de proporcionar información relevante y contrastada sobre el medio ambiente europeo. Su labor consiste en reunir, ordenar y seleccionar la información para ponerla a disposición de quienes establecen y aplican las políticas medioambientales a nivel nacional o europeo. También está al servicio de los ciudadanos particulares.

Con la información recibida, los Estados miembros pueden tomar decisiones relativas a la mejora del medio ambiente y, en la línea de los objetivos de sostenibilidad promovidos por la UE, integrar las cuestiones medioambientales en las políticas económicas.

AEMA reúne y procesa la información que le proporcionan otras organizaciones por lo que ve imprescindible establecer con ellas buenos sistemas de colaboración y de intercambio de información. Ese contacto con las organizaciones nacionales, regionales y locales se realiza a través de la Red Eionet (Red Europea de Información y Observación del Medio Ambiente), dependiente de AEMA. Eionet es, por tanto, una red de organismos que colaboran en el ámbito europeo para el suministro de la información que la Agencia recoge y devuelve a los Estados y a la Comisión para su utilización. Eionet aumenta su eficacia en la misma proporción en que crece el número de organismos adheridos a ella.

La Agencia cuenta en la actualidad con 31 socios: los 25 miembros de la UE, los candidatos oficiales (Rumania y Bulgaria), Turquía, Islandia, Liechtenstein y Noruega. AEMA ha sido tradicionalmente "estación intermedia" de los países candidatos en el camino de su adhesión a la UE.

En la perspectiva de la importancia que el medio ambiente viene teniendo a la hora de diseñar políticas a favor de la calidad de vida de los europeos, más allá del desarrollo social y económico, las instituciones europeas vienen pidiendo a la Agencia que no se limite a las labores tradicionales de recopilar información y asesorar en asuntos relacionados con el medio ambiente y el uso sostenible de los recursos naturales, sino que se implique en el diseño y análisis de las políticas medioambientales y promueva la aplicación de políticas concretas.

La Agencia trabaja en cuatro grandes ámbitos: la lucha contra el cambio climático, la lucha contra la pérdida de biodiversidad, la protección de la salud y de la calidad de vida humanas, y la utilización y gestión de los recursos naturales

y los residuos. A partir de una serie de indicadores básicos se analiza el estado del aire, de las aguas continentales, del medio ambiente marino y de los territorios y suelos desde la perspectiva de esos cuatro ámbitos de análisis.

Ese mayor protagonismo que se le demanda, amparado en un sistema de control y gestión de calidad recientemente implantado, está probablemente en la base de este acuerdo de colaboración firmado con el Convenio Ramsar.

El **Convenio Ramsar** (Convención relativa a los humedales de importancia internacional como hábitat de aves acuáticas) fue firmado en esa ciudad iraní en 1971, aunque entró en vigor en 1974, y cuenta con un centenar largo de países firmantes. Los firmantes adquieren el compromiso de conservar y usar racionalmente sus humedales y la obligación de designar al menos un humedal en la lista de humedales de importancia internacional. En Euskadi forman parte de esa lista los humedales de Txingudi en Gipuzkoa, Salburua, Laguardia y Salinas de Añana-Lago Caicedo en Araba y Urdaibai en Bizkaia. La selección e inclusión de estos lugares obedece a un procedimiento que se inicia en la Comunidad Autónoma donde se localiza el lugar candidato.

La Convención define el uso racional de los humedales como "su utilización sostenible en beneficio de la humanidad de manera compatible con el mantenimiento de las propiedades naturales del ecosistema", y explica el concepto de utilización sostenible como "el uso de un humedal por los seres humanos de manera que pueda arrojar los mayores beneficios continuados posibles a las generaciones actuales al tiempo que mantiene su potencial de satisfacer las necesidades y las aspiraciones de las generaciones futuras".

El **programa conjunto** diseñado por ambas entidades contempla el intercambio de información entre sus redes respectivas y la interrelación de sus respectivos programas para armonizar sus actividades a escala europea, nacional y regional.

La Agencia pondrá a disposición del programa conjunto los estudios y análisis de que dispone y, muy especialmente, pondrá en común la información que ya ha recopilado sobre los humedales europeos incluidos en la Lista Ramsar y animará a los responsables regionales de esos humedales a colaborar estrechamente con la secretaria del Convenio. La Agencia ofrecerá a la secretaria del Convenio el acceso al sistema Reportnet CDR, su particular sistema de gestión de datos.

La secretaría del Convenio Ramsar permitirá a AEMA el acceso a su base de datos sobre los "lugares Ramsar" en Europa y le permitirá utilizar los datos sobre esos lugares a efectos de realizar determinadas evaluaciones medioambientales o para elaborar mapas e informes y publicarlos en todo tipo de soportes (incluyendo, por supuesto, la web de la Agencia), siempre que se haga constar la referencia al Convenio Ramsar, propietario de los mismos.

## DÉFICIT EXCESIVO DE ALEMANIA Y ORIENTACIONES PRESUPUESTARIAS 2007



### CONSEJO ECOFIN

**Udaberriko Kontseiluaren prestakuntza, Alemaniaren gehiegizko defizitaren aurkako prozedura eta 2007ko aurrekontuen orientazioak, martxoaren 14ko Ekonomi eta Finantza Kontseiluaren gai nagusiak izan ziren.**

**Consejo Europeo de Primavera.** El Consejo preparó su aportación para el Consejo Europeo del 23 y 24 de marzo, fundamentalmente en 3 ámbitos:

Se llegó a un acuerdo sobre los **documentos de cuestiones clave** a remitir al Consejo Europeo, referidos a la implementación de la **Estrategia de Lisboa**, definiendo las siguientes prioridades: utilizar la mejora de la situación económica para proseguir la consolidación fiscal, mejorar la sostenibilidad y calidad de la hacienda pública, aumentar el empleo en Europa, incitar la innovación, crear un entorno favorable para las PYME, y asegurar una política energética europea coherente en un contexto global.

Se reconoció la **contribución del Banco Europeo de Inversiones (BEI) en el marco de la reactivación de la Estrategia de Lisboa**. El Consejo identifica dos grandes áreas donde el Grupo BEI (BEI y FEI - Fondo Europeo de Inversiones) deberá reforzar su contribución: investigación y desarrollo, innovación y PYME; e inversiones en infraestructuras, incluyendo seguridad energética, energías renovables y redes transeuropeas. Los Ministros invitaron a la Comisión a presentar propuestas legislativas específicas para apoyar las inversiones de fuerte valor añadido a pesar de sus riesgos. El BEI se convertiría en una especie de banco para el crecimiento, que podría además provocar un efecto "expansivo" animando el incremento de otras financiaciones.

En el marco de la iniciativa "**legislar mejor**" el Consejo tomó nota de un documento de la Presidencia sobre la reducción del coste administrativo de los programas y medidas comunitarias y sobre las experiencias nacionales. Destacó entre los avances realizados: la publicación por la Comisión de unas directrices sobre valoraciones de impacto; el anuncio (septiembre, 2005) de retirar 68 temas pendientes de legislar y de simplificar 1400 normas y reglamentos en 3 años; el acuerdo entre Comisión y Consejo sobre la medición de los costes administrativos de la legislación comunitaria; y el progreso interinstitucional sobre un enfoque común para la valoración del impacto.

**Procedimiento de déficit excesivo.** El Consejo adoptó la recomendación de la Comisión para someter al procedimiento del déficit excesivo a Alemania, que viola las normas del Pacto de Estabilidad desde hace cinco años (en 2005 su déficit era del 3,3% del PIB) y deberá reducir su déficit por debajo del 3% del PIB para finales de 2007. El país está inmerso en un extenso programa de ajuste, su crecimiento se está reanudando y podría contar con nuevos ingresos fiscales mediante el aumento del IVA, por lo que la Comisión espera que cumplirá sin problemas con lo exigido. Alemania dispone de cuatro meses, hasta el 14 de julio, para confirmar sus compromisos para reducir su déficit presupuestario y obtener una suspensión del procedimiento reforzado.

El Consejo compartió también el análisis de la Comisión sobre Italia, sometida al procedimiento de déficit excesivo en julio de 2005, que ha logrado reducir su déficit al 4,3% para

2005 y prevé llegar al 3,5% en 2006 y al 2,8% en 2007. Los Ministros consideraron suficientes las medidas emprendidas y no vieron necesidad de aplicar ninguna nueva etapa del procedimiento, aunque se mantendrá una supervisión sobre el país para asegurar que continúa actuando correctamente.

**Presupuesto 2007.** El Consejo debatió con Parlamento y Comisión las orientaciones presupuestarias para 2007. El proceso presupuestario 2007 estará marcado por dos elementos fundamentales y aún pendientes de definir: las nuevas perspectivas financieras 2007-2013 y la próxima adhesión de dos países a la UE.

El Consejo destacó la importancia de asegurar una disciplina presupuestaria global, cubriendo eficazmente las diferentes políticas comunitarias. La colaboración entre la autoridad presupuestaria y la Comisión será esencial, y los créditos para 2007 deberán reflejar las necesidades reales y ser compatibles con los límites fijados en las perspectivas financieras. Asimismo, los Ministros reclamaron la mejora de la ejecución del presupuesto para evitar la infrautilización de fondos constatada en las perspectivas financieras 2000-2006. También insistieron en la importancia de asegurar una evolución controlada de los créditos de pago y abogaron por la mejora del método de "establecimiento del presupuesto por actividades". Disponer de márgenes suficientes bajo los límites máximos para poder reaccionar ante acciones y crisis imprevistas, y velar para que los proyectos piloto y las acciones preparatorias sean compatibles con las nuevas prioridades de la UE fueron otras necesidades destacadas.

Por otra parte, los Ministros invitaron a la Comisión a: presentar a principios de 2007 la información apropiada para comparar la ejecución de los presupuestos facilitando la transición a las perspectivas financieras 2007-2013; mantener la cooperación con los Estados miembros para fijar un nivel adecuado de créditos de pago con cargo a los fondos estructurales; y presentar en su anteproyecto de presupuesto, de forma realista, la situación de los gastos relativos a la PAC.

**Presupuestos 2004 y 2003.** El Consejo validó el ejercicio del presupuesto general comunitario para 2004 (103.500 millones de euros para los ingresos y 99.200 millones para los gastos), aprobando por mayoría cualificada la recomendación de descarga para su implementación, así como una recomendación de descarga relativa a las diversas agencias europeas.

Por otra parte, se adoptaron conclusiones sobre el seguimiento del procedimiento de descarga para el presupuesto 2003, tomando nota del informe de la Comisión sobre las medidas al respecto. Los Ministros alabaron las mejoras conseguidas y las acciones emprendidas por Comisión y Estados miembros para reforzar el control de los fondos, y tomaron nota de la Comunicación de la Comisión sobre una "hoja de ruta para un marco de control interno integrado", indicando la necesidad de acciones complementarias respecto a la gestión de la evaluación de los riesgos.

## DIFICULTADES TÉCNICAS

# MODIFICACIONES AL REGLAMENTO DE PERMISO DE RESIDENCIA



**Azaldu diren zailtasunak direla eta Erregelamenduaren aldaketa beharrezkoa izan da.**

El próximo día 30 de agosto es la fecha límite para que la inclusión de la fotografía en el modelo uniforme de permiso de residencia para ciudadanos de terceros países en la Unión Europea, retrasándose por lo tanto un año respecto a la prevista inicialmente a tal efecto, que era la del 15 de agosto de 2005. El almacenamiento de la imagen facial como identificador biométrico principal y el almacenamiento de las imágenes de las huellas dactilares se aplicarán a más tardar dentro de los dos y tres años posteriores, respectivamente.

Éstas vienen a ser las modificaciones más concretas que la Comisión ha presentado ante el Consejo Europeo con respecto al modelo uniforme de permiso que se ha venido intentando desarrollar desde la reunión del Consejo en Salónica, en junio de 2003, pero que está encontrando múltiples obstáculos en su desarrollo. Estas dificultades han aconsejado la modificación del Reglamento, así como la fijación de un período transitorio de dos años posteriores a la adopción de nuevas especificaciones técnicas, por lo cual el permiso de residencia podrá seguir emitiéndose en forma de etiqueta adhesiva como viene sucediendo hasta ahora, con excepciones puntuales.

El Consejo de la Unión Europea, en vista de que no se avanzaba desde la fecha indicada de 2003, ha considerado que “resulta esencial que el modelo uniforme de residencia incluya toda la información necesaria y que se haga con arreglo a normas técnicas muy desarrolladas, en particular para evitar imitaciones y falsificaciones”. Desde el Consejo se entiende que todo ello contribuirá al objetivo de prevención de la inmigración y residencia ilegales y de lucha contra las mismas. Se plantea que deberá poder ser utilizado por todos los Estados miembros de la UE.

Una vez puesto en marcha el plan por el Consejo Europeo en Salónica, los primeros pasos de la Comisión se tradujeron en la presentación de dos propuestas de modificación del modelo uniforme de visado y del modelo uniforme de permiso de residencia para nacionales de terceros países. Proponían adelantar a 2005 la implantación de la fotografía y exigir a los Estados miembros que integraran dos identificadores biométricos obligatorios: la imagen facial y dos huellas dactilares.

## Más problemas de los esperados

En los primeros compases de la puesta en marcha de iniciativas para alcanzar el objetivo propuesto pudo alcanzarse un amplio consenso con relación a los identificadores biométricos y el enfoque propuesto por la Comisión. Parecía que se llegaba a un acuerdo político, tal y como se afirmó en el Consejo Europeo de Bruselas (octubre de 2003). Sin embargo, las propuestas no pudieron adoptarse entonces porque el Parlamento Europeo todavía no había emitido su correspondiente dictamen. El primer paso se dio en 2004 con la adopción de un Reglamento que impone la biométrica en los pasaportes de los ciudadanos de la Unión Europea.

Aceptando que un elemento biométrico es una característica fisiológica única de cada persona, la propuesta de integrar elementos de definición biométrica en los visados y documentos de residencia tropieza sin embargo con evidentes problemas técnicos. La idea inicial era almacenar huellas dactilares y fotografías en un microcircuito insertado en un autoadhesivo que debe ponerse a los pasaportes. Pero la inclusión de varios circuitos provocaba excesivas interferencias, por lo que se propuso eliminar el tema de los autoadhesivos.

Hubo un planteamiento importante por parte de Estonia, país que emite carnés de identidad electrónicos para los residentes extranjeros. La petición de Estonia de que se estudiara la posibilidad hizo que la Comisión propusiera permitir a los Estados miembros integrar en un microprocesador los permisos de residencia. Ésa es la situación actual, con el retraso ya admitido para la inclusión de fotografías y un plazo aún mayor para las huellas dactilares.

Los datos biométricos sólo se leerán para comprobar la identidad de una persona y la autenticidad del documento. Todo tipo de especificaciones se mantendrán en secreto y no se publicarán. En todo caso, únicamente se comunicarán a los organismos encargados de la impresión designados por los Estados miembros y a las personas debidamente autorizadas por un Estado miembro o por la Comisión. Los elementos biométricos incluidos en los permisos de residencia se utilizarán exclusivamente para verificar la autenticidad del documento y la identidad del titular, utilizando para ello información de comparación directamente disponible cuando la ley exija la presentación del permiso de residencia.

El tema de los visados es distinto. Cuando una persona pida un visado, su imagen facial y sus huellas dactilares se almacenarán en el sistema de información sobre los visados VIVEN. Cuando el interesado se presente en una frontera, se obtendrá por escáner su imagen y otros datos, que podrán ser pasados por el VIVEN para comprobar la identidad de la persona y la autenticidad del visado.

Entre los considerandos hechos por la Comisión y propuestos al Consejo Europeo se cambian bastantes anotaciones del anterior reglamento e incluso se introducen algunos párrafos nuevos en su totalidad. Como el siguiente: “Debería facilitarse la utilización de nuevas tecnologías, como la administración electrónica y la firma digital para el acceso a servicios electrónicos, ofreciendo a los Estados miembros la posibilidad de utilizar un soporte de almacenamiento adicional ‘ad hoc’ en los permisos de residencia”.

Por el momento, y mientras no se agoten los plazos establecidos, no se adoptará ninguna solución adicional para la integración de identificadores biométricos en la etiqueta adhesiva del visado o en una tarjeta inteligente separada. Los identificadores sólo se almacenarán en el Sistema de Información de Visados.

# KANPO GAIETARAKO MINISTROEN BILERA INFORMALA



Relaciones  
Exteriores

**Mendebaldeko Balkanak, Iran eta Ekialde Hurbilak bildu zuten Kanpo Gaietarako Ministroen atentzioa Salzburgon martxoaren 10ean eta 11n**

Kanpo Gaietarako Ministroek Salzburgon egin zuten bilaren lehen eguneko eztabaiden gaiak hauek izan ziren: Ekialde Hurbileko eta Irango egoera; kultura eta erlijioen arteko elkarriketa, Mahomaren karikaturak argitaratzeak (eta ondoren gertatu ziren bortizkeria-gertaerak) ekarritako polemiken ondoren; eta Ukrainan eta Bielorrusian laster egingo diren hauteskundeak.

**Ekialde Hurbila.** Ekialde Hurbileko egoerari dagokionez, eta Palestinako parlamenturako urtarrikoko hauteskundeetan Hamasek irabazi ondoren eta Israelen laster izango diren hauteskundeak kontuan hartuta, EBren mezua ez da aldatu, Kontseiluaren Presidentziak adierazi zuenez. EBren helburua lehengoa da: Hamasek konpromisoa hartzea indarkeriari uko egiteko eta armak uzteko, Israelek estatu moduan izateko eskubidea baduela aitortzea eta indarrean dauden akordioak errespetatzea; bi estatuak batera bizi ahal izatea oinarri izango duen irtenbidea aurkitzeko. EBk beste gauza bat ere azpimarratu zuen: prest dago palestinarrei finantza-laguntza bidaltzen jarraitzeko, baina ez du nahi ekintza terroristak finantzatzeko lagundu. Kontseiluak bere mezua argi ulertzeko interes berezia izan zuen, eta adierazi zuen hemendik aurrera Palestinako gobernu berriaren ardura izango dela nola erantzun erabakitzea.

**Iran.** Iran eta auzi nuklearrari dagokionez, Europako ministroek aitortzen diote eskubidea energia atomikoa erabilera baketsuetarako erabiltzeko, baina Atomo Energiaren Nazioarteko Agentziak (IAEA) azken txostenean berriro nabarmen zuten zalantza dituztela erabilerari dagokionez. Horrenbestez, beharrezkoa izango da galdutako konfiantza berreskuratzeko, eta kontseiluak baikortasunez adierazi zuen oraindik ere izango dutela “denbora, aukera eta borondatea auzi hau diplomaziaren bidez konpontzeko”. Kontseiluaren aburuz, funtsezkoa izango da gizarte zibilarekiko harremana hobetzea, irandar herriari argi eta garbi jakinarazteko nazioarteko komunitatearen mezua.

Beste alde batetik, eta IAEAk kasua NBEren Segurtasun Kontseilura eramateko erabakiaren ondoren, irandar erregimenari zigorrak ezartzearen ideia indarra galtzen ari da, gero eta argiago baitago Segurtasun Kontseilu horrek ez duela nahikoa barne-kohesiorik horiek ezartzeko (Moskuk eta Pekinek adierazi dute ez daudela neurri horiekin ados eta EBko zenbait esparrutan ere ez dago horretarako gogo handirik). Gaia, agian, IAEA itzuliko da, ikuskapenei berriro ekitzeko presio handiagoa lortze aldera.

Kanpo Gaietarako Komisarioak, Benita Ferrero-Waldner andreak Iran premiari zuten berandu gabe eta baldintzarik gabe onar zezan Errusiak Errusian bertan uranioa aberasteko egin zion eskaintza eta luzamendu bat erabaki zezan epe horretan erregai nuklearrak ez ekoizteko bere lurraldean. Irtenbiderik egokiena da nazioarteko komunitateak Irango erregai nuklearrarekiko kontrola izan dezan. Komisarioak dioenez, EBk ez du Iran isolatu nahi, baina “Iranek ez du bere burua isolatu behar”.

**Mendebaldeko Balkanak.** Mendebaldeko Balkanei buruzko eztabaidan, EBko, Bulgariako eta Errumaniako kanpo-gaietarako ministroez gain, elkarriketetan parte hartu zuten Albania, Bosnia-Herzegovina, ARYM, Serbia-Montenegro (elkartzeko eta egonkortze-prozesuan), Kroazia eta Turkiako ministroek ere. Gai nagusi hauek aztertu zituzten: merkataritza, delinkuentzia antolatuen aurkako borroka, bisatuen erregimena aldatzea eta Europako ikuspegia helaraztea gune horretako gazteei, bereziki. Kontseiluko austriar presidentezaren aburuz, “Balkanek gabe EBk ez-perfektu izaten jarrai-

tzen du. Eskualde horretako estatuak atxikitzeko estatu potentzialak dira eta ikuspegi europarra dute, argi eta garbi.”

Berlaratutako 33 ministroek EBren eta Mendebaldeko Balkanen arteko harremanei buruzko deklarazio bateratu bat onartu zuten. Deklarazio horretan Tesalonicako 2003ko Agendari erabateko babesa eman zioten, bai eta egonkortze- eta elkartzeko-prozesuari ere, eta, horrenbestez, Mendebaldeko Balkanen etorkizuna EBn dagoela berretsi zuten. 2006an zabalte-estrategiari buruzko eztabaida egingo dela aurreikusten da, horrela ezarri baitzen 2005eko kontseiluaren ondorioetan.

Ministroek, deklarazioan, azpimarratu zuten kontuan eduki behar dela, betiere, Europak bere baitan herrialde gehiago hartzeko ahalmena (horrela, onartu egin ziren Frantzia, Holanda, Alemania eta Austriak egindako presioa, moteldu egin nahi baitute zabalte-prozesua, herritarrek horrekiko alderago agertu arte) eta adostu zuten herrialde bakoitzak EBn sartzeko egiten dituzten aurrerapenak hauek izango dituztela oinarri: Copenhagueko irizpideetan ezarritako baldintzak eta betebeharrak lortzeko egiten dituzten merituak, eta egonkortze- eta elkartzeko-prozesua —Jugoslaviarako Nazioarteko Auzitegi Penalarekin (TPIY) guztiz kooperatu beharra barne—

Ministroek Mendebaldeko Balkanetako herrialdeek egonkortasunaren, demokraziaren eta suspertze ekonomikoaren alorrean egindako aurrerapenak azpimarratu zituzten; bai eta Tesalonicako Deklarazioari jarraiki emandako urrats handiak ere. Orain, beste bat da eronka: estandar europarrak bere egin eta ezartzea, eta eskualdearen egonkortasun iraunkorra eta oparotasuna lortzeko baldintzak sustatzea.

Mendebaldeko Balkanetako bakea babestu eta egonkortasuna eta segurtasuna sendotzea europar guztien interesa dira, eta ministroek bereziki azpimarratu zuten ahalegin handia behar dela Kosovoko Estatutua negoziatzeko bidez ezartzea: Belgrado eta Pristina premiatzea akordio iraunkorra lor dezaten, eta horren bidez gizarte multietnikoak eta demokratikoak sustatzeko eta eskualdean herrialdeen arteko harreman ona lortzeko.

Batzordearen “Mendebaldeko Balkanak EBrako bidean: egonkortasuna finkatu eta oparotasuna sendotu” izeneko komunikazioa onartu egin zuten berlaratuek. EBk, zenbait neurri praktikoren bidez, Mendebaldeko Balkanetako herrialdeei laguntzen jarraituko du, ikuspegi europarra agerikoagoa egin dadin. Ildo horretan, partehartzaileek eskualde-lankidetzaren nabarmendu zuten, eta itzaropentsu agertu ziren batzordeak pertsonen arteko harremanari dagokionez egindako proposamenarekin —besteak beste bisatuak ematea ikuspegi komunari jarraituz— eta finantza-laguntza egokia izango dutela uste dute.

Hilaren 11n, Mendebaldeko Balkanei buruzko eztabaida egiteko egunean, Slobodan Milosevic hil zen ezustean, eta horrek berlaratuek zenbait iruzkin egitea eragin zuen. Milosevic zendu izanak gatazkak desagertu eta Balkanak Europar sartzeko bidea erraztuko duen itzaropena dute ministroek. Horren harian, presidentziak adierazi zuen “Serbiak atzean utzi behar duela Milosevic aktore nagusi izan zuten iraganak ekarri diona” eta “indarkeriazko iragana ahaztea eronka nagusia dela eskualde osorako, guztiok nahi dugun helburua lortuko badugu: bake iraunkorra eta adiskidetzeta”. Kanpo Politikarako Goi Ordezkariek, Javier Solana jaunak adierazi zuenez badu esperantza bat: Jugoslaviako presidente ohiaren heriotzak “aukera ematea Serbia eta Montenegrori etorkizunari begiratzeko eta atzera begiratzeari uzteko”.

## CONSEJO DE ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES I



Relaciones  
Exteriores

**Gai Orokorretako martxoaren 20ko Kontseiluaren batzarreko gai nagusia Udaberriko Kontseilu Europarraren prestakuntza izan zen. Merkataritzako politikaren eremuan, Ministroek Irak-i buruz eta Doha Agendaren negoziaketan egoerari buruz erabaki zuten.**

**Consejo de Primavera.** Los Ministros trabajaron en la preparación del Consejo Europeo de Primavera (23-24 marzo) sobre la base de un proyecto de conclusiones presentado por la Presidencia austríaca. El Consejo Europeo se centrará principalmente en la revisión anual de la Estrategia de Lisboa para el crecimiento y el empleo y en la política energética europea.

Los Ministros apoyaron en general el texto de la Presidencia, aunque mostraron sus reservas en algunos puntos, particularmente los referidos a la Directiva Servicios y la libre circulación de trabajadores procedentes de los nuevos Estados miembros. También se cuestionó su enfoque general, que incluye objetivos calculados respecto a los cuales numerosos Ministros expresaron sus dudas; por ejemplo, la solicitud para adoptar medidas permitiendo crear "al menos dos millones de puestos de trabajo al año hasta 2010" o la reducción para finales de 2007 "a una semana" del plazo necesario para crear una empresa.

Los Ministros remarcaron los ámbitos de acción prioritarios: mayor inversión en conocimiento e innovación; explotar el potencial de las empresas, particularmente las PYME; aumentar las posibilidades de empleo para las categorías prioritarias; definir una política energética para Europa; y mantener la dinámica en la asociación para el crecimiento y el empleo.

Respecto a la Estrategia de Lisboa, se espera que el Consejo Europeo subraye la necesidad de implementar los compromisos del pasado año y que identifique las acciones prioritarias a aplicar antes del fin de 2007, posibilitando así el lanzamiento de una segunda fase de la Estrategia en primavera de 2008.

Ante los retos energéticos de la UE, el Consejo Europeo defenderá una política energética común que cumpla tres objetivos: seguridad de suministro, competitividad y viabilidad medioambiental. Serán necesarios mecanismos de coordinación comunitarios para hacer frente a interrupciones del suministro, así como mejorar la eficacia de las reservas de gas y de petróleo, apostar por los contratos de larga duración y aumentar la diversificación de las fuentes energéticas. La inclusión también en este apartado de ciertos objetivos para el desarrollo de las energías renovables (aumentar su parte al 15% de aquí al 2015 y la de los biocarburantes al 8%), fue rechazada por gran número de Ministros. La polémica sobre las fusiones transfronterizas, que tendrá un papel protagonista en el Consejo Europeo, fue evitada por los Ministros, que únicamente solicitaron la "mayor integración" del mercado interior de la energía.

La Presidencia apostó también por una hacienda pública sana y viable, el mercado interior y la inversión, el refuerzo de la cohesión social y el crecimiento medioambientalmente sostenible.

Respecto a la Directiva Servicios, el texto recordaba que la Comisión presentará pronto su propuesta modificada "basada en gran parte en la primera lectura del Parlamento Europeo",

pero casi todas las delegaciones consideraron preferible hacer referencia a las conclusiones del Consejo de Competitividad de marzo.

En cuanto a la libre circulación de trabajadores, los nuevos Estados miembros instaron no sólo a "tomar nota" de la evaluación de la Comisión sobre las restricciones temporales sobre los Estados miembros de Europa Central y Oriental, como indicaba la Presidencia, sino a "tener en cuenta" dicha evaluación al decidir si mantener o no las restricciones de acceso a los mercados laborales.

**Agenda de Doha para el Desarrollo.** La Comisión informó al Consejo sobre los recientes progresos y las previsiones en el ciclo de negociaciones comerciales bajo la Agenda de Doha de la Organización Mundial de Comercio (OMC), tras el encuentro ministerial de varios miembros de la OMC en Londres en marzo. El Consejo también tomó nota del compromiso de Comisión y Presidencia para mantener la transparencia en el desarrollo de las negociaciones. Según la Comisión, los grandes países emergentes - Brasil e India en cabeza - se resisten a reducir sus aranceles sobre los productos no agrícolas si los países desarrollados no realizan ciertos esfuerzos en materia agrícola (referidos al acceso al mercado para la UE y a los apoyos internos para EEUU). Brasil e India temen por otra parte que una mayor liberalización sobre los derechos de aduana que afectan los productos no agrícolas beneficie a China. La estrategia de la Comisión permanece invariable, tratando de examinar las posibilidades de hacer concesiones por parte de los países desarrollados y los grandes países emergentes. El Ejecutivo propuso intensificar los contactos con los principales socios y mantener, desde la UE, un frente unido en ese momento crucial de las negociaciones.

**IRAK.** El Consejo debatió la situación en Irak tras la sesión inaugural del Consejo de Representantes del 16 de marzo y en el marco de los esfuerzos para formar un gobierno de unidad nacional. Asimismo, adoptó un mandato autorizando a la Comisión a negociar un acuerdo de comercio y cooperación con el país asiático, aunque no se fijó un calendario debido a la incertidumbre política de Irak. En cuanto se establezca un interlocutor iraquí, la Comisión entablará negociaciones para determinar conjuntamente el marco y las pretensiones de las futuras negociaciones. El acuerdo deberá cubrir los intercambios de bienes y servicios, las inversiones y asuntos aduaneros, la protección de los derechos de propiedad intelectual y los contratos públicos y de otros sectores. También incluirá una cláusula sobre el respeto de los derechos humanos, las armas de destrucción masiva y la lucha contra el terrorismo, y deberá ser compatible con las normas de la OMC y contribuir al desarrollo socioeconómico del país.

La UE concede ya a Irak un acceso preferencial a sus mercados y apoya su adhesión a la OMC.

Relaciones  
Exteriores

## CONSEJO DE ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES II

**Mendebaldeko Balkanak, Bielorrusia, Sudan eta Kongo-ko Errepublikak Demokratiko-ko misioa Kanpo Harremanetarako eremuan erabakitako gaiak izan ziren.**

**Balcenes Occidentales.** El Consejo subrayó su compromiso con la agenda de Tesalónica y aprobó los progresos de los países balcánicos hacia su integración en la UE.

Los Ministros animaron al Gobierno bosnio a adoptar a tiempo las medidas legislativas necesarias para hacer efectivo en las elecciones de octubre el acuerdo sobre la reforma constitucional. Reconociendo los progresos en las negociaciones sobre el Acuerdo de Estabilización y Asociación, instaron al país a desarrollar sus capacidades administrativas y legislativas, aplicar la reforma policial según lo acordado, adoptar e implementar la legislación sobre radiodifusión pública y cooperar plenamente con el Tribunal Penal Internacional para la Antigua Yugoslavia (TPIY). El Consejo exigió también a Serbia-Montenegro la total cooperación con el TPIY para avanzar en las negociaciones sobre su Acuerdo de Estabilización y Asociación.

**Bielorrusia.** Los Ministros reafirmaron su apoyo a la población civil y a la oposición de Bielorrusia, y respaldaron las conclusiones preliminares de la Organización para la Seguridad y Cooperación en Europa (OSCE) sobre las irregularidades en la celebración de las elecciones presidenciales del 19 de marzo, en las que Lukashenko (en el poder desde 1994) recogió más del 80% de los votos. Los Ministros exigieron a las autoridades bielorrusas respetar los derechos de asamblea y libertad de expresión, y discutieron la posibilidad de adoptar medidas restrictivas contra los responsables del fraude, como la prohibición de visado para entrar en la UE (aplicada ya a seis altos funcionarios acusados de fraude electoral en 2004, de violar los derechos humanos y de atentar contra la oposición). El Consejo de Asuntos Exteriores de abril podría adoptar nuevas sanciones.

**Proceso de paz de Oriente Medio.** Los Ministros instaron al nuevo Primer Ministro palestino y miembro de Hamas, Ismail Haniye, a actuar responsablemente para evitar recortes en las ayudas comunitarias, y recordaron los tres principios a los que deberá someterse el futuro gobierno: el reconocimiento de Israel, la renuncia a la violencia y la aceptación de los acuerdos firmados con la UE. La decisión sobre la ayuda se tomará en coordinación con los otros miembros del Cuarteto (ONU, EEUU y Federación Rusa), probablemente tras las elecciones israelíes (28 de marzo).

**Irán.** Ante la decisión de la OIEA de llevar el contencioso nuclear iraní al Consejo de Seguridad de la ONU, el Consejo defendió nuevamente una solución diplomática al conflicto y llamó a Irán a cumplir con los requisitos de la OIEA, destacando además la necesidad de dar una respuesta satisfactoria también en los ámbitos del terrorismo, el proceso de paz en Oriente Medio y el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales.

**Libano.** El Consejo mostró su satisfacción por los debates mantenidos con el Primer Ministro libanés, Fouad Siniora, y

por el inicio del diálogo nacional y los primeros acuerdos logrados. Los Ministros animaron al Gobierno libanés a elaborar y lanzar el programa de reformas económicas y políticas establecido en Nueva York (septiembre, 2005) y destacaron la importancia de aplicar la Resolución 1559 del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, que incluye la disolución y desarme de todas las milicias. Asimismo, reafirmaron su apoyo a la unidad, estabilidad e independencia del Líbano, defendiendo su soberanía, y condenaron la violencia contra ciudadanos, periodistas y dirigentes políticos libaneses, así como los ataques a la libertad de expresión.

**Sudán.** Los Ministros ofrecieron el apoyo de la UE para un Sudán pacífico, democrático y próspero, a través de un acuerdo de paz global y una solución política al conflicto de Darfour. Ello requerirá un diálogo abierto y eficaz, así como un mayor cuidado de la situación humanitaria y los derechos humanos en Darfour (el Gobierno sudanés deberá cooperar con el Tribunal Penal Internacional). El Consejo prometió mantener el apoyo financiero comunitario y condenó los ataques a la población civil, a la misión de la Unión Africana (UA) en Sudán y a las organizaciones humanitarias. Los Ministros reconocieron la labor de la UA para acelerar las negociaciones de paz de Abuja y su lucha contra quienes dificultan el proceso.

**República Democrática del Congo (RDC).** En respuesta a la petición de Naciones Unidas, los Ministros aprobaron enviar una misión comunitaria para la protección de las elecciones del 18 de junio en RDC. La misión se inscribirá en el marco de las misiones UE en el ámbito de la seguridad (misión Artemis en Ituri y misiones de apoyo al ejército, EUSEC, y a la policía, EUPOL Kinshasa). La Unidad de Policía Integrada, formada y equipada por la UE, también participará en la actuación pre-electoral, como lo hizo en la protección del referéndum constitucional. Por otra parte, el Alto Representante para la Política Exterior y de Seguridad, Javier Solana, informó a los Ministros sobre su visita a Kinshasa el 19 de marzo.

**Somalia.** Los Ministros urgieron a las instituciones federales de transición de Somalia a acelerar el progreso hacia la paz y la estabilidad, y saludaron los avances hacia la reconciliación, como la celebración de la primera sesión del Parlamento Federal de Transición. La inseguridad en Mogadiscio, las actividades militares y las consiguientes muertes fueron condenadas por el Consejo, que reafirmó su apoyo a la población somalí y garantizó la mejora de las relaciones UE-Somalia para lograr el funcionamiento eficaz de las instituciones, la reconciliación, la democracia y el mejor gobierno, la ayuda a la población, la asistencia coordinada y eficaz de la comunidad internacional y el Estado de Derecho. El Consejo criticó además el deterioro de la situación humanitaria, resaltando la necesidad de asistencia al respecto.

PARLAMENTO EUROPEO VOTA A FAVOR

## APROBADO INSTRUMENTO DE RESPUESTA RÁPIDA



Relaciones Exteriores

**Europako Parlamentuak emergentzien aurrean prest egoteko eta erantzun arina emateko tresna finantzario baten aldeko botoa eman du aurrekontua eta ekintza eremua handiagotzen duten zuzenketekin.**

El Parlamento Europeo adoptó el 14 de marzo por amplia mayoría el informe presentado por Dimitrios Papadimoulis, de la Comisión Parlamentaria de Medio Ambiente, Salud Pública y Seguridad Alimentaria, sobre la propuesta de Reglamento del Consejo por el que se establece un **Instrumento de preparación y respuesta rápida a emergencias graves**.

La propuesta de la Comisión Europea recogió 606 votos a favor, 25 en contra y 14 abstenciones, y tiene como fin crear, para el periodo 2007-2013, un nuevo instrumento comunitario destinado a conceder ayuda financiera a aquellas acciones de protección civil destinadas a prevenir o paliar un desastre natural. Las principales enmiendas de los Parlamentarios a la propuesta de la Comisión se refirieron al fundamento jurídico del Instrumento, su ámbito de aplicación y su presupuesto.

Según el informe, las graves catástrofes naturales de los últimos años (inundaciones, incendios, maremotos, etc.) revelan la urgente necesidad de reforzar el mecanismo comunitario de protección civil y de organizar una acción más eficaz a nivel europeo, dentro y fuera de la UE. La Comisión define una serie de instrumentos con objeto de establecer el marco jurídico necesario en materia de protección civil para el periodo 2007-2013: el nuevo Fondo de Solidaridad, el Instrumento de Estabilidad para acciones fuera de la UE, un programa específico de prevención, preparación y gestión de las consecuencias del terrorismo, y el Instrumento de preparación y respuesta rápida a emergencias graves. En este contexto, el Reglamento establece una serie de normas para prestar asistencia financiera a acciones dirigidas a la preparación de la UE ante emergencias graves y contempla la asistencia financiera en caso de catástrofes graves, posibilitando una respuesta rápida y efectiva.

El objetivo político principal del Instrumento de preparación y respuesta rápida será apoyar y complementar los esfuerzos de los Estados miembros para proteger a la población, el medio ambiente y los bienes ante catástrofes graves. El ponente coincidió con la Comisión en que el ámbito comunitario de la protección civil debe fundarse en un enfoque ascendente, debiendo recaer la responsabilidad primera de las actividades de protección civil sobre los Estados miembros. La acción de la UE en este terreno deberá ser complementaria a las políticas nacionales, regionales y locales. Dado que regiones y municipios son los primeros afectados en caso de catástrofe, deberán participar plenamente en la concepción, ejecución y seguimiento de las políticas de protección civil.

En cuanto al fundamento jurídico del nuevo Instrumento, la Comisión proponía basar el Reglamento en los artículos 308 del Tratado CE y 203 del Tratado Euratom, alegando que los Tratados no ofrecen un fundamento jurídico específico para

las medidas de protección civil. La Comisión Parlamentaria, sin embargo, propone el apartado 1 del artículo 175 del Tratado CE como fundamento jurídico adecuado, dado el objetivo y contenido de la propuesta y que su principal finalidad es la protección de la salud de las personas y del medio ambiente. En caso de cambiarse el fundamento jurídico, el actual procedimiento de consulta pasaría a ser un procedimiento de codecisión, por lo que el Pleno solicita al Consejo y a la Comisión que consideren el Dictamen del Parlamento como la primera lectura de la Eurocámara.

Respecto al ámbito de aplicación, las enmiendas de los diputados lo amplían abarcando también las medidas preventivas, el exterior de la UE, la contaminación marina y los actos de terrorismo. La prevención es un elemento importante en la reducción del riesgo de catástrofe y no puede separarse de la preparación y la respuesta inmediata, siendo decisiva para fijar la dirección de las medidas a largo plazo. Por otra parte, la propuesta de la Comisión Europea contemplaba la financiación de acciones de protección civil en el interior de la UE y en los Estados vinculados por el memorándum de acuerdo, pero no cubría la respuesta a catástrofes que se produzcan fuera de la UE. La Comisión Parlamentaria, sin embargo, propone extender el ámbito de aplicación también al exterior de la UE (en coordinación con Naciones Unidas) en el caso de emergencias graves como consecuencia de catástrofes naturales, industriales o tecnológicas, incluida la contaminación marina o actos de terrorismo. Además, mientras que la Comisión solamente se refiere a la protección de las personas, el medio ambiente y los bienes, el Parlamento añade a la lista la sanidad, la seguridad pública y el patrimonio cultural. El nuevo instrumento cubriría asimismo las catástrofes relacionadas con la contaminación marina, puesto que, aparte del mecanismo de protección civil, no hay instrumentos específicos para abordar la gestión de las consecuencias de dichas catástrofes.

En referencia al aspecto presupuestario, la Comisión Europea proponía un presupuesto orientativo de 173 millones de euros para el periodo 2007-2013, pero, al ampliar el ámbito de aplicación a la prevención y a la financiación de acciones fuera de la UE, los Diputados se ven en la necesidad de proponer al mismo tiempo un aumento presupuestario de aproximadamente 105 millones. El presupuesto queda por lo tanto estimado en un total de 278 millones de euros para siete años. Las ayudas serán complementarias a las de los Estados miembros y coherentes con el resto de instrumentos de la UE (Fondo de Solidaridad, Instrumento de Estabilidad, ECHO, etc.), de forma que se eviten duplicidades y se asegure el uso óptimo de los recursos.

Por otra parte, según recomiendan los Eurodiputados, serán necesarios mayor valor y claridad a través de una definición clara y acordada a nivel comunitario del concepto "protección civil" y la terminología conexas.

## LEGISLACIÓN



### Agricultura

Decisión 2006/187/CE del Consejo, de 21 de diciembre de 2005, sobre la celebración de Acuerdos en forma de Canje de Notas entre la Comunidad Europea y la República de Bulgaria y Rumanía, respectivamente, relativos a las concesiones comerciales preferenciales recíprocas para determinados vinos y por la que se modifica el Reglamento (CE) nº 933/95.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 21

Reglamento (CE) nº 438/2006 de la Comisión, de 16 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1530/2005, por el que se abre la destilación de crisis indicada en el artículo 30 del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo para los vinos de mesa de Italia.

DO UE-L 80 de 17/3/2006, pg. 6

Decisión 2006/208/CE de la Comisión, de 7 de marzo de 2006, que modifica la Decisión 2004/432/CE por la que se aprueban los planes de vigilancia presentados por terceros países relativos a los residuos de conformidad con la Directiva 96/23/CE del Consejo.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 20

Reglamento (CE) nº 476/2006 de la Comisión, de 21 de marzo de 2006, por el que se establecen valores unitarios para la determinación del valor en aduana de determinadas mercancías percederas.

DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 31

Decisión 2006/227/CE de la Comisión, de 17 de marzo de 2006, relativa a determinadas medidas provisionales de protección en relación con una sospecha de presencia de gripe aviar altamente patógena en Israel.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 43

Reglamento (CE) nº 456/2006 del Consejo, de 20 de marzo de 2006, por el que se corrige el Reglamento (CE) nº 1786/2003 sobre la organización común de mercado de los forrajes desecados.

DO UE-L 82 de 21/3/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 415/2006 de la Comisión, de 10 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1572/2005 por el que se abre

una licitación permanente para la reventa en el mercado español de centeno que obra en poder del organismo de intervención alemán.

DO UE-L 72 de 11/3/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 423/2006 de la Comisión, de 13 de marzo de 2006, por el que se establecen excepciones al Reglamento (CE) nº 800/1999 en lo que respecta a la prueba del cumplimiento de los trámites aduaneros de importación de leche y productos lácteos en terceros países.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 424/2006 de la Comisión, de 13 de marzo de 2006, relativo a la expedición de certificados de importación de determinados cítricos preparados o conservados (principalmente mandarinas, etc.) en el período comprendido entre el 11 de abril de 2006 y el 10 de abril de 2007.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 5

Directiva 2006/30/CE de la Comisión, de 13 de marzo de 2006, por la que se modifican los anexos de las Directivas del Consejo 86/362/CEE, 86/363/CEE y 90/642/CEE en lo relativo a los contenidos máximos de residuos del grupo del benomilo.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 7

Decisión 2006/206/CE de la Comisión, de 3 de marzo de 2006, por la que se modifica el apéndice A del anexo X del Acta de adhesión de 2003 por lo que respecta a determinados establecimientos del sector cárnico de Hungría.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 17

Reglamento (CE) nº 470/2006 de la Comisión, de 22 de marzo de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1063/2005 en lo que se refiere a la cantidad cubierta por la licitación permanente para la exportación de trigo blando en poder del organismo de intervención checo.

DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 471/2006 de la Comisión, de 22 de marzo de 2006, por el que se establece, para el año 2006, una excepción a lo dispuesto en el Reglamento (CE) nº 1445/95 en lo que concierne a las fechas de expedición de certificados de exportación en el sector de la carne de vacuno.

DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 4



## LEGISLACIÓN



Reglamento (CE) nº 472/2006 de la Comisión, de 22 de marzo de 2006, por el que se establecen excepciones para el año 2006 al Reglamento (CE) nº 1518/2003 en lo relativo a las fechas de expedición de los certificados de exportación en el sector de la carne de porcino.  
DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 429/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1383/2005 en lo que se refiere a la cantidad cubierta por la licitación permanente para la exportación de cebada en poder del organismo de intervención polaco.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 430/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por el que se aprueban las operaciones de control de conformidad con las normas de comercialización aplicables a las frutas y hortalizas frescas efectuadas en Senegal antes de la importación en la Comunidad Europea.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 7

Reglamento (CE) nº 431/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por el que se aprueban las operaciones de control de conformidad con las normas de comercialización aplicables a las frutas y hortalizas frescas efectuadas en Kenia antes de la importación en la Comunidad Europea.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 432/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 382/2005 por el que se establecen las disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 1786/2003 del Consejo sobre la organización común de mercado de los forrajes desecados.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 12

Reglamento (CE) nº 433/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 1538/91 en lo que se refiere a los laboratorios de referencia para el control del contenido de agua de la carne de aves de corral.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 16

Reglamento (CE) nº 434/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 887/2005 por el que se abre

la destilación de crisis indicada en el artículo 30 del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo para determinados vinos de Grecia.  
DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 21

Reglamento (CE) nº 463/2006 de la Comisión, de 21 de marzo de 2006, que introduce para el año 2006 excepciones a los Reglamentos (CE) nº 596/2004 y (CE) nº 633/2004 (CE) en lo que atañe a las fechas de expedición de los certificados de exportación en los sectores de los huevos y la carne de aves de corral.  
DO UE-L 83 de 22/3/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 464/2006 de la Comisión, de 21 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 80/2006 por el que se abre una licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario de centeno que obra en poder del organismo de intervención alemán.  
DO UE-L 83 de 22/3/2006, pg. 5

Decisión 2006/195/CE de la Comisión, de 2 de marzo de 2006, relativa a la ayuda financiera de la Comunidad para el año 2006 destinada a determinados laboratorios comunitarios de referencia en el ámbito de la salud pública veterinaria y, más concretamente, de los residuos.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 78

Decisión 2006/196/CE de la Comisión, de 3 de marzo de 2006, por la que se modifica el anexo XII, apéndice B, del Acta de adhesión de 2003 en lo que se refiere a determinados establecimientos de los sectores cárnico y lácteo de Polonia.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 80

Decisión 2006/197/CE de la Comisión, de 3 de marzo de 2006, por la que se autoriza la comercialización de alimentos que contienen o están compuestos por maíz modificado genéticamente de la línea 1507 (DAS-Ø15Ø7-1), o han sido producidos a partir del mismo, con arreglo al Reglamento (CE) nº 1829/2003 del Parlamento Europeo y del Consejo.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 82

Reglamento (CE) nº 408/2006 de la Comisión, de 9 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 936/97 relativo a la apertura y el modo de gestión de los contingentes arancelarios de carnes

## LEGISLACIÓN



Agricultura

de vacuno de calidad superior fresca, refrigerada o congelada, y de carne de búfalo congelada.  
DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 409/2006 de la Comisión, de 9 de marzo de 2006, que modifica los Reglamentos (CE) nº 174/1999, (CE) nº 581/2004 y (CE) nº 582/2004 en lo que atañe a los niveles de las garantías de los certificados de exportación en el sector de la leche.

DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 5

Reglamento (CE) nº 410/2006 de la Comisión, de 9 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 1291/2000 por el que se establecen disposiciones comunes de aplicación del régimen de certificados de importación, de exportación y de fijación anticipada para los productos agrícolas.

DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 7

Decisión 2006/198/CE de la Comisión, de 2 de febrero de 2006, por la que se aprueban, en nombre de la Comunidad Europea, modificaciones de los anexos del Acuerdo entre la Comunidad Europea y los Estados Unidos de América sobre medidas sanitarias para proteger la salud pública y la sanidad animal en el comercio de animales vivos y de productos de origen animal.

DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 11

Reglamento (CE) nº 399/2006 de la Comisión, de 7 de marzo de 2006, por el que se establecen valores unitarios para la determinación del valor en aduana de determinadas mercancías perecederas.

DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 3



Asuntos de Justicia e Interior

### Asuntos de Justicia e Interior

Decisión 2006/188/CE del Consejo, de 21 de febrero de 2006, relativa a la celebración del Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Reino de Dinamarca por el que se extiende a Dinamarca lo dispuesto en el Reglamento (CE) nº 343/2003 del Consejo, por el que se establecen los criterios y meca

nismos de determinación del Estado miembro responsable del examen de una solicitud de asilo presentada en uno de los Estados miembros por un nacional de un tercer país, y en el Reglamento (CE) nº 2725/2000 del Consejo, relativo a la creación del sistema Eurodac para la comparación de las impresiones dactilares para la aplicación efectiva del Convenio de Dublín.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 37

Posición Común 2006/231/PESC del Consejo, de 20 de marzo de 2006, por la que se actualiza la Posición Común 2001/931/PESC sobre la aplicación de medidas específicas de lucha contra el terrorismo y se deroga la Posición Común 2005/936/PESC.

DO UE-L 82 de 21/3/2006, pg. 20

Decisión 2006/228/JAI del Consejo, de 9 de marzo de 2006, por la que se fija la fecha de aplicación de determinadas disposiciones de la Decisión 2005/211/JAI relativa a la introducción de nuevas funciones para el Sistema de Información de Schengen, inclusive en materia de lucha contra el terrorismo.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 45

Decisión 2006/229/JAI del Consejo, de 9 de marzo de 2006, por la que se fija la fecha de aplicación de determinadas disposiciones de la Decisión 2005/211/JAI relativa a la introducción de nuevas funciones para el Sistema de Información de Schengen, inclusive en materia de lucha contra el terrorismo.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 46



Asuntos Sociales

### Asuntos Sociales

Decisión nº 202 (2006/203/CE), de 17 de marzo de 2005, relativa a los modelos de formularios necesarios para la aplicación de los Reglamentos (CEE) nº 1408/71 y (CEE) nº 574/72 del Consejo (E 001, E 101, E 102, E 103, E 104, E 106, E 107, E 108, E 109, E 112, E 115, E 116, E 117, E 118, E 120, E 121, E 123, E 124, E 125, E 126 y E 127).

DO UE-L 77 de 15/3/2006, pg. 1

## LEGISLACIÓN



### Competencia

Decisión 2006/176/CE de la Comisión, de 7 de junio de 2005, relativa al plan de reestructuración industrial de Alitalia.  
DO UE-L 69 de 8/3/2006, pg. 1

Decisión 2006/224/CE de la Comisión, de 6 de octubre de 2004, sobre la ayuda estatal que Italia tiene previsto conceder a la empresa agrícola Cooperativa Agrícola Moderna S.c.r.l.  
DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 13

Decisión 2006/225/CE de la Comisión, de 2 de marzo de 2005, relativa al régimen de ayudas ejecutado por Italia para la reforma de las instituciones de formación.  
DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 25

Decisión 2006/226/CE de la Comisión, de 7 de diciembre de 2005, Inversiones de Shetland Leasing y Property Developments Ltd en las Islas Shetland (Reino Unido).  
DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 36

Decisión 2006/237/CE de la Comisión, de 22 de junio de 2005, relativa a las medidas de ayuda ejecutadas por los Países Bajos en favor de AVR para el tratamiento de residuos peligrosos.  
DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 37

Decisión 2005/217/CE de la Comisión, de 19 de mayo de 2004, sobre las medidas de Dinamarca a favor de TV2/Danmark.  
DO UE-L 85 de 23/3/2006, pg. 1

Decisión 2005/218/CE de la Comisión, de 5 de julio de 2005, relativa al régimen de ayuda que Italia proyecta aplicar para proteger la bergamota y sus derivados en Calabria.  
DO UE-L 85 de 23/3/2006, pg. 22

Decisión 2005/219/CE de la Comisión, de 20 de julio de 2005, sobre la ayuda estatal ejecutada por Francia en favor de dos paquebotos de crucero para el desarrollo de la Polinesia Francesa.  
DO UE-L 85 de 23/3/2006, pg. 36



Consumo

### Consumo y Alimentación

Reglamento (CE) nº 401/2006 de la Comisión, de 23 de febrero de 2006, por el que se establecen los métodos de muestreo y de análisis para el control oficial del contenido de micotoxinas en los productos alimenticios.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 12

Directiva 2006/33/CE de la Comisión, de 20 de marzo de 2006, por la que se modifica la Directiva 95/45/CE en lo relativo a los colorantes amarillo anaranjado S (E 110) y dióxido de titanio (E 171).  
DO UE-L 82 de 21/3/2006, pg. 10

Directiva 2006/34/CE de la Comisión, de 21 de marzo de 2006, por la que se modifica el anexo de la Directiva 2001/15/CE en cuanto a la inclusión de determinadas sustancias (Directiva 2001/15/CE de la Comisión, de 15 de febrero de 2001, sobre sustancias que pueden añadirse para fines de nutrición específicos en alimentos destinados a una alimentación especial.  
DO UE-L 83 de 22/3/2006, pg. 14



Economía

### Economía

Directiva 2006/29/CE de la Comisión, de 8 de marzo de 2006, por la que se modifica la Directiva 2000/12/CE del Parlamento Europeo y del Consejo en lo referente a la exclusión o inclusión de determinadas entidades de su ámbito de aplicación (Directiva 2000/12/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 20 de marzo de 2000, relativa al acceso a la actividad de las entidades de crédito y a su ejercicio.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 50

Decisión 2006/209/CE de la Comisión, de 9 de marzo de 2006, por la que se conceden excepciones para ajustar los sistemas estadísticos de los Estados miembros al Reglamento (CE) nº 1161/2005 del Parlamento Europeo y del Consejo.  
DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 26

## LEGISLACIÓN



Economía

Decisión 2006/211/CE de la Comisión, de 8 de marzo de 2006, por la que se establece que el artículo 30, apartado 1, de la Directiva 2004/17/CE del Parlamento Europeo y del Consejo sobre la coordinación de los procedimientos de adjudicación de contratos en los sectores del agua, de la energía, de los transportes y de los servicios postales, se aplica a la producción de electricidad en Inglaterra, Escocia y el País de Gales.

DO UE-L 76 de 15/3/2006, pg. 6



Integración Europea e Instituciones

### Integración Europea e Instituciones

Tribunal de Justicia: Modificación del Reglamento Adicional del Tribunal de Justicia.

DO UE-L 72 de 11/3/2006, pg. 1

Decisión 2006/210/CE de la Comisión, de 28 de febrero de 2006, relativa a la creación de un grupo de expertos nacionales de alto nivel sobre regulación.

DO UE-L 76 de 15/3/2006, pg. 3



Medio Ambiente

### Medio Ambiente

Decisión 2006/189/CE de la Comisión, de 28 de febrero de 2006, por la que se concede la exención solicitada por Austria de conformidad con la Directiva 91/676/CEE del Consejo relativa a la protección de las aguas contra la contaminación producida por nitratos utilizados en la agricultura.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 44

Decisión 2006/207/CE de la Comisión, de 6 de marzo de 2006, sobre el comercio de sustancias que agotan la capa de ozono con el territorio aduanero separado de Taiwán, Penghu, Kinmen y Matsu.

DO UE-L 75 de 14/3/2006, pg. 19

Decisión 2006/193/CE de la Comisión, de 1 de marzo de 2006, por la que se establecen, de conformidad con el Reglamento (CE) nº 761/2001 del Parlamento Europeo y del Consejo, disposiciones relativas al uso del logotipo del EMAS en los casos excepcionales de los envases de transporte y envases terciarios.

DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 63



Pesca

### Pesca

Decisión 2006/191/CE de la Comisión, de 1 de marzo de 2006, por la que se aprueba la entrada en funcionamiento del consejo consultivo regional del Mar Báltico en virtud de la política pesquera común.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 50

Decisión 2006/236/CE de la Comisión, de 21 de marzo de 2006, sobre disposiciones especiales aplicables a los productos de la pesca importados de Indonesia y destinados al consumo humano.

DO UE-L 83 de 22/3/2006, pg. 16

Reglamento (CE) nº 440/2006 de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por el que se prohíbe la pesca de gamba nórdica en la zona NAFO 3L por parte de los buques que enarbolan pabellón de Polonia.

DO UE-L 80 de 17/3/2006, pg. 23

Decisión 2006/214/CE de la Comisión, de 7 de marzo de 2006, que modifica los anexos I y II de la Decisión 2002/308/CE, por la que se establecen listas de zonas y piscifactorías autorizadas en relación con la septicemia hemorrágica viral (SHV) y la necrosis hematopoyética infecciosa (NHI).

DO UE-L 80 de 17/3/2006, pg. 46

Decisión 2006/199/CE de la Comisión, de 22 de febrero de 2006, por la que se establecen disposiciones especiales para la importación de productos pesqueros de los Estados Unidos de América.

DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 17

Decisión 2006/200/CE de la Comisión, de 22 de febrero de 2006, que modifica la Decisión 97/296/CE por la que se establece la lista de terceros países a partir de los cuales se autoriza la importación de productos de la pesca destinados a la alimentación humana en relación con los Estados Unidos de América.

DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 50

## LEGISLACIÓN



Política Industrial  
y Pyme

### Política Industrial y Pyme

Directiva 2006/27/CE de la Comisión, de 3 de marzo de 2006, por la que se modifican, para adaptarlas al progreso técnico, las Directivas del Consejo 93/14/CEE, relativa al frenado de los vehículos de motor de dos o tres ruedas, y 93/34/CEE, relativa al emplazamiento para el montaje de la placa posterior de matrícula de los vehículos de motor de dos o tres ruedas, y las Directivas del Parlamento Europeo y del Consejo 95/1/CE, relativa a la velocidad máxima de fábrica, al par máximo y a la potencia máxima neta del motor de los vehículos de motor de dos o tres ruedas, y 97/24/CE, relativa a determinados elementos y características de los vehículos de motor de dos o tres ruedas.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 7

Decisión 2006/213/CE de la Comisión, de 6 de marzo de 2006, por la que se establecen las clases de reacción al fuego para determinados productos de construcción en lo que respecta a los suelos de madera y los paneles y revestimientos murales de madera maciza.

DO UE-L 79 de 16/3/2006, pg. 27

Decisión 2006/216/CE de la Comisión, de 16 de marzo de 2006, relativa a la publicación de las referencias de la norma EN 143:2000, Equipos de protección respiratoria. Filtros contra partículas. Requisitos, ensayos, marcado, de conformidad con la Directiva 89/686/CEE del Consejo (equipos de protección individual).

DO UE-L 80 de 17/3/2006, pg. 76

Reglamento (CE) nº 394/2006 del Consejo, de 27 de febrero de 2006, que modifica y actualiza el Reglamento (CE) nº 1334/2000 por el que se establece un régimen comunitario de control de las exportaciones de productos y tecnología de doble uso.

DO UE-L 74 de 13/3/2006, pg. 1

Adenda de 005/84/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 14 de diciembre de 2005, por la que se modifica por vigesimosegunda vez la Directiva 76/769/CEE del Consejo relativa a la aproximación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas de los Estados miembros que limitan la comercialización y el uso de determinadas sustancias y preparados peligrosos

(ftalatos en los juguetes y artículos de puericultura) (DO L 344 de 27.12.2005).

DO UE-L 68 de 8/3/2006, pg. 39

Decisión 2006/190/CE de la Comisión, de 1 de marzo de 2006, por la que se modifica la Decisión 97/808/CE relativa al procedimiento de certificación de la conformidad de los productos de construcción con arreglo al apartado 2 del artículo 20 de la Directiva 89/106/CEE del Consejo en lo que concierne a los pavimentos.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 7



Relaciones  
Exteriores

### Relaciones Exteriores

Decisión nº 8/2005 (2006/186/CE) del Comité de Embajadores ACP-CE, de 20 de julio de 2005, sobre los estatutos y el reglamento interno del Centro para el Desarrollo de la Empresa.

DO UE-L 66 de 8/3/2006, pg. 16

Recomendación 2006/220/CE del Consejo, de 14 de marzo de 2006, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (sexto FED) para el ejercicio 2004.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 9

Recomendación 2006/221/CE del Consejo, de 14 de marzo de 2006, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (séptimo FED) para el ejercicio 2004.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 10

Recomendación 2006/222/CE del Consejo, de 14 de marzo de 2006, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (octavo FED) para el ejercicio 2004.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 11

Recomendación 2006/223/CE del Consejo, de 14 de marzo de 2006, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (noveno FED) para el ejercicio 2004.

DO UE-L 81 de 18/3/2006, pg. 12

LEGISLACIÓN



Decisión nº 5/2004 (2006/192/CE) del Comité de Embajadores ACP-CE, de 17 de diciembre de 2004, sobre el Reglamento financiero del Centro para el Desarrollo de la Empresa.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 52

Reglamento (CE) nº 416/2006 de la Comisión, de 10 de marzo de 2006, que modifica por novena vez el Reglamento (CE) nº 1763/2004 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas en apoyo de la aplicación efectiva del mandato del Tribunal Penal Internacional para la ex Yugoslavia (TPIY).  
DO UE-L 72 de 11/3/2006, pg. 7

Posición Común 2006/204/PESC del Consejo, de 10 de marzo de 2006, por la que se renuevan las medidas en apoyo de la aplicación efectiva del mandato del Tribunal Penal Internacional para la antigua Yugoslavia.  
DO UE-L 72 de 11/3/2006, pg. 15

Decisión 2006/205/PESC del Consejo, de 10 de marzo de 2006, por la que se aplica la Posición Común 2004/694/PESC sobre otras medidas en apoyo de la aplicación efectiva del mandato del Tribunal Penal Internacional para la antigua Yugoslavia (TPIY).  
DO UE-L 72 de 11/3/2006, pg. 16

Decisión nº 1/2006 (2006/185/CE) del Consejo de Asociación UE-Egipto, de 17 de febrero de 2006, por la que se modifica el Protocolo nº 4 del Acuerdo Euromediterráneo, relativo a la definición de la noción de productos originarios y a los métodos de cooperación administrativa.  
DO UE-L 73 de 13/3/2006, pg. 1

Decisión 2006/201/PESC del Consejo, de 27 de febrero de 2006, relativa a la prórroga del Acuerdo en forma de Canje de Notas entre la Unión Europea y el Gobierno de Indonesia sobre los cometidos, el estatuto, los privilegios y las inmunidades de la Misión de Observación de la Unión Europea en Aceh (Indonesia) (Misión de Observación en Aceh - MOA) y de su personal.  
DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 53

Acción Común 2006/202/PESC del Consejo, de 27 de febrero de 2006, por la que se modifica y prorroga la Acción Común 2005/643/PESC sobre

la Misión de Observación de la Unión Europea en Aceh (Indonesia) (Misión de Observación en Aceh - MOA).  
DO UE-L 71 de 10/3/2006, pg. 57

Reglamento (CE) nº 402/2006 de la Comisión, de 8 de marzo de 2006, que modifica el Reglamento (CEE) nº 2454/93 por el que se fijan determinadas disposiciones de aplicación del Reglamento (CEE) nº 2913/92 del Consejo por el que se establece el código aduanero comunitario.  
DO UE-L 70 de 9/3/2006, pg. 35



Sociedad de la Información

Sociedad de la Información

Decisión 2006/215/CE de la Comisión, de 15 de marzo de 2006, por la que se constituye un grupo de expertos de alto nivel para asesorar a la Comisión Europea en la aplicación y desarrollo de la estrategia i2010.  
DO UE-L 80 de 17/3/2006, pg. 74



Transportes

Transporte

Reglamento (CE) nº 473/2006 de la Comisión, de 22 de marzo de 2006, por el que se establecen las normas de aplicación de la lista comunitaria de las compañías aéreas objeto de una prohibición de explotación en la Comunidad, prevista en el capítulo II del Reglamento (CE) nº 2111/2005 del Parlamento Europeo y del Consejo.  
DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 8

Decisión 2006/230/CE del Consejo, de 18 de julio de 2005, relativa a la celebración de un Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Gobierno de Canadá sobre el tratamiento de datos API/PNR./ Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Gobierno de Canadá sobre el tratamiento de datos procedentes del sistema de información anticipada sobre pasajeros y de los expedientes de pasajeros.  
DO UE-L 82 de 21/3/2006, pg. 14

Reglamento (CE) nº 474/2006 de la Comisión, de 22 de marzo de 2006, por el que se establece la lista comunitaria de las compañías aéreas objeto de una prohibición de explotación en la Comunidad, prevista en el capítulo II del Reglamento (CE) nº 2111/2005 del Parlamento Europeo y del Consejo.  
DO UE-L 84 de 23/3/2006, pg. 14

LICITACIONES



**Agricultura**

TR-Estambul: MEDA - Asistencia técnica al Ministerio de Agricultura y Asuntos Rurales para la concepción de un sistema integrado de gestión y de control (SIGC) operativo y de un sistema de identificación de parcelas (LPIS) en Turquía (Turquía) (2006/S 48-049625).

DO UE-S 48 de 10/3/2006

Fecha límite: 10/4/2006

CS-Pristina: CARDS - Gestión forestal sostenible. El objetivo consiste en dar asistencia a la capacidad de planificación forestal en materia de bosques públicos y privados; apoyar al establecimiento de un programa de reducción del espesor de la silvicultura; apoyar al desarrollo de un plan de forestación para diversificar la actividad agrícola rural y desarrollar de la gestión forestal comercial en los parques nacionales (Kosovo) (2006/S 51-052696).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 24/4/2006



**Asuntos de Justicia e Interior**

B-Bruselas: Servicios de consultoría en investigación. El objetivo general es estimular una investigación multidisciplinar más amplia en este ámbito y un trabajo con más colaboración entre instituciones de investigación en Europa con el fin de producir estudios comparativos de buena calidad (Comisión Europea, DG Justicia, Libertad y Seguridad) (2006/S 47-048784).

DO UE-S 47 de 9/3/2006

Fecha límite: 24/4/2006

B-Bruselas: Servicios de asesoría jurídica. Estudio comparativo relativo a la legislación de los Estados miembros de la Unión Europea en materia de estado civil, a las dificultades prácticas encontradas en este ámbito por los ciudadanos que desean ejercer sus derechos en el marco de un espacio europeo de justicia en materia civil y a la posibilidad de resolver estos problemas y facilitar la vida de los ciudadanos (Comisión Europea, DG Justicia, Libertad y Seguridad) (2006/S 55-056805).

DO UE-S 55 de 21/3/2006

Fecha límite: 2/6/2006

AT-Viena: Servicios de análisis. El EUMC desea contratar prestadores de servicios (particulares o instituciones) a fin de evaluar los resultados

RAXEN7 específicos entregados por el centro nacional de coordinación (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia) (2006/S 51-052813).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006

B-Bruselas: Servicios de guardias de seguridad (Agencia Europea de Defensa) (2006/S 51-052822).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 11/4/2006

AT-Viena: Servicios de recogida y comparación de datos. El objetivo consiste en identificar candidatos que se ocupen del establecimiento y el funcionamiento de los centros temáticos en Croacia y Turquía (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia - EUMC) (2006/S 49-050631).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006



**Competencia**

B-Bruselas: Servicios de investigación económica. Regulación y eficiencia del mercado de servicios jurídicos relacionados con la transmisión de la propiedad (Comisión Europea, DG Competencia) (2006/S 56-057873).

DO UE-S 56 de 22/3/2006

Fecha límite: 25/4/2006

B-Bruselas: Servicios de estudios de mercado. El objetivo del contrato consiste en la realización de un estudio sobre el impacto de la competencia de las diferentes formas de acuerdos de código compartido utilizados actualmente por las compañías aéreas (Comisión Europea, DG Competencia) (2006/S 56-057867).

DO UE-S 56 de 22/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006



**Consumo y Alimentación**

B-Bruselas: Servicios de estudios. El objetivo del contrato consiste en la identificación de artículos de puericultura y de uso infantil para los que la Comisión podría conferir un mandato de normalización para evaluar los riesgos relacionados con cada uno de los productos identificados y definir las exigencias de seguridad que deben satisfacer

## LICITACIONES



Consumo

las normas europeas (Comisión Europea, DG Sanidad y Protección de los Consumidores) (2006/S 50-051755).

DO UE-S 50 de 14/3/2006

Fecha límite: 27/4/2006



Economía

### Economía

B-Bruselas: Servicios generales de consultoría en gestión. El objetivo del estudio es analizar los métodos actuales y potenciales de verificación de los titulares de las tarjetas en los pagos con tarjeta, así como los métodos de verificación de usuarios en los pagos electrónicos y en los pagos móviles (Comisión Europea, DG Mercado Interior y Servicios) (2006/S 50-051749).

DO UE-S 50 de 14/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006



Educación

### Educación y Universidades

PG-Waigani: FED - Prestación de asistencia técnica en Papúa Nueva Guinea para la gestión y puesta en funcionamiento del "Programa de desarrollo de la educación, formación y recursos humanos" (Papúa Nueva Guinea) (2006/S 49-050530).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 21/4/2006

BA-Sarajevo: CARDS - PASS - Plan de apoyo educativo. El objetivo general del proyecto es realizar un programa de estudios "master"; 3 diferentes cursos intensivos y 3 viajes de estudios personalizados a Bruselas (Bosnia y Herzegovina) (2006/S 50-051693).

DO UE-S 50 de 14/3/2006

Fecha límite: 17/4/2006



Empleo

### Empleo y Formación

DZ-Argel: MEDA - Asistencia técnica para la actualización del Instituto Nacional de Desarrollo y Promoción de la Formación Continua (INDEF-OC). El objetivo consiste en reforzar las capacidades operativas y de poner en funcionamiento los elementos de evaluación del Instituto Nacional de Desarrollo de la Promoción de la Formación Continua (Argel - Argelia) (2006/S 48-049619).

DO UE-S 48 de 10/3/2006

Fecha límite: 16/4/2006

I-Turín: Servicios de consultoría en materia de gestión de recursos humanos. El objetivo perseguido es la prestación de servicios de formación estructurada para diversos grupos del personal de la ETF a fin de dotarlos de competencias de base y de los conocimientos necesarios para la gestión satisfactoria de modificaciones producidas por un proceso de gestión de cambios a gran escala (ETF) (2006/S 50-051754).

DO UE-S 50 de 14/3/2006

Fecha límite: 24/4/2006

GT-Guatemala: ALA - "Formación profesional de peritos/as culturales e intérpretes legales de los pueblos indígenas de Guatemala". El objetivo consiste en diseñar, planificar y ejecutar de forma completa la formación profesional académica de ochenta intérpretes legales y de sesenta peritos/as culturales a nivel académico y por medio de un programa de becas cuyos beneficiarios son personas pertenecientes a los pueblos indígenas mayas de Guatemala (Guatemala, C.A.) (2006/S 49-050541).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 26/4/2006

DZ-Argel: MEDA - Asistencia técnica para la actualización del Fondo Nacional de Desarrollo del Aprendizaje y de la Formación Continua (FNAC). El objetivo consiste en consolidar el fondo de acuerdo con el principio de una organización por ámbitos de responsabilidad y descentralizada, todo ello teniendo en cuenta el marco institucional (Argel - Argelia) (2006/S 48-049618).

DO UE-S 48 de 10/3/2006

Fecha límite: 16/4/2006

I-Turín: Servicios de enseñanza para adultos y otros servicios de enseñanza. El objetivo consiste en poner a disposición de expertos que se encarguen de la evaluación y el control de las actividades de la Fundación Europea de Formación y de la realización de estudios de investigación sobre los métodos de evaluación que utiliza la Fundación en su ámbito de trabajo (ETF) (2006/S 49-050640).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 21/4/2006



LICITACIONES



**Energía**

B-Bruselas: Tacis - Sistema de prevención de accidentes y de vigilancia por satélite (fase II). El presente proyecto constituye el seguimiento de un proyecto anterior financiado por Inogate cuyo objetivo era la elaboración de un estudio de viabilidad para un sistema de vigilancia mediante satélite destinado a la prevención de los accidentes y al control de las infraestructuras en el sector del gas de la Federación de Rusia y de los nuevos Estados independientes (Belarús, Moldova, Federación de Rusia y Ucrania) (2006/S 56-057781).  
DO UE-S 56 de 22/3/2006  
Fecha límite: 24/4/2006



**Investigación y Desarrollo**

B-Bruselas: Servicios de consultoría en investigación y desarrollo. El estudio deberá servir de marco de apoyo analítico para el desarrollo de las infraestructuras y otras medidas a lo largo del eje norte (Comisión Europea, DG TREN) (2006/S 50-051757).  
DO UE-S 50 de 14/3/2006  
Fecha límite: 24/4/2006

I-Ispra: Servicios de investigación y desarrollo y servicios de consultoría conexos. El objetivo consiste en desarrollar un documento de orientación técnica para los actores que se encargarán o que contribuirán a la preparación de un análisis socio-económico como elemento integrante de los procedimientos de autorización y restricción del sistema REACH (Comisión Europea, Centro Común de Investigación IHCP/MSU T.P. 202) (2006/S 54-055786).  
DO UE-S 54 de 18/3/2006  
Fecha límite: 7/4/2006



**Medio Ambiente**

CN-Pekín: ALA - Asistencia técnica al programa relativo a la gestión de las cuencas fluviales de la Unión Europea-China. El propósito del programa consiste en desarrollar vínculos entre las políticas europeas y chinas en materia de gestión de recursos hídricos a través de prácticas de gestión de cuencas fluviales integradas en las cuencas del río Amarillo y del Yangtsé (República Popular China) (2006/S 47-048703).  
DO UE-S 47 de 9/3/2006  
Fecha límite: 18/4/2006

B-Bruselas: Servicios medioambientales. La Comisión precisa apoyo para el desarrollo conceptual de opciones alternativas para el procedimiento de asignación de derechos a partir de 2012 (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2006/S 54-055790).  
DO UE-S 54 de 18/3/2006  
Fecha límite: 14/4/2006

RO-Bucarest: ISPA - Asistencia técnica y supervisión en el marco de los contratos ISPA de tratamiento de aguas residuales en Galato (Galati, Rumanía) (2006/S 54-055674).  
DO UE-S 54 de 18/3/2006  
Fecha límite: 24/4/2006

KZ-Almaty: Tacis - Desarrollo de estrategias medioambientales nacionales de desarrollo sostenible. El principal objetivo del proyecto es prestar apoyo en beneficio de Kazajstán, Kirguistán y Tayikistán para mejorar los programas y las estrategias medioambientales nacionales de desarrollo sostenible (Kazajstán, Kirguistán y Tayikistán) (2006/S 56-057780).  
DO UE-S 56 de 22/3/2006  
Fecha límite: 17/4/2006

RO-Bucarest: ISPA - Asistencia técnica para reforzar la capacidad de programación del Ministerio de Medio Ambiente y Gestión del Agua. El objetivo global de este proyecto es reforzar la capacidad institucional del Ministerio de Medio Ambiente y Gestión del Agua para poder llevar a cabo una programación y control global fiables de los proyectos cofinanciados por la Unión Europea en Rumanía y para lograr un uso efectivo y eficiente de los fondos puestos a su disposición (Rumanía) (2006/S 56-057779).  
DO UE-S 56 de 22/3/2006  
Fecha límite: 27/4/2006

DO-Santo Domingo: FED - Programa de soporte al sector minero de la República Dominicana SYSMIN II 9 ACP DO 006. Estudios hidrológicos del entorno de la Mina Rosario con toma de muestras de aguas, medida de aforos, análisis hidroquímicos y diseño a nivel de proyecto constructivo de obras hidráulicas (República Dominicana) (2006/S 57-058874).  
DO UE-S 57 de 23/3/2006  
Fecha límite: 26/4/2006

LICITACIONES



B-Bruselas: Servicios medioambientales. El propósito de este estudio es proporcionar una estimación del número de empleos y, a partir de este dato, el grado en que el PIB y la actividad económica que depende del medio ambiente en Europa y los factores vinculados con estas relaciones (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2006/S 51-052824).

DO UE-S 51 de 15/3/2006  
Fecha límite: 10/4/2006

I-Ispra: Apoyo científico en la coordinación del estudio biológico del suelo (componente del suelo) en el marco del Reglamento (CE) nº 2152/2003 (Forest Focus) (Comisión Europea, Centro Común de Investigación (CCI), Instituto de Medio Ambiente y Sostenibilidad) (2006/S 51-052820).

DO UE-S 51 de 15/3/2006  
Fecha límite: 24/4/2006

B-Bruselas: Producción de la revista externa de la Dirección General de Medio Ambiente "Medio ambiente para los Europeos" (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2006/S 51-052818).

DO UE-S 51 de 15/3/2006  
Fecha límite: 10/4/2006

B-Bruselas: Servicios medioambientales. El objetivo global del proyecto consiste en la preparación de una revisión sobre el segundo informe del EPER para el informe anual de 2004 (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2006/S 49-050643).

DO UE-S 49 de 11/3/2006  
Fecha límite: 4/4/2006



**Política Audiovisual**

B-Bruselas: Servicios de reparación y mantenimiento de equipos audiovisual y óptico. Mantenimiento, asistencia y ampliación de la infraestructura de comunicación audio/vídeo instalada en el centro de conferencias de la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea (Consejo de la Unión Europea, Secretaría General, Unidad de Coordinación de Compras) (2006/S 48-049719).

DO UE-S 48 de 10/3/2006  
Fecha límite: 14/4/2006



**Política Industrial y Pyme**

B-Bruselas: Material informativo para superar el estigma del fracaso empresarial. A fin de promover una mejor comprensión del fracaso y dissociar el concepto de "quiebra" de la idea de "mal" comportamiento, el "Plan de acción a favor del espíritu empresarial" prevé que la Comisión redacte, con la ayuda de expertos nacionales, un paquete informativo sobre los principios de la quiebra, las señales de alerta precoz de las dificultades financieras, las razones del fracaso, las barreras que impiden la reanudación de la actividad y los perfiles de empresarios que han fracasado (Comisión Europea, DG Empresa e Industria, Dirección "Promoción de la competitividad de las PYME") (2006/S 49-050634).

DO UE-S 49 de 11/3/2006  
Fecha límite: 14/4/2006

B-Bruselas: Servicios de estudios. El estudio investigará la situación actual del mercado y las amenazas y retos en materia de competitividad de la industria gráfica europea (Comisión Europea, DG Empresa e Industria) (2006/S 54-055794).

DO UE-S 54 de 18/3/2006  
Fecha límite: 10/5/2006

LB-Beirut: MEDA - Formación destinada al organismo de metrología, acreditación y al organismo de normalización. El objetivo global consiste en mejorar y desarrollar las funciones principales de la infraestructura y el marco normativa en materia de calidad del Líbano (Beirut, Líbano) (2006/S 51-052702).

DO UE-S 51 de 15/3/2006  
Fecha límite: 3/5/2006

LICITACIONES



TN-Túnez: MEDA - Asistencia a la privatización de las empresas "Ateliers de constructions métalliques et de maintenance de Gabès" (ACMG) y "Matériel ferroviaire Ganz Tunisie" (MFGT) (República de Túnez) (2006/S 50-051684).  
DO UE-S 50 de 14/3/2006  
Fecha límite: 13/4/2006

B-Bruselas: Servicios generales de consultoría en gestión. El contrato pretende evaluar si se puede lograr, en el marco de regímenes alternativos al adoptado en la Segunda Directiva sobre Derecho de Sociedades, la protección de los acreedores y de los accionistas de una manera al menos igualmente eficaz al régimen de dicha directiva, de tal modo que se respalde mejor el crecimiento económico para estimular la eficacia y la competitividad de las empresas (Comisión Europea, DG Mercado Interior y Servicios) (2006/S 50-051751).  
DO UE-S 50 de 14/3/2006  
Fecha límite: 18/4/2006

B-Bruselas: Servicios generales de consultoría en gestión. El estudio proporcionará a la Comisión información precisa relativa a la aplicación de la sección de responsabilidad de la Directiva (jurisprudencia de casos, autorreglamentación y corre-glamentación; posible reglamentación de áreas relacionadas) con el fin de evaluar el funcionamiento del marco actual, así como las posibles necesidades de medidas complementarias en línea con el artículo 21 de la Directiva (Comisión Europea, DG Mercado Interior y Servicios) (2006/S 50-051750).  
DO UE-S 50 de 14/3/2006  
Fecha límite: 18/4/2006



**Política Regional y de Cohesión**

UA-Kiev: Tacis - Unidad de supervisión del programa de cooperación transfronteriza en Belarús, Moldova y Ucrania. El objetivo consiste en proporcionar asistencia técnica durante la fase de diseño y de preparación del expediente de licitación; supervisar las obras y el suministro de los equipos; facilitar la aplicación de los proyectos transfronterizos en curso, previstos y futuros en el marco del programa de cooperación transfronteriza (Belarús, Moldova y Ucrania) (2006/S 51-052701).

DO UE-S 51 de 15/3/2006  
Fecha límite: 17/4/2006

UA-Kiev: Tacis - Realización de acciones de hermanamiento. El proyecto suministrará a la administración ucraniana los conocimientos técnicos requeridos para gestionar de forma eficaz un programa de hermanamiento que se encuentra en su fase inicial (Ucrania) (2006/S 56-057782).

DO UE-S 56 de 22/3/2006  
Fecha límite: 25/4/2006



**Relaciones Exteriores**

RO-Bucarest: Phare - Consolidación de la capacidad del Fondo Nacional y de las Agencias de ejecución para una realización eficaz de los programas Phare e ISPA en Rumanía, de conformidad con los requisitos del SEDA. El proyecto se dirige a garantizar el cumplimiento permanente de los requisitos del SEDA por los organismos ejecutivos encargados de la gestión de los proyectos Phare e ISPA a través de la prestación de asistencia y asesoramiento sobre asuntos de control interno, en concreto gestión del riesgo, auditoría interna, control de calidad ex ante, centrándose en los manuales de procedimiento y la formación (Bucarest, Rumanía) (2006/S 47-048704).

DO UE-S 47 de 9/3/2006  
Fecha límite: 13/4/2006

KE-Nairobi: FED - Asistencia técnica, consolidación de la capacidad e instrumento de formación destinados al Ordenador Nacional, ministerios competentes, diversos organismos públicos o semipúblicos, así como a actores no estatales que participan en la asistencia comunitaria en favor de Kenia (Nairobi, Kenia) (2006/S 56-057775).

DO UE-S 56 de 22/3/2006  
Fecha límite: 27/4/2006

UA-Kiev: Tacis - Desarrollo local sostenible. El objetivo del proyecto consiste en el fomento y demostración en diversas ciudades de tamaño medio, de un enfoque global e integral en materia de desarrollo local sostenible (Ucrania) (2006/S 58-059724).

DO UE-S 58 de 24/3/2006  
Fecha límite: 10/5/2006

LICITACIONES



GA-Libreville: FED - Asistencia técnica a la puesta en marcha del programa de apoyo a las acciones de la CEEAC en materia de paz y seguridad (Región de África Central (Angola, Burundi, Camerún, Chad, Gabón, Guinea Ecuatorial, República Centroafricana, República del Congo, República Democrática del Congo, Ruanda, Santo Tomé y Príncipe) ) (2006/S 58-059716).

DO UE-S 58 de 24/3/2006

Fecha límite: 2/5/2006

BG-Sofía: Phare - Asistencia técnica a la Unidad Central de Finanzas y Contratos en la gestión del plan de subvención dirigido al desarrollo de la sociedad civil (Bulgaria con dimensión regional) (2006/S 50-051683).

DO UE-S 50 de 14/3/2006

Fecha límite: 14/4/2006

TD-Yamena: FED - Asistencia al Ministerio de Economía, Planificación y Cooperación en la República de Chad (República de Chad) (2006/S 49-050538).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 10/4/2006

TD-Yamena: FED - Programa de acompañamiento para estructurar las iniciativas locales de desarrollo en la República de Chad (República de Chad) (2006/S 49-050537).

DO UE-S 49 de 11/3/2006

Fecha límite: 10/4/2006



Sanidad

F-Valenciennes: Servicios de medicina del trabajo. La AFE desea celebrar un contrato marco con un prestador de servicios médicos que se encargará de efectuar reconocimientos médicos de contratación, controles médicos anuales y visitas de control de la salud en el trabajo (Agencia Ferroviaria Europea) (2006/S 51-052810).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006

B-Bruselas: Servicios de lucha contra los parásitos. Servicios de lucha contra los parásitos, desratización y sustitución de contenedores higiénicos (Comisión Europea) (2006/S 51-052808).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 14/4/2006



Sociedad de la Información

BG-Sofía: Phare - Administración electrónica al servicio de los contribuyentes: desarrollo y ampliación de los servicios administrativos en línea (asistencia técnica). El objetivo consiste en mejorar la capacidad de la administración de hacienda en el ámbito de las tecnologías de la información, ampliando la asistencia informática destinada a las unidades empresariales y estimulando los servicios administrativos en línea que se prestan a los clientes con arreglo a la estrategia nacional de administración electrónica (Bulgaria) (2006/S 53-054734).

DO UE-S 53 de 17/3/2006

Fecha límite: 18/4/2006

E-Alicante: Servicios informáticos. El objetivo del presente concurso consiste en la selección de contratantes para la prestación de servicios para el servicio de asistencia técnica (Oficina de Armonización del Mercado Interior, Marcas, Dibujos y Modelos - OAMI) (2006/S 54-055804).

DO UE-S 54 de 18/3/2006

Fecha límite: 26/4/2006

E-Alicante: Servicios de asistencia y de mantenimiento de sistemas. El objetivo consiste en prestar de servicios in situ relacionados con la operación de los sistemas informáticos centralizados y las telecomunicaciones (Oficina de Armonización del Mercado Interior (marcas, dibujos y modelos)) (2006/S 54-055803).

DO UE-S 54 de 18/3/2006

Fecha límite: 26/4/2006

RU-Moscú: Servicios de telecomunicaciones. El objeto del contrato es la prestación de servicios de telecomunicaciones para la Delegación de la Comisión Europea en Rusia (Comisión de las Comunidades Europeas, Delegación de Rusia) (2006/S 54-055798).

DO UE-S 54 de 18/3/2006

Fecha límite: 25/4/2006



Transporte

I-Parma: Servicios de transporte de pasajeros en automóvil. La EFSA prevé la celebración de un contrato con una empresa de transporte para la realización de las actividades enumeradas en el expediente de licitación y en particular para faci-

## LICITACIONES



Transportes

licitar las conexiones desde Parma a los aeropuertos internacionales de las localidades vecinas (Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria - EFSA) (2006/S 51-052819).

DO UE-S 51 de 15/3/2006

Fecha límite: 12/4/2006

B-Bruselas: Servicios de fletamento de barcos (Comisión Europea) (2006/S 56-057872).

DO UE-S 56 de 22/3/2006

Fecha límite: 5/5/2006



Turismo

### Turismo

TZ-Dar es Salaam: FED - Programa de formación en materia de turismo. El propósito del proyecto consiste en mejorar los niveles de formación y educación en materia de turismo, así como aumentar la capacidad en materia de formación para responder a las necesidades futuras del sector en Tanzania (Dar es Salaam, Tanzania) (2006/S 56-057786).

DO UE-S 56 de 22/3/2006

Fecha límite: 24/4/2006

EG-El Tur: MEDA - Servicios de consultoría relativos al desarrollo sostenible del turismo del sur del SINAB. El objetivo consiste en la preparación de un plan de desarrollo sostenible en materia de turismo para la región del sur del SINAB (sur del Sinaí, República Árabe de Egipto) (2006/S 57-058864).

DO UE-S 57 de 23/3/2006

Fecha límite: 26/4/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



**Agricultura**

Catálogo común de variedades de especies de plantas agrícolas - Visisimocuarta edición integral.  
DO UE-C 68 A de 21/3/2006, pg. 1

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE) nº 1785/2003 en lo que atañe al régimen de importación de arroz.  
COM(2006) 98 de 3/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe sobre la aplicación de medidas nacionales para garantizar la coexistencia de los cultivos modificados genéticamente con la agricultura convencional y ecológica [SEC(2006) 313].  
COM(2006) 104 de 9/3/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO relativa a la lucha contra el piojo de San José (Versión codificada).  
COM(2006) 123 de 16/3/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO sobre el sector del lino y el cáñamo./ Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE) nº 1673/2000, por lo que se refiere a las ayudas a la transformación de lino y cáñamo destinados a la producción de fibras, y el Reglamento (CE) nº 1782/2003, por lo que se refiere al cáñamo que puede acogerse al régimen de pago único.  
COM(2006) 125 de 16/3/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CEE) nº 1906/90 por el que se establecen normas de comercialización aplicables a las aves de corral.  
COM(2006) 90 de 7/3/2006



**Asuntos de Justicia e Interior**

Acto del Consejo de Administración de Europol, de 29 de septiembre de 2005, por el que se modifica la relación de los puestos de Europol que figura en el apéndice 1 del Estatuto del personal de Europol.  
DO UE-C 68 de 21/3/2006, pg. 1

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/477/CEE del Consejo sobre el control de la adquisición y tenencia de armas.  
COM(2006) 93 de 2/3/2006

Propuesta modificada de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1030/2002 por el que se establece un modelo uniforme de permiso de residencia para nacionales de terceros países.  
COM(2006) 110 de 10/3/2006

Iniciativa de la República de Austria con vistas a la adopción de un Acto del Consejo por el que se modifica el estatuto del personal de Europol.  
DO UE-C 71 de 23/3/2006, pg. 16

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - Prevención y lucha contra la financiación terrorista a través de una mayor coordinación a nivel nacional y una mayor transparencia del sector sin ánimo de lucro.  
COM (2005) 620 de 29/11/2005

Europol - Presupuesto rectificativo 2006 para el Estado anfitrión (Parte C).  
DO UE-C 68 de 21/3/2006, pg. 4



**Asuntos Sociales**

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Invertir en las personas. Comunicación relativa al programa temático para el desarrollo humano y social y las perspectivas financieras para 2007-2013.  
COM (2006) 18 de 25/1/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Plan de trabajo para la igualdad entre las mujeres y los hombres 2006-2010 [SEC(2006) 275].  
COM(2006) 92 de 1/3/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de una Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la aplicación del principio de igualdad de trato entre hombres y mujeres en asuntos de empleo y ocupación (versión refundida).  
COM(2006) 108 de 13/3/2006



**Economía**

Comunicación de la Comisión sobre las agencias de calificación crediticia.  
DO UE-C 59 de 11/3/2006, pg. 2

INFORME DE LA COMISIÓN - Informe de evaluación de la Directiva sobre la firmeza de la liquidación 98/26/CE (UE 25).  
COM(2005) 657 de 15/12/2005



**Empleo y Formación**

Decisión del Consejo, de 9 de marzo de 2006, por la que se nombra a los miembros titulares y suplentes del Comité consultivo para la formación en el sector de la arquitectura.  
DO UE-C 68 de 21/3/2006, pg. 6



**Energía**

LIBRO VERDE - Estrategia europea para una energía sostenible, competitiva y segura [SEC(2006) 317].  
COM(2006) 105 de 8/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO sobre la mejora del estatuto de la Comunidad Europea de la Energía Atómica en el Organismo Internacional de Energía Atómica [SEC(2006) 341].  
COM(2006) 121 de 16/3/2006



**Integración Europea e Instituciones**

Comunicaciones: Tribunal de Justicia.  
DO UE-C 60 de 11/3/2006, pg.

Comunicación de la Comisión con arreglo al artículo 4 de la Directiva 2000/84/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 19 de enero de 2001, relativa a las disposiciones sobre la hora de verano.

DO UE-C 61 de 14/3/2006, pg. 2  
Documentos COM distintos de las propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.  
DO UE-C 67 de 18/3/2006, pg. 32

Dictámenes del Comité Económico y Social Europeo (423º Pleno, 18-19 enero 2006).  
DO UE-C 69 de 21/3/2006, pg. 1

Documentos COM distintos de las propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.  
DO UE-C 70 de 22/3/2006, pg. 5

Propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.  
DO UE-C 70 de 22/3/2006, pg. 6

Días festivos en 2006: Estados AELC del EEE e instituciones del EEE.  
DO UE-C 71 de 23/3/2006, pg. 15

Defensor del Pueblo: Informes especiales al Parlamento Europeo realizados de conformidad con lo dispuesto en el artículo 3 nº 7 del Estatuto del Defensor del Pueblo Europeo.  
DO UE-C 67 de 18/3/2006, pg. 37

Propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.  
DO UE-C 67 de 18/3/2006, pg. 38

Propuestas de la Comisión retiradas tras el examen a la vista de su importancia general, su impacto sobre la competitividad y otros aspectos.  
DO UE-C 64 de 17/3/2006, pg. 3

Dictámenes del Comité Económico y Social Europeo (422º Pleno, 14-15 diciembre 2005).  
DO UE-C 65 de 17/3/2006, pg. 1



**Juventud**

Conclusiones del Consejo y de los Representantes de los Gobiernos de los Estados miembros, reunidos en el seno del Consejo, sobre la aplicación del Pacto Europeo para la Juventud.  
DO UE-C 70 de 22/3/2006, pg. 1

DOCUMENTOS OFICIALES



**Medio Ambiente**

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración, en nombre de la Comunidad Europea, del Protocolo sobre la protección de los suelos, del Protocolo sobre la energía y del Protocolo sobre el turismo, del Convenio de los Alpes.  
COM(2006) 80 de 2/3/2006



**Pesca**

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se establecen medidas técnicas de conservación de determinadas poblaciones de peces de especies altamente migratorias.  
COM(2006) 100 de 8/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la mejora de la situación económica del sector pesquero.  
COM(2006) 103 de 9/3/2006



**Política Industrial y Pyme**

Resolución del Consejo, de 13 de marzo de 2006, relativa a una respuesta aduanera a las últimas tendencias en la falsificación y la piratería.  
DO UE-C 67 de 18/3/2006, pg. 1

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO. Examen de la aplicación de la Directiva sobre recipientes a presión simples (87/404/CEE) en relación con la Directiva sobre equipos a presión (97/23/CE).  
COM(2006) 106 de 10/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Evaluación de la utilización de los organismos de inspección de los usuarios establecidos con arreglo a la Directiva sobre equipos a presión (97/23/CE).  
COM(2006) 109 de 10/3/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la posición de la Comunidad con respecto al proyecto de Reglamento de la Comisión Económica para Europa de las Naciones Unidas sobre la homologación de los sistemas de separación destinados a proteger a los pasajeros en caso de des-

plazamiento del equipaje y suministrados como equipo no original.  
COM(2006) 112 de 13/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Aplicar el Programa comunitario de Lisboa para el crecimiento y el empleo. Transmisión de empresas - Continuidad mediante la renovación.  
COM(2006) 117 de 14/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo por la que se establecen las prescripciones técnicas de las embarcaciones de la navegación interior y se deroga la Directiva 82/714/CEE.  
COM(2006) 126 de 14/3/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la posición de la Comunidad en relación con el proyecto de Reglamento de la Comisión Económica para Europa de las Naciones Unidas sobre la homologación de los vehículos de motor con respecto al campo de visión delantera del conductor del vehículo.  
COM(2006) 127 de 20/3/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo a las estadísticas estructurales de las empresas.  
COM(2006) 66 de 20/2/2006



**Política Regional y de Cohesión**

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se crea el Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización [SEC(2006) 274, SEC(2006) 314 y SEC(2006) 315].  
COM(2006) 91 de 1/3/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativa a la utilización del Fondo de Solidaridad de la UE de conformidad con el punto 3 del Acuerdo interinstitu-



DOCUMENTOS OFICIALES



Política Regional

cional, de 7 de noviembre de 2002, entre el Parlamento Europeo, el Consejo y la Comisión sobre la financiación del Fondo de Solidaridad de la Unión Europea, que complementa el Acuerdo interinstitucional de 6 de mayo de 1999 sobre la disciplina presupuestaria y la mejora del procedimiento presupuestario.

COM(2006) 114 de 10/3/2006

Propuesta modificada de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo a la creación de una agrupación europea de cooperación territorial (AECT).

COM(2006) 94 de 7/3/2006



Relaciones Exteriores

Relaciones Exteriores

Lista Común Militar de la Unión Europea (equipo contemplado en el Código de Conducta de la Unión Europea en materia de exportación de armas).

DO UE-C 66 de 17/3/2006, pg. 1



Sanidad

Sanidad

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del acuerdo entre la Comunidad Europea y Noruega sobre la revisión del importe de la contribución financiera de Noruega prevista en el acuerdo entre la Comunidad Europea y el Reino de Noruega relativo a la participación de Noruega en las actividades del Observatorio Europeo de la Droga y las Toxicomanías (OEDT).

COM(2006) 115 de 14/3/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al artículo 251, apartado 2, segundo párrafo, del Tratado CE relativa a la Posición Común del Consejo para la adopción de un Reglamento sobre medicamentos pediátricos y por el que se modifican el Reglamento (CEE) nº 1768/92, la Directiva 2001/20/CE, la Directiva 2001/83/CE y el Reglamento (CE) nº 726/2004.

COM(2006) 118 de 13/3/2006



Sociedad de la Información

Sociedad de la Información

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ

ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES sobre las revisiones de los mercados con arreglo al marco regulador de la UE. Consolidación del mercado interior de las comunicaciones electrónicas [SEC(2006) 86]. COM(2006) 28 de 6/2/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO. Interoperabilidad de los servicios paneuropeos de administración electrónica.

COM(2006) 45 de 13/2/2006



Transportes

Transporte

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES relativa a la mejora de la seguridad de la cadena de suministro./ Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo a la mejora de la seguridad de la cadena de suministro [SEC(2006) 251].

COM(2006) 79 de 27/2/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción del Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se modifica el Reglamento (CEE) n.º 3922/91 del Consejo relativo a la armonización de normas técnicas y procedimientos administrativos aplicables a la aviación civil (OPS-UE).

COM(2006) 128 de 14/3/2006

DICTAMEN DE LA COMISION de conformidad con el artículo 251, apartado 2, párrafo tercero, letra c), del Tratado CE, sobre las enmiendas introducidas por el Parlamento Europeo en la Posición común del Consejo relativa a la propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 1999/62/CE relativa a la aplicación de gravámenes a los vehículos pesados de transporte de mercancías por la utilización de determinadas infraestructuras./ ... por el que se modifica la propuesta de la Comisión.

COM(2006) 131 de 20/3/006

## DOCUMENTOS OFICIALES



Turismo

### Turismo

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Una nueva política turística en la UE: hacia una mayor colaboración en el turismo europeo.

COM(2006) 134 de 17/3/2006



Unión Económica  
y Monetaria

### Unión Económica y Monetaria

COMUNICACION DE LA COMISION AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe anual para la Autoridad responsable de aprobar la gestión presupuestaria sobre las auditorías internas efectuadas en 2004 (Artículo 86, apartado 4, del Reglamento Financiero). El texto completo existe solamente en FR-DE-EN. [SEC(2005) 782].

COM(2005) 257 de 15/6/2005

## CONFERENCIAS, CURSOS Y SEMINARIOS

**Título:** "Internal Master in Sociology of Law"

**Lugar:** Instituto de Sociología Jurídica de Oñate (Guipúzcoa)

**Información:** Master Internacional en Sociología Jurídica (1 año). Es una master oficial impartido en el Instituto Internacional de Sociología Jurídica de Oñate, Gipuzkoa, por los más prestigiosos especialistas de todo el mundo. Cursos: del 25/9/2006 hasta el 31/3/2007. Trabajo de Investigación: Abril-Septiembre. Total créditos: 60 ECTS.

**Idioma:** inglés. Posibilidad de optar a becas.

**Inscripción:** antes del 30 de abril de 2006

**Teléfono:** +34 943 71 88 85

**Email:** [susana@iisj.es](mailto:susana@iisj.es)

**Website:** <http://www.iisj.es>

**Título:** "Jornadas Europa en el siglo XXI: valores, fronteras y ciudadanía europea: una contribución desde Euskadi al Plan "D" (Democracia, Diálogo y Debate)"

**Lugar:** Auditorio del Museo Guggenheim Bilbao

**Fecha:** 11 y 12 de abril de 2006

**Información:** Estas jornadas se desarrollarán durante día y medio y su temática girará en torno a la construcción del marco político, económico y social de la Unión Europea, considerando el punto de vista de las regiones como motores de ese proceso de construcción europea y de la participación de los ciudadanos en el mismo

**Teléfono:** +34 902 44 99 77

**E-mail:** [pland@cotlan900.com](mailto:pland@cotlan900.com)

**Website:**

<http://www.euskadi20europa.com/index.php?src=>

# Edición-Redacción

---

## Coordinadores

De Epalza Azqueta, Camila  
Iturrate Bizkargüenaga, Elena

Arrow Comunicación  
Llamas Fernández, Santiago  
Romero Marijuan, Marta

## Diseño

Valentín Álvarez

## Diseño cubierta

Arrow Comunicación

## Impresión

Gráficas Santamaría, S.A.

La opinión vertida en Europa-Euskadi no compromete a la Red Vasca de Información Europea



Red Vasca de Información Europea  
(REVIE)

Europako Informazioaren  
Euskal Sarea (EIES)

La REVIE tiene como objetivo facilitar a los ciudadanos, empresas, entidades públicas y privadas la información europea de la manera más rápida y completa mediante la acción coordinada de los centros dependientes de las Administraciones Vascas y de los que integran las redes de la Comisión Europea en la Comunidad Autónoma.

EIESren helburua honako hau da: hiriterrei, enpresei eta erakunde publiko zein pribatuei Europako informazioa erarik askarren eta osoenean ematea, Euskal Administrazioen menpeko zentrozen ekintzak eta Europako Batzordeak Euskal Autonomian dituen sareetako zentrozen ekintzak koordinatuz.

## Componen la REVIE/ Hauek osatzen dute EIES:



	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gobierno Vasco Eusko Jaurlaritzak</li> </ul>	945 01 80 57
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diputación Foral de Alava Arabako Foru Aldundiak</li> </ul>	945 18 18 18
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diputación Foral de Bizkaia Bizkaiko Foru Aldundiak</li> </ul>	94 406 80 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diputación Foral de Gipuzkoa Gipuzkoako Foru Aldundiak</li> </ul>	943 11 22 90
	<ul style="list-style-type: none"> <li>EUDEL (Asociación de Municipios Vascos) EUDELEK (Euskadiko Udalen Elkarteak)</li> </ul>	94 423 15 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centro Europeo de Información Empresarial de la Cámara de Comercio de Bilbao Bilboko Merkataritza Ganbarako Enpresa Informaziorako Europako Zentroak</li> </ul>	94 470 65 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cámara de Gipuzkoa Gipuzkoako Bazkundera Ganberak</li> </ul>	943 00 03 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Empresarios Alaveses Arabako Enpresariak</li> </ul>	945 00 04 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centro de Documentación Europea de la Universidad de Deusto Deustuko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak</li> </ul>	94 413 90 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centro de Documentación Europea de la Universidad del País Vasco Euskal Herriko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak</li> </ul>	94 601 36 51/52
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Casa de Cultura Ignacio Aldecoa. Eurobiblioteca de Álava Ignacio Aldecoa Kultura Etxea. Arabako Euroliburutegiak</li> </ul>	945 18 19 44
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Europe Direct Álava</li> </ul>	945 18 19 00
	<ul style="list-style-type: none"> <li>MENDIKOI Europe Direct</li> </ul>	945 41 03 03

Si precisa Ud. ampliación de la información recogida en cualquiera de las secciones de este número o sobre cualquier cuestión de la Unión Europea puede dirigirse al centro correspondiente de la REVIE.

Zenbaki honetako edozein ataletan informazioz edota Europako Batasunari buruzko edozein gaiz gehiago jakin nahi baduzu, jo ezazu EIES-k horretarako daukan zentrora.

[www.revie.org](http://www.revie.org)

Precio de suscripción: 90,00 € al año/Harpidetza: 90,00 € urtean